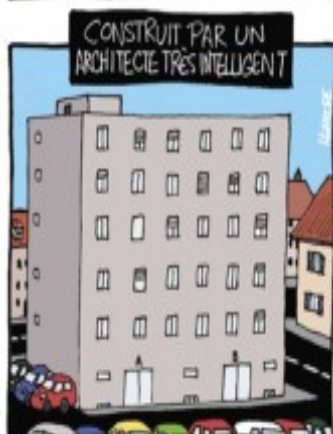
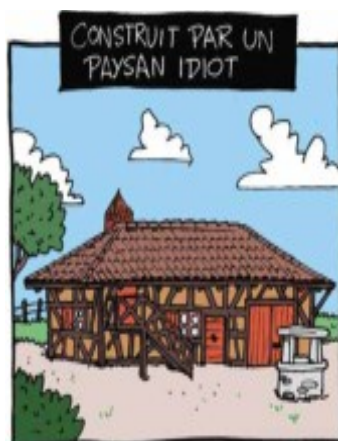


# Mordons les chiens de garde !

## Revue de presse n°37

janvier-mars 2025

### Mouvements et initiatives populaires



# Table des matières

Une zad belge offre un sursis à un écrin marécageux.....	3
Pour renforcer l'agriculture paysanne, des bénévoles belges investissent les champs.....	7
Occupons le Terrain N°48 - 5 décembre 2024.....	13
Un communisme décroissant pour enrayer la catastrophe ?.....	22
7 ans de réflexion. France-Soir a 80 ans d'existence.....	33
Geneviève Pruvost : « vivre est un métier ».....	39
Vivre autrement : enquête sur les alternatives rurales.....	45
Le café zapatiste.....	59
A69 : les dernières « écoreuils » expulsées, la zad n'est plus.....	61
LGV Bordeaux-Toulouse/Dax : nouvelles actions sur les entreprises et bilan d'un week-end de mobilisation qui redonne foi aux habitant.e.s dans la lutte contre le projet.....	65
Levons les voiles - Sur le port de Concarneau, une vague antifasciste contre Bolloré.....	69
6 luttes décoloniales emblématiques.....	72
7 figures de l'écologie décoloniale.....	78
Jean-Dominique Michel entre la crise sanitaire d'hier et sa vision de demain.....	84
Quels principes pour un nouveau monde ?.....	90
En Méditerranée, des pêcheurs gèrent eux-mêmes une réserve marine.....	94
Comment transformer une usine automobile en coopérative écolo : des ouvriers montrent la voie.....	100
En Espagne, l'entraide à vélo après les inondations.....	105
Inondations en Espagne : les lourdes erreurs de la droite au pouvoir.....	110
Saint-Colomban, 800 manifestant·es et paysan·nes ramènent le sable et les déchets du maraîchage industriel à la carrière GSM.....	112
« Notre nature est notre seule richesse » estime la maire de Guéret devant 2 500 opposants aux « méga-usines à bois ».....	116

# Une zad belge offre un sursis à un écriin marécageux

*Des activistes occupant un espace naturel destiné à devenir une plateforme de transports ont été délogés dans la violence, en octobre. La justice leur a finalement donné raison, et a suspendu le permis de construire.*

Gand (Belgique), reportage

Situé dans le nord de Gand, le bois du quartier aux fleurs (Bloemekenswijkbos, en néerlandais) est un petit écriin marécageux de 14 hectares niché entre les usines et les barres d'immeubles récents. Abritant autrefois des usines, le site accueille dorénavant une nature laissée libre. Cette zone proche du centre – on peut apercevoir la superbe cathédrale gothique Saint-Bavon – a été choisie par la société publique de transports flamande De Lijn pour construire ses dépôts de bus et de tramway et ses ateliers de réparation.

Le permis de construire a été accordé à De Lijn au printemps 2024. En juin, des activistes et des riverains ont érigé le Bloemekenswijkbos en une zone à défendre (zad), en raison de la riche biodiversité sur ce site. La zad fut expulsée le 9 octobre dernier ; mais, dans une décision rendue le 18 octobre après le recours déposé par une association de défense de la nature soutenue par des riverains, le Raad voor Vergunning-sbetwistingen (conseil flamand du contentieux des permis) a suspendu le permis de construire, considérant que « *l'impact sur les espèces animales protégées n'a pas été suffisamment pris en compte* ».



Lucas De Cocker, membre du comité de défense du lieu, montre les traces laissées par les engins de chantier. © Théo Heffinck / Reporterre

## Hérissons, amphibiens...

Entre l'expulsion du 9 octobre et le jugement du 18 octobre, les travaux, lancés dès le jour de l'expulsion, ont occasionné de nombreux dégâts : la plupart des grands arbres ont été coupés. Les troncs gisent aujourd'hui au sol. « *Avant, on ne voyait pas les usines, maintenant si. D'après les riverains, le son a changé aussi* », regrette Noëlle Michel, écrivaine française et traductrice néerlandophone vivant à Gand depuis deux décennies. Partout, on aperçoit encore les empreintes des chenilles métalliques sur la terre humide.

Lorsqu'il est revenu sur le site, Lucas De Cocker, membre du comité de défense du lieu, était désarçonné : il n'arrivait pas à retrouver le petit chemin qu'il empruntait à travers la broussaille il y a encore deux semaines. Si cet authentique Gantois à la barbe fournie n'est jamais avare en calembours, son regard pétillant s'assombrit lorsqu'il voit son petit bois balaféré par les engins de chantier. « *C'est... comment dit-on en français... verwarrend [déroutant]* », dit-il. « *Plein d'animaux ont perdu l'endroit où ils vivaient* », soupire de son côté Mona, ancien zadiste. Le jeune homme, traumatisé, a du mal à revenir sur le site.



Arbres coupés, traces dans la terre humide... Les engins de chantier ont dévasté le lieu. © *Théo Heffinck / Reporterre*

L'endroit est désormais sous surveillance, comme nous l'avons constaté lors de notre visite : un agent de sécurité menaçant accompagné d'un voisin a voulu contrôler nos photos, avant de nous presser vers la sortie. Une intimidation guère nouvelle ; selon nos informations, cet été, un biologiste de l'université de Gand s'est vu infliger une amende alors qu'il participait à une opération d'identification des espèces.

Composé de tourbières, le Bloemekenswijkbos est un endroit riche d'une grande biodiversité : des étudiants en biologie de l'université de Gand y ont recensé une quarantaine d'espèces protégées au printemps dernier. Parmi elles, des amphibiens – comme le triton alpestre –, des hérissons et des espèces protégées : le martin-pêcheur, friand des zones humides, y a été observé, comme le lézard des murailles, à son avantage dans les friches.

Si la coupe des arbres n'entraîne pas de dommage irréversible, le jugement du Raad voor Vergunningsbetwistingen estime que « *les travaux de construction causeront rapidement des dommages irréparables à la forêt, aux espèces protégées et aux tourbières précieuses* ».



Des planches de la zad abandonnées en raison de l'expulsion du lieu. © *Théo Heffinck / Reporterre*

### « À 6 heures du matin, on vu des lampes »

C'est pour défendre cette biodiversité qu'une vingtaine d'activistes venus de Flandre, d'Allemagne et de France ont transformé le Bloemekenswijkbos en zad le jour du solstice d'été. Durant près de quatre mois, cette zad a été alimentée à la fois par l'énergie de – plus ou moins – vieux briscards de la lutte, et par la présence de riverains hostiles au projet.

*« Nous étions plusieurs à dormir dans les arbres, j'étais là depuis le mois de juin », raconte Mona, le jeune « écureuil » – le surnom des militants perchés dans les arbres – bien décidé à défendre la nature dans sa ville. « Moi, je ne suis pas montée dans les arbres, dit Noëlle Michel, membre du comité d'action pour la défense du Bloemekenswijkbos. Mais c'était enthousiasmant : on avait l'impression de vivre dehors. On a organisé un petit concert, puis des ateliers, pour que tout le monde puisse exprimer des arguments non pris en compte dans les demandes de permis. Ça a été quelque chose de très enrichissant. »*

Des ateliers d'écoute de la nature, d'écriture ou de dessin ont cherché à sensibiliser à la beauté du lieu. Des gens du quartier ont par ailleurs offert un soutien logistique aux zadistes.



Les occupants de la zad ont dû abandonner leurs affaires en raison de l'expulsion. © Théo Heffinck / Reporterre

Mais tout s'est arrêté le matin du 9 octobre : aujourd'hui, il ne reste rien de cette zad, hormis les reliques des cabanes broyées, quelques effets personnels laissés dans la hâte... et un panneau indiquant les toilettes. « À 6 heures du matin, on vu des lampes », raconte Mona. Une centaine de policiers, soutenus par deux hélicoptères, encerclaient la vingtaine d'activistes. « Ils ont pointé leurs armes sur nous. Ils ont utilisé nos échelles pour venir nous chercher. Deux d'entre nous ont été emmenés en hélicoptère », raconte Mona.

Toutes les entrées du site ont été bloquées, et des riverains – parfois très jeunes – contrôlés. Au total, quatorze zadistes ont été arrêtés, puis relâchés après la prise de leurs empreintes digitales. Cet usage disproportionné de la force a choqué dans le quartier. « L'intervention était si brutale que même des gens indifférents à la cause se sont indignés », témoigne Lucas De Cocker, du comité d'action.

### Un combat judiciaire et politique

Si l'annulation du permis de construire par la justice offre un réel répit aux manifestants, le combat est loin d'être terminé : De Lijn a toujours la ferme intention de construire son dépôt, les deux actuels étant obsoletés. « Pour diverses raisons, les travaux ont dû être reportés (à plusieurs reprises), communique De Lijn, propriétaire du site depuis vingt ans, une époque où le quartier était beaucoup moins urbanisé. De nombreuses autres pistes ont été étudiées à Gand, mais la plupart se situent trop loin des routes de bus et de tramway. »

*« On va avoir besoin de solutions parce que dans les dépôts existants, il y a des besoins de rénovation pour développer les transports en commun », concède Noëlle Michel. Les activistes sont favorables à l'utilisation de dépôts décentralisés et déjà bétonnés. « Des bénévoles ont identifié des terrains de 4, 5 et 6 hectares. S'il y a une volonté politique, c'est faisable », estime Noëlle Michel.*



Noëlle Michel : « Avant, on ne voyait pas les usines, maintenant si. » © Théo Heffinck / Reporterre

Le combat sera désormais judiciaire pour les défenseurs du bois. Pour eux, dans un contexte d'urbanisation massive et de changement climatique, la présence de ce poumon vert – *a fortiori* dans un quartier populaire – est importante. « *Ce bois, c'est notre ceinture de sécurité contre les îlots de chaleur et la perte de biodiversité* », affirme Lucas De Cocker.

Pour les activistes, il faudra aussi convaincre la nouvelle majorité de la commune de Gand : l'expulsion du 9 octobre a eu lieu quatre jours avant les élections communales, qui ont vu la réélection du bourgmestre centriste sortant Mathias De Clercq avec les socialistes. Très silencieux sur le projet comme sur l'expulsion, Mathias De Clercq était auparavant à la tête d'une coalition avec Groen, le parti écologiste. Après l'échec des négociations, la coalition se fera certainement avec la N-VA, le parti de la ministre ayant octroyé le permis de construire à De Lijn. Pour l'heure, seul le PVDA – parti de gauche radicale et pendant flamand du parti des travailleurs belges – a ouvertement soutenu les activistes.



Ici, tout a été coupé.

Mehdi LAÏDOUNI et Théo HEFFINCK (photographies)  
6 novembre 2024 (Reporterre)

# Pour renforcer l'agriculture paysanne, des bénévoles belges investissent les champs



Les Brigades d'action paysanne organisent la venue de bénévoles pour un chantier collectif au service d'une agriculture durable, comme ici à la ferme de Beauregard. - © Jeanne Fourneau / Reporterre

En Belgique, les Brigades d'action paysanne organisent des chantiers participatifs pour aider des fermiers. Une solidarité militante qui vise à « changer le rapport de force » en faveur d'une agriculture respectueuse de l'environnement.

Rotheux-Rimière, Esneux (Belgique), reportage

En ce samedi matin brumeux, six bénévoles s'activent sous les serres de la ferme Larock, nichée dans le village de Rotheux-Rimière, en province liégeoise. Tandis que Mélissa, Florence, Alexandra et Éric démêlent les haricots à rame des filets afin de les extirper, Marieke et Léna creusent des rigoles à la pelle avec Simon, qui s'occupe du jardin maraîcher, puis ratissent et aplanissent les mottes de terre déposées sur le côté. Les planches de culture enfin prêtes, le groupe entier se met à repiquer 1 800 plants de mâche dans la terre fraîchement travaillée.

À 5 kilomètres de là, dix autres bénévoles s'affairent l'après-midi à la ferme de Beauregard, dans la commune d'Esneux. Munis de sécateurs, ils et elles séparent les courges de leurs tiges drues et piquantes, les soulèvent et les placent délicatement dans les cagettes. En une demi-heure, la récolte est pliée.

Sans attendre, le groupe s'attelle à sa mission suivante : arracher les plants de tomates des serres. Ce travail, plus méticuleux – il faut couper les pieds, retirer les pincés, cueillir les fruits encore mûrs, regrouper les tuteurs au fond des rangs –, prend deux bonnes heures. Durant lesquelles Maxime, le maraîcher, enchaîne les allers-retours pour vider les brouettes.

Originaires du coin ou venus de plus loin, la plupart de ces bénévoles ont répondu à l'appel des Brigades d'action paysanne (BAP), un réseau citoyen belge d'appui à l'agriculture paysanne et au mouvement pour la souveraineté alimentaire. Impulsées en 2017 par le réseau de soutien à l'agriculture paysanne (RéSAP) et coordonnées par deux ONG (Quinoa et Fian Belgium), les BAP sont nées « *du constat qu'il manquait du lien entre les mangeurs et les agriculteurs* », explique Marie-Hélène Lefèvre, membre des BAP et chargée de plaidoyer et mobilisation chez Fian.



Méliissa démêle les haricots à rames des filets, à la ferme Larock. © Jeanne Fourneau / Reporterre

Pour combler ce manque, le réseau citoyen a lancé des chantiers participatifs dans les fermes paysannes, agroécologiques ou en transition vers un modèle durable. Des fermes généralement à petite échelle, ancrées localement, aux pratiques agricoles respectueuses des sols et du vivant.



Marieke en train d'aplatir les planches de culture. © Jeanne Fourneau / Reporterre

« Les BAP [dont le nom fait référence aux brigades internationales qui, durant les années 1930, luttèrent contre le fascisme en Espagne] se réclament militantes car on a conscience qu'on doit combattre un système qui dévore petit à petit l'agriculture paysanne et la fait disparaître », poursuit Marie-Hélène.

### **68 % de fermes en moins depuis 1980**

Entre 1980 et 2019, la Belgique a perdu 68 % de ses fermes, dont la superficie moyenne a triplé durant la même période. Le nombre de travailleurs et travailleuses agricoles en Wallonie a quant à lui diminué de moitié depuis 1990, selon l'institut national de statistiques Statbel et le site État de l'agriculture wallonne. À cela s'ajoutent les bouleversements climatiques dont les agriculteurs font largement les frais. C'est notamment le cas de Simon Elias. Natif de la Hesbaye, il a longtemps vécu à Bruxelles avant d'« opérer une transition » et de se tourner vers le travail de la terre, poussé par le « besoin de revenir à l'essentiel ».





Le maraîcher Simon Elias présente sa grelinette, qui permet d'ameublir la terre avant de semer ou planter. © Jeanne Fourneau / Reporterre

D'abord animateur bénévole dans un jardin social le long de l'Ourthe, il a atterri à la ferme Larock après que les inondations de juillet 2021 aient tout « ruiné ». En 2022, il a créé l'association sans but lucratif (ASBL) Sous l'arbre, pour prendre soin du jardin maraîcher. Mais depuis, les galères continuent. Cette année, « sur 1 ha 20, j'ai abandonné 80 ares à cause des conditions extrêmes en termes d'humidité », raconte-t-il.

Pas un seul des 900 choux qu'il avait plantés avec des écoliers n'a survécu aux limaces, qui ont également englouti 15 ares de luzernes. Le passage récent de la dépression Kirk ayant trempé les sols, Simon a dû revoir le programme du jour, qui prévoyait la récolte de pommes de terre en plein air. Devant l'engagement des participants, il se montre reconnaissant : « Merci d'être là pour nous aider. Si vous repassez quand tout aura poussé, venez goûter à la mâche », leur lance-t-il, tout souriant.



À la ferme de Beaugard, les bénévoles ramassent des courges. © Jeanne Fourneau / Reporterre

La joie irradie aussi le visage de Maxime Leroy face à l'entrain des bénévoles et à l'efficacité des chantiers, « fun à faire à plusieurs », dit-il. Fils de profs d'éducation physique, il a appris le métier de maraîcher « sur le tas » aux côtés d'un professionnel à Spa, et en parallèle de ses études d'agronomie.

En 2019, il a lancé, avec quatre autres personnes, la ferme de Beaugard autour de plusieurs activités – maraîchage bio, arboriculture fruitière, élevage de poules pondeuses. Les brigades, Maxime les a seulement découvertes l'année passée.

« Pour des agriculteurs qui ont le nez dans le guidon en pleine saison, c'est super facile. Il suffit de décider d'une date et d'une tâche, et les BAP s'occupent de faire la com' et toute la logistique pendant que nous, on est dans les champs », se réjouit le maraîcher.



Maxime Leroy, maraîcher à la ferme de Beaugard, se réjouit de l'aide apportée par les BAP. © Jeanne Fourneau / Reporterre

La ferme compte pourtant déjà sur un groupe de coopérateurs s'impliquant bénévolement chaque semaine. « Comme la coopérative existe depuis quatre ans, l'engouement du début s'est un peu essoufflé », confie Maxime. Les BAP ramènent donc un vent nouveau et puis, sans elles, « je n'aurais jamais pu toucher des gens de Bruxelles ».

Parmi les bénévoles présents ce jour-là, beaucoup viennent en effet de la ville. Et beaucoup soutiennent, à leur manière, l'agriculture locale et paysanne. Comme Élodie, qui travaille pour la compagnie de théâtre Adoc, qui est à l'initiative du festival Nourrir Bruxelles. « Dans ce cadre, je collabore avec les BAP et j'avais envie d'un peu de concret », dit-elle.

Ou Mélissa et Florence qui prennent leurs légumes en autocueillette à la ferme des Cinq branches, à Soumagne. C'est là-bas, lors d'un chantier, qu'elles ont entendu parler des BAP, et qu'elles ont voulu « s'y intéresser de plus près, plutôt que sur Instagram », dit Florence, fromagère de métier.

Consciente des conditions de travail difficiles, Mélissa, qui étudie l'agronomie, désirait aussi « comprendre les techniques agricoles » et « aider pour favoriser ces activités ». Pour Alexandra, étudiante en architecture à Liège, « passionnée par l'alimentation et les producteurs », participer à ces chantiers permet de se « changer les idées ». Éric, lui, suit une formation en permaculture après avoir exercé comme « indépendant en toiture », et voudrait créer un « jardin qui nourrit et soigne ».



Avec le coup de main des bénévoles, la récolte des tomates est beaucoup plus efficace. © Jeanne Fourneau / Reporterre



Louis, fondateur de la ferme Larock, prépare la soupe pour les brigadiers. © Jeanne Fourneau / Reporterre

En plus d'apporter « *un soutien concret aux agriculteurs* », les chantiers participatifs offrent des moments de partage entre fermiers et bénévoles, autant d'occasions de discuter et d'aborder certains sujets... Marieke, d'origine flamande, en profite pour comprendre les enjeux politiques. « *Sens-tu une différence avec le nouveau gouvernement wallon ?* » [1] demande-t-elle à Simon, un râteau à la main. « *Il y a de l'inertie. [...] Dans un marché mondialisé, [les producteurs wallons] sont déclassés. On a besoin d'une agriculture locale, là où on mange et où on produit* », répond ce dernier.

Cesser d'octroyer de l'argent public à l'agrobusiness et à la malbouffe pour, à la place, favoriser l'agriculture paysanne et relocaliser l'alimentation : voici les revendications portées par les Brigades d'action paysanne à travers des mobilisations politiques. « *Un coup de main sur le terrain, c'est précieux, mais si on ne change pas le rapport de force structurellement, les agriculteurs continueront à se faire écraser par le système dominant. Il faut allier la force des citoyens avec celle des agriculteurs si on veut manger un jour de la nourriture qui soit saine et qui rémunère justement celles et ceux qui la produisent* », plaide Marie-Hélène Lefèvre.

Des actions publiques de désobéissance civile sont parfois menées en solidarité avec des associations et syndicats. Le 17 avril dernier, journée mondiale des luttes paysannes, une manifestation suivie par la plantation de pommes de terre sur une parcelle menacée par un projet d'agrivoltaïsme fut menée à Aiseau-Presles, « *pour rappeler que la fonction première de ces terres doit être de nous nourrir* », dit la brigadiste.

Après cet article



Amandiers et figuiers au milieu des vignes : en Savoie, tout un village plante des arbres

#### Notes

[1] Depuis le 15 juillet 2024, la Région wallonne est dirigée par le gouvernement Dolimont – centre-droit – formé après les élections régionales du 9 juin 2024.

Claire LENGRAND et Jeanne FOURNEAU (photographies)  
19 novembre 2024 (Reporterre)

# Occupons le Terrain N°48 - 5 décembre 2024



## ***Le billet de la rédac' :***

Cela fait très longtemps que Saint-Nicolas redescend sur terre le 6 décembre pour distribuer friandises et cadeaux aux enfants. Cela fait très longtemps aussi – 18 ans ! – qu'un collectif d'habitants se bat à Walcourt contre le remblaiement d'une carrière pour y installer un projet immobilier.

La victoire complète et définitive que vient de remporter ce collectif arrive comme un beau cadeau de Saint-Nicolas. Et surtout elle montre une nouvelle fois que, si ce sont les enfants sages et obéissants qui reçoivent des cadeaux, ce sont les grands enfants résistants et tenaces qui remportent des victoires.

Alors, quel que soit votre âge, bonne fête de Saint-Nicolas et bonne lecture de cette newsletter !

## **À la Une**

**COP 29 et Black Friday se promènent main dans la main...**

La COP 29, sans doute la plus plombée par le lobbying des groupes et des États pétroliers, s'est terminée au moment précis où commençait le Black Friday, devenu en quelques années un des plus grands appels à une consommation effrénée.

Il y a des jours où tout cela finit par donner mal au cœur et à la tête et où on se dit qu'un petit dessin est plus frappant qu'un grand discours...

# BLACK FRIDAY SUR LA PLANÈTE !!



## Bienvenue

### Ans - La Petite Fagne d'Ans nous a rejoint

La Petite Fagne ansoise, ce sont 17 hectares de friche qui ont été recolonisés par la nature au fil du temps, qui sont d'un grand intérêt pour la biodiversité et qui sont pourtant menacés par plusieurs projets (immobilier, industrie, parkings et commerce).

Un habitant d'Ans qui organise régulièrement des visites du site a contacté OLT il y a plusieurs mois déjà. Nous lui avons proposé de créer un collectif qui rejoindrait ensuite OLT. Ce qui vient d'être fait !

Nous souhaitons la bienvenue et beaucoup de réussite au jeune collectif qui pèsera sans nul doute dans les décisions communales. [...]

## Victoires

### Walcourt - Il n'y aura pas de maisons dans la carrière du Bois Mignon !

Alleluia! La société Immoroute n'a pas déposé de recours contre le refus par la commune du permis unique prévoyant le remblaiement de la Carrière Bois Mignon et la construction d'un lotissement de 7 maisons et d'un immeuble à appartements.

Le refus est définitif et ne peut être porté au Conseil d'État. C'est une magnifique victoire après 18 ans de combat et 4 versions successives du projet ! – pour les villages de Thy-le-Château et Berzée. [...]



## Nouvelles des collectifs et des mouvements

### Sorinne-la-Longue - Le ViciGAL en question(s)

Ce projet de cheminement cyclo-piéton long de 42 kilomètres et reliant les communes d'Yvoir et Huy a déjà fait couler beaucoup d'encre. Les travaux, bloqués à hauteur de Sorinne-la-Longue (Assesse) vont reprendre prochainement. En effet, le Ministre Desquesnes vient d'octroyer le permis fin octobre.

Le collectif « Non au béton dans notre bois » envisage tous les scénarios possibles pour enfin faire entendre la voix des riverains. [...]

**NON au béton !  
NON au bitume !**



**OUI au tracé  
ALTERNATIF !**

**Pour un ViciGAL qui respecte la Nature**

**Gerpennes - Le Jardin des Saules en route vers le Parlement de Wallonie**





Depuis 2022, le collectif « Gerpennes – Non au Jardin des Saules » se bat contre la troisième version d'un projet immobilier destructeur en termes d'espaces verts et de biodiversité et aggravant lourdement les risques d'inondations.

Sa pétition auprès du Parlement de Wallonie vient d'être validée et le collectif sera prochainement auditionné. Ce sera le 4e collectif membre d'OLT à être entendu au Parlement. [...]

### **Liège - Basilique de Cointe : la colère des riverains persiste**

Le fonctionnaire-délégué de la Région wallonne a décidé d'octroyer (sous condition) le permis d'urbanisme au projet controversé « Basilique Experience » qui veut, entre autres, transformer la Basilique de Cointe en salle d'escalade.

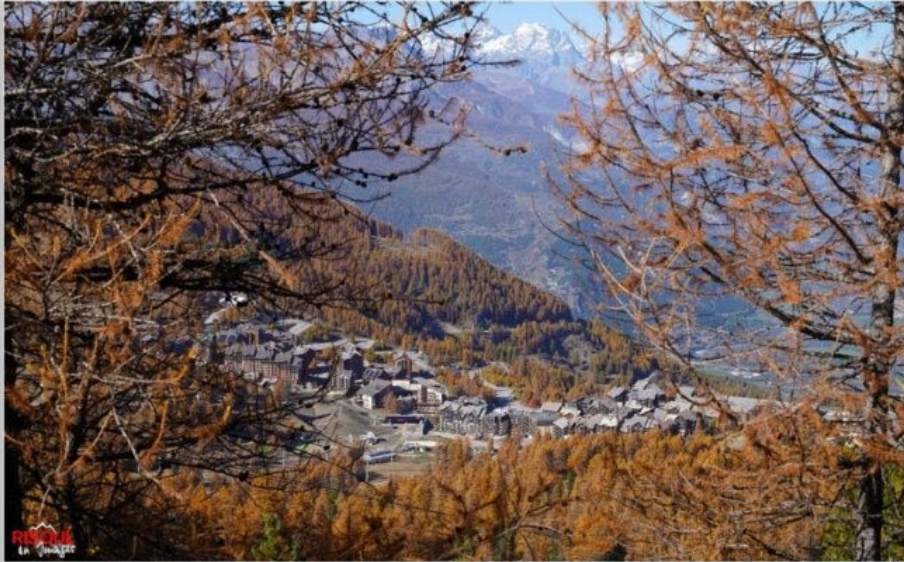
Le collectif qui s'oppose à ce projet regrette que les arguments des habitants n'aient pas été mieux pris en considération mais ne baisse pas les bras et réfléchit à un recours au Conseil d'État. [...]



### **Les Brigades d'Action Paysanne investissent les champs**

Les Brigades d'Action Paysanne (BAP) se retrouvent régulièrement aux côtés d'Occupons le Terrain lors d'action ou de débats. Mais qui sont-elles vraiment, que font-elles et comment agissent-elles pour défendre une « agriculture paysanne » ? Réponse dans un reportage sur le terrain, les pieds dans la terre et les mains dans les légumes. [...]





**Dans les Alpes, des hôtels de luxe pourraient engloutir une forêt.**

## Nouvelles des luttes d'ailleurs

Les projets de tourisme de luxe sont déjà un gros problème en Ardennes et même dans des zones plus proches des villes (comme à Hoyemont). Mais dans certains endroits, ils sont devenus une véritable plaie. Illustration par un cas frappant : la station de Risoul dans les Alpes françaises. [...]

## Analyses

**La montée des fascismes et son influence sur l'environnement**

## Enquêtes publiques

<https://occuponsleterrain.be/wp-admin/admin-ajax.php?action=tnptr&nltr=NTg7MTUyMDtodHRwc-zovL29jY3Vwb25zbGV0ZXJyYWluLmJlL2VucXVldGVzLXBIYmxpcXVlcyI lbi ljb3Vycy87OzIzMzllN-mUIZGRkOTI lODc5NDA0MTFiMTA0OWFIMTAy>



4 décembre 2024

**Liège – Sauvons le Bois d’Avroy à Cointe : le collectif contre-attaque !**

## **Appel à la solidarité**

Liège – Le Parquet est mauvais perdant : trois militants anti-pub rejugés par la Cour d’appel



Trois militants vont être rejugés par la Cour d’appel de Liège pour avoir mis en cause la politique fiscale en matière de mobilité... en dérobant trois banderoles publicitaires pour de gros SUV. Il y a un an, le Tribunal correctionnel les avait reconnus coupables mais n’avait prononcé aucune peine, au nom de la liberté d’expression. Le Parquet n’a pas apprécié et est parti en appel. Venez soutenir ces militants jeudi 4 décembre à 14h au Palais de Justice de Liège. [...]

## Région liégeoise - Faites vous entendre contre l'extension massive de l'aéroport



Liège Airport prévoit une vaste extension de sa zone nord-est pour un coût de 500 millions d'euros. Cette extension impactera lourdement tout le bassin liégeois (et au-delà !) durant les 20 prochaines années. À la suite de la réunion d'information publique du 20 novembre, il est essentiel que nos préoccupations soient prises en compte dans la future étude d'incidence environnementale. Le front "Stop Alibaba & C°" a mis en ligne un outil pour envoyer automatiquement une lettre de réclamation. À vos claviers!



Toute campagne visant à faire bouger les lignes nécessite essentiellement deux choses pour sa réussite: des moyens financiers pour permettre de la visibiliser dans l'espace public et une mobilisation durable dans le

temps.

Sur le premier point, vous pouvez nous aider en participant au crowdfunding pour financer le matériel de campagne: banderoles, drapeaux, affiches, flyers, manifestes imprimés, autocollants,...

Sur le deuxième point, vous pouvez marquer votre soutien en signant notre charte et en rejoignant une coordination zonale dans votre région.

Vous pouvez aussi nous aider à gagner en visibilité en partageant nos publications sur les réseaux sociaux et en parlant de notre campagne autour de vous.

Le nombre fait la force, rejoignez-nous!

## Pétitions déjà publiées précédemment

*Les informations sur toutes les pétitions en cours sont groupées dans une page dédiée sur notre site.*

## À vos agendas

*Les informations sur toutes les activités à venir sont groupées dans une page dédiée sur notre site.*

**Consulter l'agenda via notre site**

*Invitation cordiale à toutes et tous  
Vendredi 27 décembre entre 18h30 et 19h30  
Devant l'église de HEUSY près des braseros*



*Vin et marrons chauds avec un p'tit orchestre  
Pour une heure de convivialité à partager !  
Pour fêter l'arrivée de 2025 et c'est gratuit !*

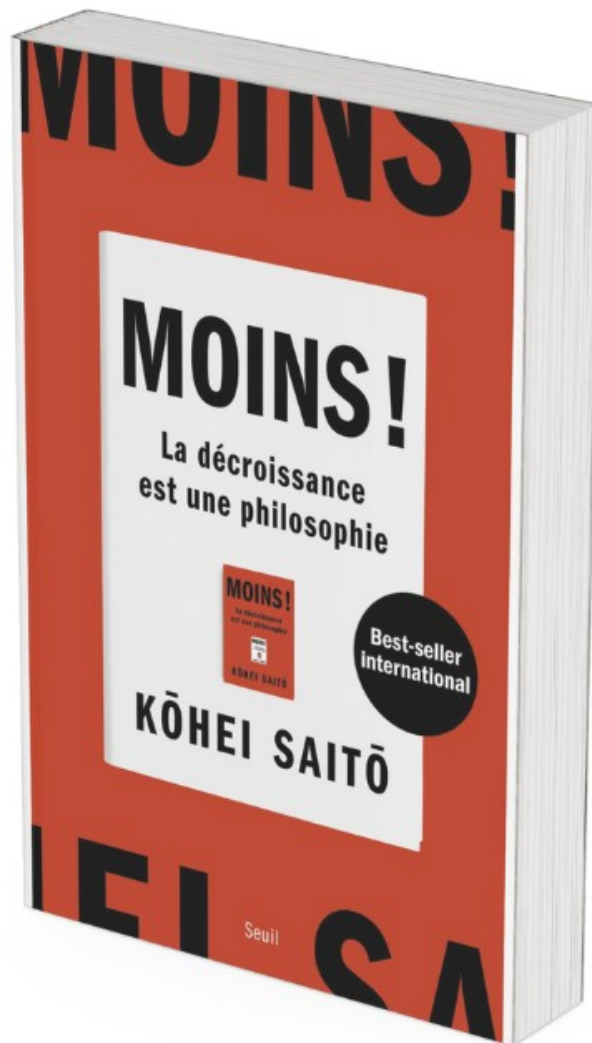
*Nous vous demandons 1 euro de caution par verre réutilisable.  
Libre à vous de verser votre soutien dans l'urne près des marrons chauds.*



**Verviers – vendredi 27 décembre – Heusy Grandeur Nature organise son traditionnel « vin et marrons chauds » [...]**

# Un communisme décroissant pour enrayer la catastrophe ?

À l'occasion de la parution du livre à succès de Saito Kohei, « *Moins ! La décroissance est une philosophie* », Terrestres publie un extrait de ce manifeste décroissant à destination du grand public, qui défend un marxisme débarrassé de son héritage productiviste et repensé pour faire face aux catastrophes socio-écologiques.



Ces bonnes feuilles, précédées d'une introduction, sont extraites du livre de Kōhei Saitō, *Moins ! La décroissance est une philosophie*, traduit par Jean-Christophe Helary et publié au Seuil en septembre 2024.

## « Un communisme décroissant »

Telle est la formule sous laquelle se déploie, depuis 2020, la pensée de Kōhei Saitō. À l'instar d'autres<sup>1</sup>, Saitō explore un Marx peu connu car non encore publié : celui des carnets de notes tardifs, des écrits que Marx a composés à la fin de sa vie sans pouvoir en achever l'analyse et qui révèlent pourtant une inflexion majeure dans sa pensée. Le philosophe allemand se passionne alors pour les recherches de son temps dans le domaine des sciences naturelles – agronomie, chimie, botanique... En consignait informations et réflexions sur des thèmes tels que la déforestation excessive, la surutilisation des combustibles fossiles ou encore l'extinction des espèces, il jette les bases d'une critique écologique du capitalisme.

Partant de là, Saitō invite à reconsidérer complètement le marxisme et le communisme, et propose de « mettre à jour *Le Capital* à l'ère de l'anthropocène », pour en faire un outil d'analyse et de changement de

l'état actuel du monde, des désastres humanitaires, des catastrophes écologiques et du creusement des inégalités.



Kōhei Saitō. Photo: Maruyama Akira 丸山光.

Ainsi que le philosophe japonais l'expliquait à *Terrestres* l'année dernière, le communisme qu'il défend diffère en tout point du communisme productiviste, et se construit à des années-lumière du « communisme » dévoyé en capitalisme d'État autoritaire et répressif tel que l'a connu le 20<sup>e</sup> siècle. Saitō élabore une pensée du commun qui invite à réenvisager la société depuis les biens communs – eau, terre, alimentation, santé, éducation... Pour cela, un mot clé : décroissance.

Au-delà des débats que son travail nourrit dans le milieu restreint des penseurs marxistes, et notamment des écosocialistes, Kōhei Saitō a conçu son livre pour un large public, dans un style clair et didactique. Il reste que le succès de l'ouvrage – 500 000 exemplaires vendus – interpelle : dans un pays (le Japon) où le communisme a mauvaise presse, qui aurait misé sur un inconnu qui parle de Marx, d'anticapitalisme et de catastrophe climatique sur près de 400 pages ?

En ce mois de septembre 2024, alors que l'été brûlant qui a éprouvé le Japon se poursuit inhabituellement, l'ouvrage de Saitō, désormais traduit dans 12 pays, paraît en France.

### **Une voie pour conjurer la barbarie**

Dans les chapitres précédents, Saitō a déployé une analyse de la catastrophe climatique au prisme du creusement des inégalités mondiales, et passé en revue les fausses solutions qu'entendent y opposer de nombreux gouvernements et courants de pensée : Green new deal, Objectifs de développement durable, technosolutionnisme et autres réponses illusoire qui entendent avant tout gagner du temps et assurer le maintien d'un capitalisme pourtant au cœur du problème.

Dans ce chapitre 7, Saitō part du schéma des « 4 scénarios » élaboré dans un autre livre à succès : *Climate Leviathan: a Political Theory of Our Planetary Future*<sup>2</sup>, dans lequel les auteurs imaginent des scénarios politiques possibles sur un mode spéculatif, c'est à dire non pas comme des programmes qui viseraient à conjurer les bouleversements climatiques mais comme des réactions qui aboutiraient à un nouvel ordre du monde.

À trois scénarios proprement cauchemardesques – maoïsme climatique, fascisme climatique et barbarie – s'ajoute un quatrième, appelé « X », qui constituerait la seule voie acceptable et même désirable. C'est ce scénario politique mystère que Saitō explore ici, et qu'il appelle le « communisme de décroissance ».

FIGURE 10 - Quatre options pour l'avenir

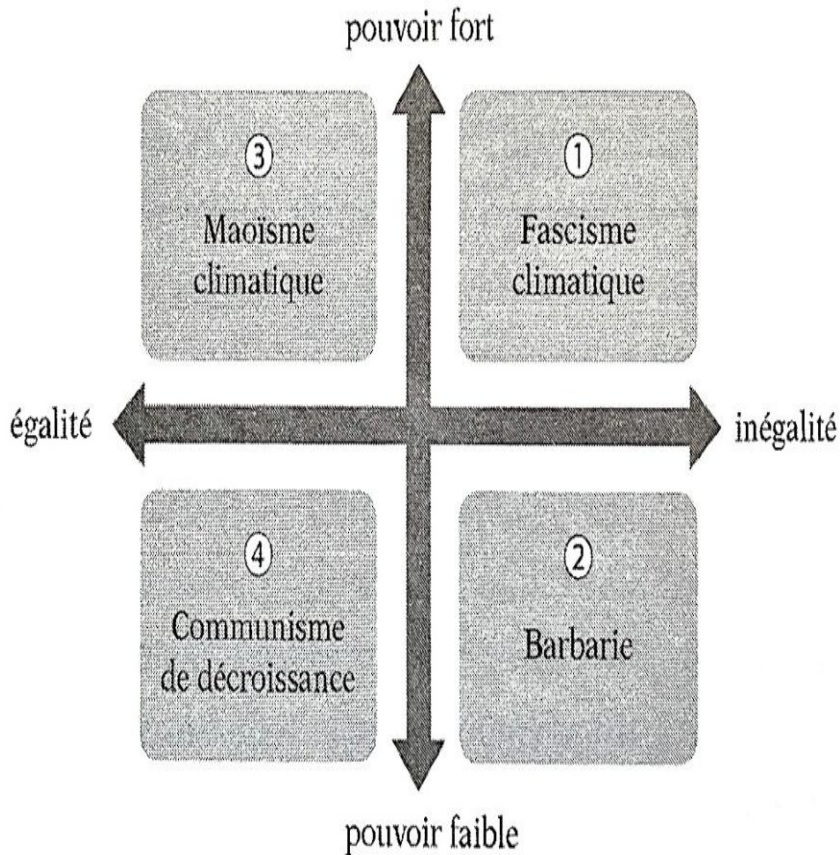


Schéma des 4 scénarios extrait de *Moins!*, p.248.

Face au sombre constat et aux dangereuses impasses analysées jusque-là dans son livre, que faire ? Première chose, répond Saitō : changer le travail.

« D'après *Le Capital*, le seul moyen de réparer les ruptures créées dans le métabolisme matériel entre la nature et l'humain, c'est de révolutionner le travail pour rendre possible une production compatible avec les cycles naturels. Les humains et la nature sont reliés par le travail. C'est pour cela que transformer le travail est d'une importance décisive pour dépasser la crise environnementale. » (p.263)

Le capital cherchant à augmenter indéfiniment sa propre valeur à travers le cycle productif, il a sans cesse besoin de mobiliser du travail et des ressources pour dégager de la plus-value. C'est ce processus absurde et mortifère qu'il est urgent de stopper, d'autant qu'il aboutit à ce qu'on appellerait aujourd'hui un désastre écologique, et que Marx nommait « rupture métabolique » : un déséquilibre profond dans les cycles naturels causé par les activités humaines depuis la Révolution industrielle. Le cas le plus connu est celui du sol, gravement épuisé par l'agriculture moderne, que Marx analyse à la lumière des travaux du chimiste allemand Liebig.

C'est donc Marx que Saitō convoque ici, ce Marx tardif ignoré des marxismes productivistes et technophiles du 20<sup>e</sup> siècle, dont le travail sert de « clef » pour reconsidérer le travail et la catastrophe socio-climatique.

Saitō identifie cinq piliers nécessaires au communisme décroissant qu'il défend : « réhabiliter la valeur d'usage », « réduire le temps de travail » et « abolir sa division standardisée », « démocratiser le processus de production » et « remettre au premier plan le travail de soin ».

### Extrait du chapitre 7 : « Le communisme de décroissance pour sauver le monde »

Pilier I du communisme de décroissance : le passage à une économie de la valeur d'usage



Même le marxisme traditionnel nous disait qu'il fallait considérer la valeur d'usage pour se libérer de la production et de la consommation de masse et qu'il fallait donc passer à une économie qui valorise cette valeur d'usage. C'est écrit en toutes lettres dans le *Capital*. Commençons par voir ce que cela veut dire.

Marx fait une distinction entre les attributs de la marchandise que sont sa valeur et sa valeur d'usage. Je l'ai écrit au chapitre 6, dans le capitalisme, qui vise l'accumulation du capital et la croissance économique, la valeur, en tant que marchandise, est l'attribut le plus important. L'objectif premier du capitalisme est la multiplication de la valeur. Peu importe ce qui est vendu tant que ça l'est. En d'autres termes, la valeur d'usage (utilité), la qualité du produit, son impact sur l'environnement, tout ça n'a aucune importance. En conséquence, une fois la marchandise vendue, elle peut tout aussi bien être jetée, cela ne change rien.



Illustration: Seki Satoko セキサトコ

Cependant, l'augmentation des capacités de production dans le seul but de multiplier la valeur crée un certain nombre de contradictions lorsque l'on considère celle-ci dans une perspective plus large. Par exemple, la réduction des coûts par la mécanisation stimule la demande et permet de vendre des marchandises en grande quantité, mais le processus endommage profondément l'environnement.

Par ailleurs, l'augmentation de la capacité de production conduit naturellement à la production d'une plus grande quantité de biens. Tant que les marchandises se vendent bien, il importe peu que cela soit bénéfique ou non pour la reproduction de la société, puisque le système capitaliste ne se concentre que sur la valeur en tant que marchandise. Et on néglige ainsi ce qui est réellement nécessaire à la reproduction de la société. On a vu plus précédemment que pendant la pandémie, le système de production des produits essentiels pour nous protéger, respirateurs, masques, solutions désinfectantes, n'était pas suffisant. Les pays prétendument développés n'étaient même pas en mesure de produire suffisamment de masques, car ils avaient préféré délocaliser la production à l'étranger pour réduire les coûts. Tout cela n'est que le résultat de la priorité mise sur la multiplication de la valeur par le capital au détriment de la valeur d'usage. En temps de crise, la conséquence en est la perte de résilience.

L'objectif premier du capitalisme est la multiplication de la valeur. Peu importe ce qui est vendu tant que ça l'est. L'utilité, la qualité du produit, son impact sur l'environnement, tout ça n'a aucune importance.

Cette production qui se focalise uniquement sur les biens positionnels, les produits de luxe, la publicité et l'image de marque au détriment de la valeur d'usage nous sera fatale à l'ère de la crise climatique. Il y a quantité de choses à faire pour garantir un accès universel à la nourriture, à l'eau, à l'électricité, au logement et au transport, pour lutter contre les inondations, les tempêtes, et pour protéger les écosystèmes. C'est pourquoi nous devons donner priorité non pas à la valeur, mais à ce qui est nécessaire pour s'adapter aux crises.

Le communisme opère à cette fin un changement majeur dans la finalité de la production. Il fait en sorte que l'objectif de la production ne soit pas l'augmentation de la valeur en tant que marchandise, mais la va-

leur d'usage. Pour cela, il place la production sous planification sociale. En d'autres termes, au lieu de chercher à augmenter le PIB, l'accent est mis sur la satisfaction des besoins fondamentaux des personnes. Cette position, c'est la position de base de la « décroissance ».

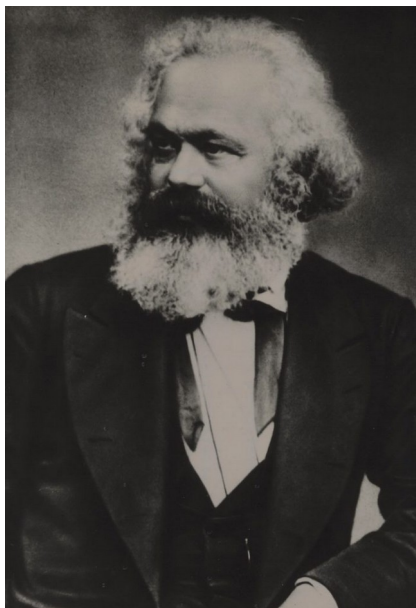
Il est clair que Marx, dans ses dernières années, aurait vivement critiqué l'erreur que constitue ce consumérisme qui veut accroître les forces productives autant que possible pour produire autant que les gens le souhaitent. Se débarrasser du consumérisme tel que nous le connaissons aujourd'hui et passer à la production de ce qui est nécessaire à notre prospérité, tout en faisant preuve d'autolimitation, voilà le communisme dont nous avons besoin dans l'anthropocène.

Pilier 2 du communisme de décroissance : la réduction du temps de travail

Réduire le temps de travail et passer à une économie de la valeur d'usage pour améliorer nos vies modifieront profondément la dynamique de la production. Pourquoi ? Parce que cela va réduire considérablement les emplois à but lucratif. Et parce que la force de travail va être consciemment redistribuée pour produire les choses réellement nécessaires à la reproduction sociale.

Par exemple, le marketing ? La publicité ? Le packaging ? Tout ça ne sert qu'à susciter des désirs inutiles et peut être interdit. Les consultants ? Les banques d'investissement ? Inutiles. Les supérettes et autres restaurants ouverts toute la nuit ? En avons-nous vraiment besoin partout ? Les magasins ouverts toute l'année ? Les livraisons le lendemain ? On peut certainement s'en passer.

Si l'on arrêta de produire ce qui n'a pas d'utilité, il serait possible de réduire considérablement les heures travaillées dans toute la société. La réduction du temps de travail ne fait que réduire les emplois qui n'ont pas de sens. En faisant cela, il serait possible d'assurer la prospérité réelle de la société. Mais il n'y a pas que ça. La réduction du temps de travail aura un impact non seulement sur nos vies, mais également sur l'environnement naturel. Marx l'écrivait dans *Le Capital* : la réduction du temps de travail est une « condition essentielle » pour passer à une économie de la valeur d'usage.



Karl Marx à Londres en 1872. Photo: John Mayall.

Les forces productives de la société contemporaine sont déjà suffisamment élevées. Elles ont été augmentées à un degré sans précédent par l'automatisation. À ce niveau, il devrait être possible de nous libérer de l'état d'esclavage salarié.

Le problème, c'est que sous le capitalisme, l'automatisation n'a pas pour fonction de nous libérer du travail, mais de nous menacer avec des robots et avec le chômage. Parmi nous, certains craignent tant de perdre leur emploi qu'ils travaillent au point de mourir de surmenage. C'est là qu'apparaît l'irrationalité du capitalisme. Plus vite on se débarrassera du capitalisme, mieux ce sera.

Le marketing ? La publicité ? Le packaging ? Les consultants ? Les banques d'investissement ? Inutiles. Les restaurants ouverts la nuit ? Les livraisons le lendemain ? On peut certainement s'en passer.

En comparaison, grâce au partage du travail, le communisme vise, quant à lui, à l'amélioration d'une qualité de vie qui n'est pas comptabilisée dans le PIB<sup>3</sup>. La réduction du temps de travail limite le stress et autorise une meilleure répartition des tâches dans les familles.

Mais il ne faut pas non plus augmenter les forces productives sans réfléchir, simplement pour réduire le temps de travail. Il n'y a pas que les accélérationnistes bastaniens<sup>4</sup> qui poussent les slogans réclamant notre libération du travail ou la semaine de quinze heures. On en trouve aussi chez les partisans de la décroissance. L'économie mécanisée a son charme. Le vieux Marx aurait dénoncé ça en disant que l'extrémisme qui consiste à totalement éliminer le travail après des réductions successives grâce à une automatisation totale est aussi problématique : augmenter à ce point les forces productives avec l'objectif de libérer les travailleurs aura forcément des effets destructeurs sur l'environnement mondial.

Et il faut considérer cette réduction du temps de travail par l'automatisation, du point de vue de la question énergétique également.

Considérons le cas d'une technologie qui permet de réduire à une seule personne le nombre de travailleurs nécessaires pour accomplir une tâche qui en nécessitait dix auparavant. Les forces productives ont ainsi décuplé. Mais les compétences du travailleur n'ont pas décuplé. Le travail des neuf autres travailleurs a été juste remplacé par de l'énergie fossile. À la place d'esclaves salariés, nous avons maintenant des combustibles fossiles qui travaillent comme esclaves énergétiques.

Ce qui compte ici, c'est le taux de retour énergétique (TRE) que l'on appelle aussi en anglais EROEI (Energy Returned On Energy Invested), c'est-à-dire, pour une unité énergétique qui rentre dans le système, combien d'énergie en sort.

Quand on regarde les chiffres du pétrole brut des années 1930, on voit que pour une unité d'énergie utilisée, on en obtient 100 en retour. La différence de 99 c'est la quantité d'énergie que l'on peut utiliser à volonté. Après les années 1930, le TRE du brut a considérablement baissé. De nos jours, on voit apparaître le problème que pour la même unité de pétrole brut on n'arrive qu'à 10 unités énergétiques. Pourquoi ? Parce que l'on a extrait tout le pétrole brut des lieux d'où il était facilement extractible.

À ce niveau, le TRE du pétrole brut est devenu équivalent à celui de l'énergie solaire qui est déjà considérablement plus élevée que l'éthanol tiré du maïs dont le TRE est de 1 (ce qui veut dire que pour une unité d'énergie utilisée, on n'en obtient qu'une, ce qui est complètement insensé). Si l'on passait à une société décarbonée en nous séparant de ces combustibles fossiles à haut TRE, nous devrions alors utiliser soit les énergies renouvelables, soit la biomasse<sup>5</sup>. Cependant, s'il est possible de faire fonctionner des véhicules ou des machines avec des énergies renouvelables, ce n'est pas aussi facile pour les engrais chimiques, les produits phytosanitaires, le béton utilisé dans la construction, ou encore l'acier.

Cette transition s'accompagnerait d'une décélération de l'économie et rendrait la croissance difficile. La réduction de la productivité due à la réduction des émissions de gaz carbonique s'appelle « le piège des émissions<sup>6</sup> ». Et puis, si l'esclave qu'est l'énergie disparaît, c'est l'humain qui doit travailler à la place, et de longues heures. Naturellement, cela freine la réduction du temps de travail et conduit à un ralentissement de la production.

Soit une technologie qui permet de réduire à un le nombre de travailleurs nécessaires pour accomplir une tâche qui en nécessitait dix auparavant: le travail de neuf travailleurs a été juste remplacé par de l'énergie fossile.

Nous n'avons pas vraiment d'autre choix que d'accepter un certain ralentissement de la production pour réduire les émissions de gaz carbonique. Et justement, parce que la force de travail va chuter, à cause de ce piège des émissions<sup>7</sup>, il devient de plus en plus important d'affecter la force de travail aux secteurs qui en ont besoin et de réduire les tâches absurdes qui ne produisent pas de valeur d'usage. Il va être difficile, dans une société décarbonée, de réaliser la disparition du travail ou l'émancipation du travail en augmentant la productivité.

Il faut donc réévaluer l'argument de Marx selon lequel il est important de rendre le travail épanouissant et attrayant. C'est sur la base de cette constatation que je poursuis avec le pilier suivant.

**Pilier 3 du communisme de décroissance : l'abolition de la division standardisée du travail**

Même si l'on peut avoir gardé une image forte de l'Union soviétique abolissant la division du travail standardisé pour restaurer la créativité des travailleurs, on peut être surpris en apprenant que Marx, lui-même, pensait qu'il fallait rendre le travail attrayant. Même si le temps de travail est réduit, si les tâches sont ennuyeuses ou pénibles, c'est vers le consumérisme que nous nous tournerons pour évacuer le stress. Il est donc nécessaire de modifier l'objet du travail et de réduire le stress pour humaniser nos vies.

Si l'on observe les sites de production contemporains, la subsumption du capital par l'automatisation a encouragé le caractère monotone du travail. D'un côté, si des manuels très détaillés accroissent la productivité de manière considérable, ils privent également chaque ouvrier de son autonomie. Ennuyeuses, les tâches dénuées de sens sont partout.

Malgré cela, la question du travail n'est pas suffisamment discutée par les anciens décroissants, qui l'éluent. Leur discours actuel ne fait qu'envisager la réalisation d'activités créatives et sociales en dehors du temps de travail. Ils en concluent que l'automatisation doit réduire les heures de travail autant que possible, mais qu'il faut supporter le reste, même si c'est difficile.



Photo de Rio Lecatompey sur Unsplash.

Marx ne considère absolument pas le travail comme quelque chose à éviter. Au contraire, il considère que le travail doit créer les conditions subjectives et objectives pour lui-même, qui lui permettent de devenir un travail attrayant et amènent l'individu à la réalisation de soi. Il ne s'agit pas seulement d'augmenter le temps libre en tant que temps hors du travail, mais aussi d'éliminer la douleur physique et l'absence de but pendant les heures de travail. C'est-à-dire transformer le travail en une activité plus créative et plus épanouissante.

Selon Marx, la première étape nécessaire pour restaurer la créativité et l'autonomie du travail est l'abolition de la division du travail. Dans le cadre de la division capitaliste du travail, le travail est réduit à des tâches standardisées et monotones. Pour résister à cet état de fait, et rendre le travail attractif, il faut concevoir des sites de production où tout le monde peut effectuer des tâches variées.

C'est pour cela que Marx ne cesse de préconiser que la société future aura pour tâche de surmonter l'opposition entre travail intellectuel et travail physique, et celle entre villes et campagnes.

Il insiste particulièrement sur ce point dans sa *Critique du programme de Gotha*. Dans la société future, les travailleurs ne seront plus servilement subordonnés à la division du travail, le travail ne sera pas seulement un moyen de subsistance, il sera la première exigence de la vie. C'est à ce moment-là que les capacités des travailleurs atteindront leur plein développement<sup>8</sup>.

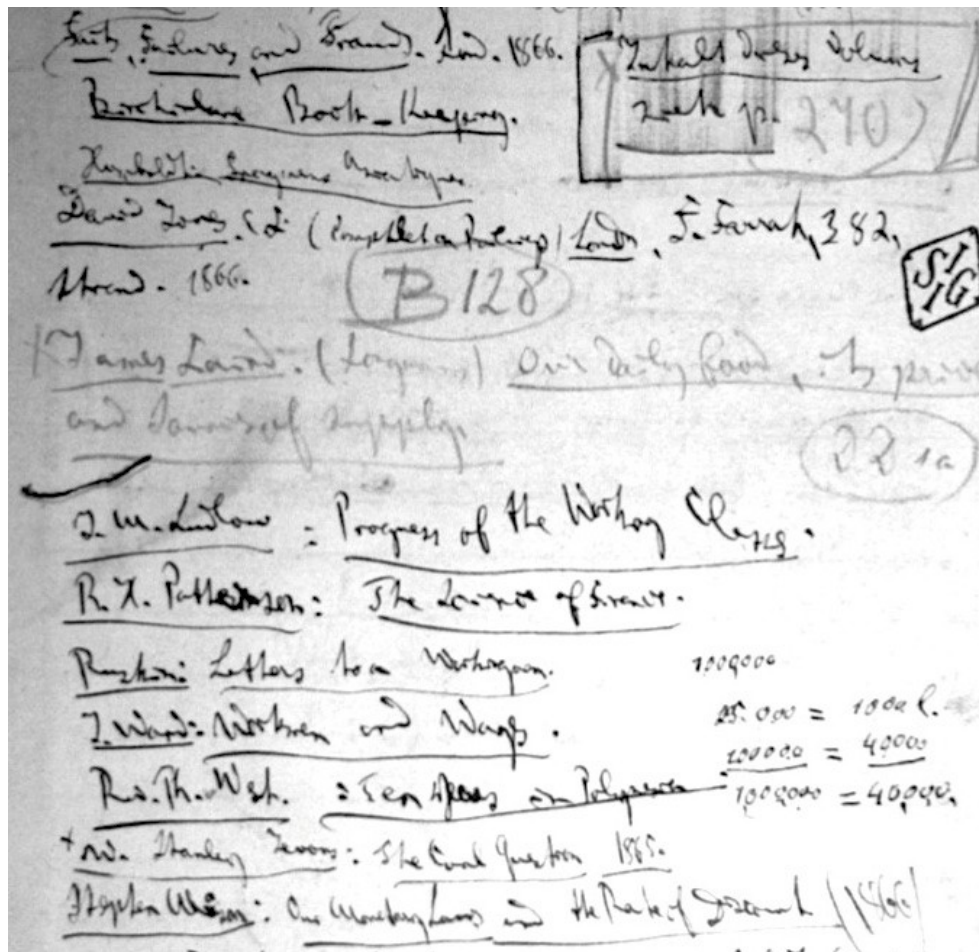
Pour aboutir à cela, Marx met également l'accent sur une formation professionnelle égalitaire tout au long de la vie pour surmonter la subsumption et diriger, au sens propre du terme, l'industrie. Dans cette perspective, si l'on considère les pratiques existantes, on peut affirmer que l'accent mis sur la formation professionnelle par les coopératives de travailleurs ou autres est particulièrement important.

On peut même ajouter, sur la base de ces positions de Marx, que si nous abolissions la division standardisée du travail, nécessaire pour retrouver de l'humanité dans notre travail, la priorité à l'efficacité, qui soutient la croissance économique, disparaît d'elle-même, et c'est non plus le profit, mais le plaisir que l'on tire du travail et l'entraide qui deviendraient nos priorités. Si l'on envisageait la diversification des activités des travailleurs, la rotation égalitaire des tâches, et la contribution aux communautés, il est évident que l'activité économique connaîtrait un frein. Et c'est ça qui est souhaitable !

Marx ne cesse de préconiser que la société future aura pour tâche de surmonter l'opposition entre travail intellectuel et travail physique, et celle entre villes et campagnes.

Il n'est ici nullement nécessaire de rejeter la science ou la technologie. En nous aidant de la technologie, il nous sera possible de nous engager dans une plus grande variété d'activités. C'est le principe d'utilisation des technologies ouvertes dont j'ai parlé plus haut.

Cependant, pour développer ces technologies, il faut se libérer d'une économie centrée sur les « technologies-verrous », c'est-à-dire une économie où il est plus facile de dominer les travailleurs et les consommateurs, car elle privilégie le profit, pour la transformer en économie qui privilégie, elle, la production de valeur d'usage.



Notes de recherches de Marx : extraits de textes recopiés (B128), reproduits dans Moins !, p.144.

#### Pilier 4 du communisme de décroissance : démocratisation du processus de production

Nous devons introduire les technologies ouvertes pour faire progresser la démocratisation du processus de production et, tout en insistant sur la valeur d'usage pour freiner l'économie, réduire le temps de travail. Cependant, pour mettre en place une telle réforme, il est nécessaire que les travailleurs détiennent le pouvoir de décision dans le processus de production. L'outil pour y arriver est la « propriété sociale » de Piketty<sup>2</sup>.

La propriété sociale nous permet de gérer démocratiquement les moyens de production en tant que communs. Quelles sont les technologies à développer ? Quel est l'usage que l'on en fera ? Ce sont des décisions qui seront prises de manière ouverte après des échanges démocratiques.

Mais il ne s'agit pas que de technologie. De nombreux changements auraient lieu si les décisions concernant l'énergie ou les matières premières étaient également prises démocratiquement. Par exemple, il serait possible de remplacer l'approvisionnement électrique d'un fournisseur qui utilise l'énergie atomique par un approvisionnement qui utilise des énergies renouvelables produites localement.

Ce qui compte ici dans la perspective de Marx, c'est que la démocratisation du processus de production est aussi un facteur de freinage de l'économie. La démocratisation du processus de production, c'est la cogestion des moyens de production par association, c'est-à-dire que décider de ce que l'on produit, combien on en produit, comment on le produit, tout cela se fait démocratiquement. Bien sûr, il y aura des dissensions. Et sans possibilité de forcer quelqu'un à accepter un avis donné, le processus d'échange des opinions prendra du temps. La transformation principale que la propriété sociale apporte, c'est le ralentissement du processus de prise de décision.

De nombreux changements auraient lieu si les décisions concernant l'énergie ou les matières premières étaient également prises démocratiquement.

Ce processus est très différent de ce qui se passe dans les grandes entreprises aujourd'hui où l'opinion d'une poignée d'actionnaires influence fortement les orientations.

Si les grandes entreprises sont capables de prendre des décisions rapides en fonction de circonstances en constante évolution, c'est que les désirs de l'équipe de gestion servent de base à la prise de décision, de manière non démocratique. Ce que Marx appelle la tyrannie du capital. En revanche, ce qu'il appelle association met l'accent sur la démocratie dans le processus de production et donc ralentit l'activité économique. Si l'Union soviétique est devenue une dictature dominée par la bureaucratie, c'est parce qu'elle n'a pas pu accepter un tel système.



Photo Olga Subach sur Unsplash.

La démocratisation du processus de production qu'envisage le communisme de décroissance va transformer la société dans son ensemble. Les monopoles de plateforme, mais également la propriété intellectuelle qui, grâce aux nouvelles technologies que protègent leurs brevets, autorisent les entreprises pharmaceutiques, GAFAM et quelques autres géants à générer des profits inimaginables, seront interdits. Le savoir et l'information ont vocation à devenir des communs partagés. L'abondance radicale que porte la connaissance doit absolument être restaurée. Une fois le savoir replacé dans les communs, sans les motifs que nous apportent la concurrence pour le profit ou les parts de marché, les entreprises privées n'innoveront plus aussi rapidement.

Mais ce n'est pas un mal. Le développement de technologies-verrous par le capitalisme pour générer de la rareté artificielle ne fait que prévenir le développement réel de la science et des techniques. Marx écrit dans la *Critique du programme de Gotha* que se libérer des contraintes que nous impose le marché autorisera chacun à développer pleinement ses capacités et grâce aux nouvelles technologies permettra une plus grande efficacité et une amélioration des forces productives.

Le communisme a pour objectif le développement de technologies ouvertes, en tant que communs, respectueuses des travailleurs et de la Terre.

Pilier 5 du communisme de décroissance : mise en valeur des services essentiels

Passer à une économie de la valeur d'usage et mettre en valeur les services essentiels à haute densité de main-d'œuvre, c'est, comme nous l'avons vu dans le chapitre 4, une rupture du même ordre que celle que Marx opère avec le productivisme pour accepter les limites naturelles. À ce sujet, j'aimerais souligner une dernière fois qu'il existe des limites réelles à l'automatisation et au passage au tout IA dont on parle partout en ce moment.

Les secteurs où la mécanisation est difficile et où des humains doivent effectuer les tâches s'appellent industries à haute densité de main-d'œuvre. Le travail de service à la personne (le *care*) en est un exemple typique. Le communisme de décroissance transforme nos sociétés en sociétés qui attachent de l'importance à ces industries. Cette transformation a aussi pour effet de ralentir l'économie.

Le soin est un type de production qui s'attache à la valeur d'usage. Les tâches du personnel soignant ne se limitent pas à nourrir, changer et laver une personne. C'est exactement la même chose pour le personnel d'éducation.

Pour comprendre comment attacher de l'importance à ces industries, je vais prendre ici l'exemple du travail du soin justement.

Tout d'abord, il est évident qu'il est très difficile d'automatiser ce secteur. Dans ce domaine de la reproduction sociale où l'on met l'accent sur le soin et la communication, des situations irrégulières ne cessent de se produire à cause de la complexité et de la diversité des tâches demandées, et malgré les tentatives d'uniformisation et de systématisation des manuels. Comme il est impossible d'éliminer ces situations irrégulières, l'introduction de robots ou d'intelligence artificielle n'est pas efficace.

C'est en soi la preuve que le soin est un type de production qui s'attache à la valeur d'usage. Par exemple, le personnel soignant ne peut pas se contenter de suivre un manuel d'instructions. Ses tâches ne se limitent pas à nourrir, changer et laver une personne. Il doit aussi être à l'écoute et créer avec elle une relation de confiance pour pouvoir identifier les modifications physiques ou psychologiques à partir d'indices ténus, et réagir avec souplesse et au cas par cas en tenant compte de la personnalité et du passé de la personne accompagnée. C'est exactement la même chose pour le personnel d'éducation.



Photo EL.

Ces spécificités font que ce travail du soin est également appelé « travail émotionnel ». On n'est pas à la chaîne. Ignorer les émotions de la personne accompagnée et il faut tout recommencer. C'est pour cela qu'il est impossible d'augmenter la productivité de ce travail de deux ou trois fois en augmentant le nombre de personnes accompagnées. Le soin, la communication sont des tâches qui nécessitent du temps, et puis les personnes qui ont besoin de ces services n'ont pas non plus envie de raccourcir le temps d'accompagnement consacré.

Bien sûr, il est possible de rationaliser un certain nombre de processus. Cependant, la poursuite de la productivité pour gagner de l'argent (valeur) est finalement la cause d'une chute de la qualité du service (valeur d'usage).

Or, précisément en raison des difficultés de mécanisation, le secteur du soin à haute intensité de main-d'œuvre est considéré comme ayant une productivité faible et des coûts élevés. Ces contraintes font que les travailleurs sont soumis à des exigences déraisonnables d'efficacité par les directions de ces services, mais également les gestionnaires proches des lieux de pratique, conduisant ainsi à des réformes et mesures de réduction des coûts tout aussi absurdes.

Kōhei SAITŌ  
20 septembre 2024

## Notes

1. Voir l'ouvrage collectif *Rethinking Alternatives with Marx Economy, Ecology and Migration*, dirigé par Marcello Musto et paru en 2021.[]
2. Écrit par Geoff Mann and Joel Wainwright en 2018.[]
3. Bien entendu, cela ne fait aucun sens si le chômage augmente, le partage du travail est donc nécessaire. Un simple partage du travail ne fait que partager de manière similaire les salaires, ce qui compte est donc le partage du travail avec augmentation des salaires.[]
4. Saitō fait ici référence à Aaron Bastani, journaliste anglais auteur de *Communisme de luxe. Un monde d'abondance grâce aux nouvelles technologies* (2021 pour la traduction française) – Ndlr.[]
5. I. Capellán-Pérez, C. de Castro et L. J. Miguel González, « Dynamic Energy Return on Energy Investment (EROI) and Material Requirements in Scenarios of Global Transition to Renewable Energies », *Energy Strateg. Rev.*, vol. 26, 100399, 2019.[]
6. Peter A. Victor, *Managing without Growth. Slower by Design, not Disaster*, Edward Elgar Publishing, 2019, p. 127-128.[]
7. Le « piège des émissions » est un problème de la transition énergétique : monter en capacité en énergies renouvelables implique l'utilisation d'énergies non renouvelables. Une transition trop lente peut nous conduire à l'obligation d'un dépassement des plafonds d'émission ou à des pénuries d'énergie (<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0921800917317044>) (N.d.T.).[]
8. Karl Marx, *Œuvres I « Critique du programme du parti ouvrier allemand »*, p.1413.[]
9. Voir Thomas Piketty, *Capital et Idéologie*, 2019.[]



# 7 ans de réflexion. France-Soir a 80 ans d'existence



J'Accuse... ! 7 ans de réflexion. France-Soir a 80 ans d'existence. © France-Soir, DR

Il y a pile 80 ans aujourd'hui que France-Soir est né. Né dans les pas du mouvement « Défense de la France » qui lui vit le jour le 14 juillet 1941, un média résistant dans l'âme dont je suis fier d'avoir repris le flambeau en 2017, du mieux possible, comme directeur de la rédaction et de la publication.

Cela fait déjà 7 ans qu'Emmanuel Macron est à l'Élysée. Sept ans d'interrogation et nous ne savons toujours pas exactement ce qui se cache sous les jupons de la République. (1)

Chez *France-Soir*, nous avons tout de même notre petite idée. Une grande, plus exactement, puisque, malgré les nombreux éditos que j'ai déjà consacrés à ce sujet, je n'ai toujours pas fini de vous en parler. Ce sujet en général, et particulièrement, cette solution que les mondialistes (dont Emmanuel Macron est une tête de pont de France) ont prévue pour l'humanité. L'humanité telle que nous la connaissons. Celle riche de ces Vertus qui font l'homme. À savoir, à l'opposé de l'homme, soi-disant « amélioré » à la technologie moderne. Cette intelligence « artificielle » qui porte bien son nom, puisque tout y est « non naturelle, factice » (définition de « artificielle ») dans cette vision du monde de demain, que ces personnes dépourvues de l'intelligence qui fait l'homme (par opposition à l'animal) que l'on appelle « empathie », s'emploient à nous imposer par tous les moyens. Un plan qui a pris du plomb dans l'aile en 2024, avec l'avènement des BRICS et l'élection hier de Donald Trump, 47<sup>e</sup> Président des États-Unis qui revient à la Maison-Blanche, avec des lieutenants farouchement déterminés à bousculer l'ordre établi que sont JD Vance, Elon Musk, Robert Kennedy Jr et Tulsi Gabbard.

Cependant, au premier rang de tous ces moyens, il y a la censure. Et, plus particulièrement, celle que l'on a vécue sur les réseaux sociaux, avec l'invisibilisation des opposants à l'ordre établi, au motif qu'ils ne « respectent pas les règles de la communauté ». La chasse aux sorcières menée contre tous ceux qui contestent la version officielle, la propagande, notamment s'agissant des sujets qui étaient déjà « sensibles » au départ et qui, avec le temps, sont devenus « plus qu'éminemment sensibles ». Cette invisibilisation et les interfé-

rences des pouvoirs publics dans les décisions des réseaux sociaux concernant la censure, justement, mises à jour par Elon Musk, après son rachat de Twitter devenu « X ». En effet, les Twitter files ont révélé « comment les pressions de l'administration Biden, la CIA, et de certains réseaux sociaux « ont altéré le débat », et ceci confirmé même par Mark Zuckerberg, le fondateur de facebook.

La guerre en Ukraine, le conflit au Moyen-Orient, les effets secondaires des thérapies géniques expérimentales, les traitements précoces contre le covid-19, par exemple, et surtout l'hydroxychloroquine.

La fausseté délibérée des études prétendument « scientifiques » publiées il y a deux ans pour discréditer le travail du professeur Didier Raoult et de son équipe, et celui du professeur Perronne, est démontrée incontestablement aujourd'hui. Qu'importe ! Concernant ce travail, la chasse aux sorcières continue : Didier Raoult a été suspendu par l'Ordre des médecins alors qu'il n'est plus inscrit au tableau des médecins depuis sa retraite en 2021. Un coup d'épée dans l'eau que n'a pas manqué de saluer le professeur Chabrière dans un tweet. (2)

« Pr Chabriere  
@Pr\_Chabriere\_E

Suivre

J'accuse

Didier Raoult et @xazalbert sont respectivement le nouveau Capitaine Dreyfuss et E Zola qui le défend dans @francesoir »



Compte tenu du peu de moyens dont France-Soir et moi-même disposons pour le faire, je m'emploie à ma très modeste mesure, bien sûr, toutes proportions gardées, à respecter le devoir numéro un de la charte de Munich et à reprendre le flambeau des fondateurs de France-Soir et de son ancêtre Défense de la France. À savoir, « *respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour soi-même, et ce, en raison du droit que le public a de connaître la vérité* ».

George Orwell l'ayant bien décrit : « *Dans des temps de tromperie généralisée, le seul fait de dire la vérité est un acte révolutionnaire.* » Cela revient à dénoncer les maux des mauvais. Ceux, vils s'il en est, qui œuvrent aux malheurs du peuple français, à commencer par la capture des esprits, à travers une désinformation flagrante qui mène ainsi à la destruction de notre pays.

La France terre d'incendies (sanitaires, sociaux, financiers, etc.) allumés par ceux-là mêmes, qui ensuite, prétendent les éteindre.

« Xavier Azalbert FreeSpeech  
@xazalbert

Suivre

Tout a été sur joué alors si en plus, c'est basé sur des surestimations, alors, oui il y a un vrai problème de mesure.

La science a été politiquement instrumentalisée (ce que montre les RKI files en Allemagne) et qu'il y avait d'autres voies... et d'autres voix à écouter.... Voir plus »

« vincent PAVAN

@PavanVincent

"on a peut-être surestimé le danger du COVID". Sans blague

Dernière modification :

2:04 PM · 28 sept. 2024

98

Voir les dernières informations sur le COVID-19 sur X »

Dans le message qui suit, qui s'adresse aux Français, j'incrimine ces pyromanes. Tant eux-mêmes (politiciens et médias, faux experts, mais authentiques collabos, institutions, autorités, organismes et autres qui ont failli) que leurs commanditaires.

## J'Accuse, lettre aux Français

J'accuse *les représentants de la Nation de trahir la confiance et le mandat du peuple français* en votant des lois qu'ils ne s'appliquent pas à eux-mêmes (passe sanitaire) ; d'avoir voté des lois sur l'obligation vaccinale des soignants et d'autres professions, en ne respectant pas les données de la science ou se rangeant à des accords de groupe. Je les accuse aussi *de ne pas s'être élevés contre l'envoi massif d'armes et de fonds en Ukraine* sans contrôle du Parlement, et de ne pas s'être élevés non plus contre *la mise en place d'un Conseil de défense*, une entité qui a consacré l'obscurantisme de décisions sanitaires qui auraient dû faire l'objet d'une totale transparence. En outre, je les accuse de *ne pas avoir exercé en temps et en heure le contrôle parlementaire*, exigé par leurs fonctions, sur les dépenses et les engagements inconsidérés des gouvernements Macron, contraires à l'intérêt de la Nation et grévant l'avenir de nos enfants.

J'accuse *le Conseil constitutionnel de valider les lois qu'il sait contraires à la Constitution et aux intérêts des Français*.

J'accuse *le ministre de la Santé* d'avoir mené la plus grande escroquerie sanitaire, économique et sociale de l'Histoire moderne, permettant ainsi *la perte de chance de nombreux patients, en n'ayant pas suivi les données de la science* et les travaux de l'IHU méditerranée (financé par les impôts des Français) sur l'efficacité des traitements précoces. Et, j'accuse également le ministère de la Santé *d'avoir promu une thérapie génique expérimentale* sans avoir la totalité des études. « *Tous vaccinés, tous protégés !* » était un slogan mensonger. Toute affirmation sur l'efficacité et la non-dangerosité de cette thérapie expérimentale aurait dû être accompagnée de réserves, et sa validité aurait dû être vérifiée, comme l'exige la déontologie des journalistes.

J'accuse en cela *le Conseil d'État de manquement à ses devoirs en n'ayant pas censuré d'initiative ce slogan*. Et, j'accuse le Conseil d'État de protéger l'État, plutôt que de protéger les citoyens contre les décisions de l'État qui sont manifestement contraires à la loi, et celles qui donnent la part belle à des données contraires à celles de la science.

J'accuse *la Cour de justice de la République d'avoir protégé* les déclarations fausses et fallacieuses du ministre de la Santé sur l'efficacité vaccinale et l'absence d'effets secondaires.

J'accuse *le directeur général de la santé et le Conseil scientifique* d'avoir hautement participé aux mensonges et à cette escroquerie *en ne contribuant pas à éclairer les Français sur les réels choix scientifiques*. Ceci a d'autant plus été montré dans les RKI files en Allemagne.

J'accuse *le conseil de l'ordre des médecins* d'avoir coopéré à cette escroquerie, *en faisant régner la peur et la terreur parmi les médecins qui soignent*.

J'accuse *l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé d'avoir contribué à la perte de chance des patients*, en ne donnant pas une autorisation temporaire d'utilisation de l'hydroxychloroquine telle que cela lui fut demandé par l'IHU méditerranée, ou une autorisation sur l'ivermectine, et d'avoir à l'inverse fourni une autorisation temporaire sur les thérapies géniques, en absence d'études fondamentales sur la toxicité de ces produits (absence des données sur la bio distribution, la génotoxicité et l'immunotoxicité). Et, j'accuse également l'ANSM d'avoir minimisé l'importance des effets secondaires et de ne pas avoir tout mis en œuvre pour obtenir (rétention d'information) les informations sur les données de mortalité des décès, toutes causes, avec statut vaccinal et par classe d'âge, ce qui aurait permis de démontrer sans faille les assertions des politiques.

J'accuse *ceux qui ont privé les Français* des médicaments peu onéreux, non toxiques et efficaces en phase précoce de la maladie (comme l'hydroxychloroquine, l'azithromycine et l'ivermectine), ce qui les a empêchés de recevoir des soins très bon marché, indispensables, et faciles à mettre en place, et ce qui, par conséquence, a provoqué indirectement la mort de bon nombre de nos concitoyens. Une quantité qu'il s'agira d'estimer de façon fiable dans une troisième mi-temps, qui elle, devra être judiciaire, puisque certains

médecins ont été jusqu'à faussement estimer une mortalité associée à l'hydroxychloroquine (étude rétractée).

J'accuse beaucoup *de leaders d'opinion*, souvent professeurs de CHU, *d'avoir tenté de discréditer, caricaturer un des scientifiques* les plus reconnus dans le monde en matière de maladies infectieuses : le Professeur Raoult et ses collègues de l'IHU méditerranée, alors que leurs détracteurs qui n'ont en rien contribué à la science lors de l'épidémie de Covid-19, péroraient sur les plateaux de télévision sans contradicteur. En outre, souvent, ces mêmes médecins, leaders d'opinion, ont essayé par tous les moyens de promouvoir le « Remdesivir », très cher et toxique, absolument non utilisable même en phase précoce, seule phase où le traitement antiviral présente un intérêt.

J'accuse *moult médecins et professeurs de médecine de venir distiller leurs opinions* plutôt que les données de la science sur les plateaux de télévision, sans déclarer leurs conflits d'intérêt (revenus versés par Big Pharma. À partir de douze, on a un foyer épidémique de conflits d'intérêts ?)

J'accuse *nombre de médecins d'avoir failli à leur mission*, en premier lieu dans l'esprit et le respect du serment d'Hippocrate : celle de soigner.

J'accuse *une partie de la communauté scientifique, d'avoir voulu discréditer l'hydroxychloroquine et autres traitements précoces* ; très certainement en raison de conflits d'intérêt avec le lobby pharmaceutique en concevant des études scientifiques biaisées évaluant l'hydroxychloroquine chez des patients déjà hospitalisés, donc à un stade de prise en charge souvent trop tardif ; des études administrant des doses toxiques (étude anglaise Recovery), et n'associant pas (pour la plupart d'entre elles) l'azithromycine et un timing approprié de soins accompagnés de comédications, comme les anti-coagulants et la dexaméthasone.

J'accuse *les promoteurs des études « DISCOVERY » et « HYCOVID » d'avoir voulu effacer l'efficacité* de ce médicament et de s'être empressés d'arrêter ou de suspendre le bras hydroxychloroquine. En effet, au 30 juin 2020, le bras hydroxychloroquine a été arrêté, alors que le ratio de risque donnait une évaluation positive en faveur de l'hydroxychloroquine, pas encore statistiquement significative, certes, mais si l'essai avait été poursuivi pour atteindre les 620 patients par bras comme initialement prévu, on aurait pu obtenir un résultat significatif consacrant l'efficacité du traitement.

J'accuse *nombre de journaux scientifiques de publier l'impubliable*. La meilleure preuve de malhonnêteté est l'immense scandale des articles publiés, puis rétractés (art.1, art.2, art 3), en particulier dans « The Lancet et autres revues. Car il faut savoir qu'un éditeur a tout pouvoir pour accepter ou rejeter un article indépendamment, de le faire passer par le système de revue par les pairs, voire éventuellement sans tenir compte de leur avis.

J'accuse une *association française bien connue* d'avoir propagé cette rumeur totalement fautive de la **toxicité de l'hydroxychloroquine** en instrumentalisant un rapport de pharmacovigilance sans regarder le fait qu'il n'y avait pas de signaux de toxicité dans d'autres pays.

J'accuse *ceux qui ont menti et proféré tout et son contraire, tout au long de l'épidémie*, d'avoir engendré des pertes de chance de patients et le désarroi dans de nombreuses familles. Lisons à cet effet les édifiants livres du professeur Perronne « *Quelles erreurs n'ont-ils pas commises ?* » et « *Décidément, ils n'ont toujours rien compris !* » Rappelons simplement les recommandations sur les tests et les masques, qui furent successivement inutiles, puis utiles, au fur et à mesure qu'ils devenaient disponibles. Notons la tromperie sur les indicateurs évaluant la saturation du nombre de lits de réanimation, autour d'une confusion entre lits de réanimation, lits de réanimation et de soins intensifs, et peut-être lits de soins continus, sans que la différence ait été clairement stipulée (Nouvelle incohérence de Santé Publique France et du ministre de la Santé ou bien erreur volontaire).

J'accuse le *Garde de Sceaux de sévérité indue envers les faibles, et de laxisme coupable devant les puissants*, notamment en ce qui concerne les ministres et membres de la représentation nationale, pour leurs affaires de mœurs ou de stupéfiants.

J'accuse *l'ordre des avocats de s'être montré un auxiliaire* de cette justice partisane.

J'accuse les *magistrats d'avoir contribué à violer l'indépendance de la justice*, en ayant une approche protectrice, voire partisane ou politique, des décisions qu'ils ont prises en ce sens. Une application du droit à géométrie variable et à ajustements constants.

J'accuse le *ministre de l'Économie d'avoir creusé la dette de façon abyssale*, qui plus est non pas pour aider au destin de la France, mais pour lui nuire au plus haut point, en offrant une dette de plus en plus importante, sans limitation, sur les vivants et sur les enfants à naître.

J'accuse la *Cour des comptes de toujours tirer la sonnette d'alarme trop tard*, et pour les milliards d'euros qu'elle coûte aux Français chaque année... pour rien.

J'accuse le *ministre de l'Intérieur de violences létales totalement injustifiées contre les Gilets Jaunes*, les pompiers, les infirmières, les retraités, etc., qui manifestaient pacifiquement pour leurs droits, et je l'accuse aussi pour son défaut de réponse aux questions qui lui ont été posées par l'O.N.U. à ce sujet.

J'accuse le *ministre des Affaires sociales de masquer les affaires de mœurs et de pédophilie* qui gangrènent ses services de terrain.

J'accuse le *ministre de l'Éducation nationale de contribuer à affaiblir le niveau d'éducation des enfants*, en utilisant le plus petit commun dénominateur pour établir le niveau mettant au rebut la méritocratie prônée pendant si longtemps par l'institution qu'est l'Éducation nationale. Et, je l'accuse également d'inciter les enfants à la débauche au travers de programmes ciblant notamment l'éducation sexuelle et des sujets dépravants, totalement inappropriés pour leur très jeune âge.

J'accuse le *ministre de la Recherche et de l'enseignement supérieur de dérives sectaires entraînant la perte de chance de patients et la prise de risque à d'autres personnes* qui ne sont pas à risque (notamment les jeunes qui n'avaient pas de risque avec la Covid). Je l'accuse aussi de ne pas avoir pris la défense des scientifiques de l'IHU devant le harcèlement incessant subi durant les quatre dernières années avec de nombreuses inversions accusatoires et une instrumentalisation de la science.

J'accuse *les partis politiques de pactes avec le gouvernement*, pour servir leurs intérêts personnels, au préjudice de la France et des Français.

J'accuse le *ministre de la Culture de détournement coupable et d'affaiblissement, à la fois drastique et méthodique, de la culture française*, et surtout de partialité dans les attributions des certificats de médias ainsi que les aides aux médias. À ce titre d'ailleurs, « j'accuse » (avec humour) France-Soir d'avoir pris le temps de publier et de prendre des risques sur tous ces sujets, en essayant de défendre l'éthique et la déontologie du journalisme « quoiqu'il en coûte », conformément au devoir premier du journaliste.

J'accuse les médias *asservis à l'oligarchie financière internationale et les médias subventionnés à milliards, de mentir aux Français et essayer d'exercer une emprise totalitaire sur le peuple*, en tentant d'annihiler le débat contradictoire, qualifiant notamment toute pensée différente de « complotisme », usant de sarcasmes tout en évitant soigneusement les arguments rationnels et référencés. (3)

J'accuse les commissaires européens *de détournement de pouvoir* dans le cadre de l'approbation des inoculats covid-19, sur des informations incomplètes, mettant ainsi en danger les populations des États membres. Et, par là même, j'accuse la Cour de justice de l'Union européenne de protéger ces décisions en ne rendant pas transparents ces contrats.

J'accuse le *ministère des Armées d'avoir contribué à mettre en danger la défense nationale* en imposant la vaccination obligatoire des militaires alors que de trop nombreux effets secondaires étaient déplorés au sein même des Armées et qu'ils n'étaient pas à risque de par l'âge des soldats.

J'accuse le *médecin de l'Élysée d'avoir trahi la promesse de transparence* du président Macron sur son état de santé, en ne produisant pas de bulletin de santé de celui-ci, tel que le président en avait pris l'engagement.

J'accuse le *Premier Ministre et le ministre des Affaires étrangères d'avoir violé la Constitution* en envoyant des armes en Ukraine sans l'accord du Parlement. J'accuse en outre le *gouvernement Macron de co-belligérance envers la Russie*, mettant ainsi le peuple français en danger de guerre, alors que l'adhésion à l'ONU fait que la propagande de guerre est interdite, ainsi que de vouloir mutualiser l'arme de dissuasion nucléaire, ce qui place la France en défaut de ses obligations par rapport à son adhésion à l'ONU.

J'accuse le *gouvernement de trahison envers la Nation et le Peuple français*, en contribuant à *faire rétrograder la liberté d'expression et les libertés fondamentales* en France, et en pactisant avec une ou des puissances étrangères, pour entraîner la France dans une crise économique, sanitaire et d'identité sans pareille dans toute son Histoire dans un non-respect du préambule de la Constitution qu'est la Déclaration des Droits de l'Homme.

J'accuse le *président de la République de vouloir enfreindre la loi de 1905 sur la séparation de l'église et de l'État* en voulant délivrer un discours politique à l'intérieur de la cathédrale Notre-Dame lors de sa réouverture. Ce qu'aucun roi de France n'a fait, et qui est proscrit par l'article 35-1 de la loi de 1905.

Et, enfin, *j'accuse le président de la République d'être le chef d'orchestre de ce requiem* et de ne pas agir dans le sens de l'intérêt général de la France et des Français. D'avoir mis la République en Marche, délibérément dans le sens totalement opposé à l'intérêt national.

Devant ces constats et avec seulement 3 % des Français qui pensent qu'il mène le pays dans la bonne direction, *le devoir devrait l'appeler à remettre sa démission au bon sens du peuple français*, ce qu'ont déjà fait certains grands de ce monde. À défaut, à effectuer une série de référendums sur la direction à donner à la France et à en respecter leurs résultats

NOTA : avant d'écrire un tel texte, il aura fallu des centaines d'heures de travail et des dizaines d'éditos, ceux articulés autour des violations des droits fondamentaux et des lois naturelles opérées par le « *Parce que c'est notre projet !* » mondialiste qui est mené en France par Emmanuel Macron. Vous pouvez retrouver tous les textes dans la section éditos sur France-Soir.

Cette version actualisée de « *J'accuse !* » en est le résumé. Ce résumé se fonde également sur le piétinement de la Déclaration des droits de l'homme, elle aussi dans tous ses articles. À 80 ans, *France-Soir* est une vieille dame des médias français, fidèle à son origine de « Défense de la France ».

Ce texte contient aussi, en filigrane, le message que j'adresse aux peuples du monde. L'essentiel de sa substance est issue du contenu du message que Charlie Chaplin adresse lui expressément aux peuples du monde, dans cet extrait du film « *Le Dictateur* » (1941). Son talent étant très-très-très nettement supérieur au mien, je termine cet édito en lui cédant la parole : <https://youtu.be/wB7w25g5v7s>.

Xavier AZALBERT, *France-Soir*  
Publié le 07 novembre 2024

(1) En référence à l'affiche du film « 7 ans de réflexion. »



(2) La comparaison est flatteuse pour moi. Certes, comme on me le fit remarquer : « *Physiquement Zola et toi, vous vous ressemblez* » !



Avant qu'une autre personne ne m'écrive que la ressemblance ne s'arrête pas là : « *journalistiquement parlant, tu marches dans les pas de Zola* ».

(3) *France-Soir* a fait l'objet d'attaques infâmes de la part de journaux mainstream, chantres de la pensée unique, du fait de son fonctionnement parfois non orthodoxe : les articles les plus percutants émanant de contributeurs à très forte compétence scientifique. Cela a révolutionné le journalisme, avec l'avantage de permettre la transmission d'informations considérablement plus justes, et surtout non déformées, car écrites et vulgarisées par un professionnel du domaine.

*France-Soir* a réussi à ne pas tomber dans le piège du dogmatisme, en s'appliquant à sourcer, analyser, étayer, discuter les différents avis, et à délivrer une information loyale. Aurait-il fallu procéder autrement ? Évidemment, non !

# Geneviève Pruvost : « vivre est un métier »



Photos : Dorian Prost

Vous doutiez encore que tout est politique ? Alors lisez Geneviève Pruvost. Dans *Quotidien Politique. Féminisme, écologie, subsistance* (La Découverte, 2021), fruit de dix années d'enquêtes de terrain auprès d'alternatives écologiques concrètes (ZAD, communautés autogérées, chantiers participatifs, etc.) et d'un travail colossal de mise en correspondance théorique, la sociologue s'attache à pointer tous les angles morts dans les « coulisses de la fabrique de [notre] quotidienneté en régime industrialo-capitaliste ». L'objectif : renouer avec la matérialité du monde et une plus juste répartition dans ce « travail de subsistance ».

## **Pourquoi partir de la quotidienneté pour repenser toutes les dimensions politiques de la crise écologique ?**

Ce qui m'a intéressée avec cette notion de quotidienneté, c'est que ce n'est pas une sphère à part dans nos existences. Personne ne peut y échapper : il faut bien manger, se laver, dormir, etc. – tout ce registre d'activités que l'on répète chaque jour, inévitablement. C'est un substrat dont il est impossible de se détacher. Plus qu'un espace-temps, la quotidienneté se caractérise comme un régime d'attention assez particulier, dans lequel on suspend son jugement. C'est cette idée qu'on n'est pas en hyper vigilance permanente : on ne va pas se poser à chaque fois cinquante mille questions sur la façon de traverser au feu rouge, ou sur notre manière de cuisiner. Pour autant, on aurait tort de considérer ces habitudes incorporées comme une simple routine.

Parce qu'elles ont souvent lieu dans un espace familier, elles sont aussi l'occasion de véritables expérimentations, on peut y tester et y éprouver de nouvelles idées ou de nouvelles manières de faire, que l'on va ensuite digérer, sédimenter, intégrer. C'est cette capacité de métamorphose en terrain connu qui confère sa dimension profondément politique, voire révolutionnaire, à la quotidienneté : les alternatives à la norme peuvent se voir de plus en plus partagées, de proche en proche, cela devient routinier. Le quotidien est un lieu de diffusion majeure de pratiques nouvelles, avec un vrai potentiel de transformation.

## **C'est ce que vous avez pu observer au contact de ces dizaines de lieux de vie alternatifs que vous avez étudiés et qui vous ont inspiré ce concept de « politique du moindre geste ».**

**G.P.** : Aujourd'hui encore, on a tendance à distinguer, d'un côté, l'écologie politique, celle qui chercherait à conquérir des postes électifs afin de transformer le monde, et de l'autre, l'écologie dite « pratique », qui nous apprend à faire des buttes de permaculture, des conserves lactofermentées ou des chantiers participatifs en écoconstruction. Cela apparaît comme des sphères qui ne communiqueraient pas beaucoup et on parle souvent de la deuxième en des termes assez disqualifiants, comme si le fait de travailler sur ces formes d'action quotidienne ne pouvait pas constituer un répertoire politique en soi. Pourtant, sur le terrain, ceux qui réalisent cette « écologie pratique » politisent tous leurs gestes.

Ils en font une affaire de responsabilité, c'est une façon pour eux de relier la moindre de leur activité au « capitalisme-monde ». Ils ont de fait une vision très globale, puisqu'ils ont parfaitement conscience qu'une société où ces gestes seraient intégrés par chacun nécessiterait une réorganisation sociale complète. Il y a aussi l'idée que ces gestes ne sont pas le fruit de révélations individuelles miraculeuses, ils sont le résultat

d'organisations collectives et de luttes. Cela permet de resémantiser la notion de politique, en requalifiant les hiérarchies : aux discours de changement, est opposée la fabrique *in media res* du monde qui change.

**En quoi cette « fabrique du monde » constitue-t-elle, justement, à vos yeux, un enjeu fondamental ?**

Nos quotidiens sont de plus en plus oublieux des ressources et des rouages du système socio-technique qui nous font vivre au jour le jour. La norme occidentale d'existence est d'avoir le minimum d'interactions avec les matières premières, comme avec les mains qui les transforment en biens de consommation courante. On ne sait plus de qui on dépend véritablement pour manger, dormir, se soigner, ou tout ce qui assure les conditions même de notre confort. Pourtant, il y a bien toujours un travail sur la matière : il faut l'extraire, la transformer, la régénérer, la faire circuler. Mais ce travail n'est plus localisable. Tout cela se passe à l'autre bout du monde, puis nous arrive par containers, tout cuit tout prêt, dans un sachet. Conséquence : toutes les petites mains de la fabrique du monde en bout de chaîne – le soudeur sur la chaîne électronique ou les ouvrières agricoles des champs de canne à sucre – ont disparu, elles sont complètement invisibilisées.

Au quotidien, cela devient extrêmement compliqué de maintenir une attention à la provenance des choses, au point qu'on en arrive désormais à faire des applications de « traçabilité » : c'est devenu tellement abstrait qu'on a besoin de rematérialiser la réalité des parcours effectués par les produits, en mettant des chiffres pour traduire ça en bilan carbone... On est entrés dans un régime de dé-territorialisation, qui est aussi un régime d'anonymisation : il est désormais normal de ne pas connaître les gens qui fabriquent notre monde au quotidien. Au mieux, on connaît son épicier ou son boulanger, mais on ne sait plus d'où vient la farine, qui la travaille, comment, etc. L'amnésie environnementale se double donc d'un effacement des gestes de base, c'est tout le drame de notre quotidienneté moderne : on ne perçoit plus tout ce dont on dépend profondément. On est hors-sol.

**Vous opposez les quotidiennetés « moderne » et « paysanne » : pourquoi cette terminologie ?**

Je la tire du travail du philosophe marxiste Henri Lefebvre, qui a beaucoup étudié la façon dont le capitalisme a justement imprimé ses codes – et ce faisant, sa domination – au corps social à travers les expressions de la quotidienneté. Selon lui, le moindre geste, la moindre activité, le moindre objet, qui pourrait sembler « infrapolitique » ou sans conséquence, doit être inscrit et compris dans une sorte de travail « total » de l'industrie capitaliste. Or, Henri Lefebvre a fait sa thèse sur des communautés paysannes dans les Pyrénées, dans un contexte où la société de consommation s'imposait progressivement.

Henri Lefebvre (1901-1991) est un penseur marxiste hétérodoxe, « suspendu » du Parti communiste en 1958. Son œuvre la plus connue, la trilogie Critique de la vie quotidienne (1947, 1961, 1981), s'intéresse aux modes de vie paysans et rappelle la nécessité de désaliéner le quotidien, façonné par la consommation dirigée, l'industrie et le capitalisme.

C'est un marxiste très particulier, qui n'a jamais considéré les sociétés paysannes comme des sociétés arriérées, archaïques ou nécessairement conservatrices. Au contraire, il y a toujours vu des formes d'autogouvernement assez poussées, avec un fort potentiel de mise en commun du travail de subsistance et de redistribution entre les membres de la communauté. En 1950, il y avait encore des sociétés paysannes en France, tout particulièrement dans les montagnes. Il a donc pu témoigner de la bascule d'un mode de vie, de cette vie quotidienne de plus en plus appareillée par la consommation dirigée. Il lit cette transformation dans le paysage, dans sa géographie, qu'il interprète comme une sédimentation millénaire de travaux humains pour rendre les terres arables, les forêts ainsi structurées, etc.

Autrement dit, il ne regarde pas un « paysage », mais un travail d'organisation communautaire par les paysans pour gérer tous les « communaux » sur plusieurs générations. À cette époque, se balader en plein air, cela signifiait forcément rencontrer des gens en train de couper du bois pour l'hiver, de faire du foin dans les champs ou d'entretenir les bordures des ruisseaux. C'était un espace extrêmement habité par des gens affairés par la régénération, le stockage, la circulation de matières vitales. Cela crée un tout autre rapport au monde.

**« En régime industrialisé, l'appréhension sensible – en face-à-face – du monde n'est plus nécessaire pour la reproduction de la vie », écrivez-vous.**

Quand le milieu de vie est cassé, bétonné, artificialisé, quand on n'entend plus tous les êtres vivants qui peuplent un territoire, alors nos sens ne sont plus éveillés de la même manière. On n'est plus qu'au contact de choses fabriquées par l'être humain, sans égard pour l'ensemble de l'écosystème et de toutes ces interrelations qui nous sont absolument nécessaires. On a une écoute du monde qui devient très pauvre. Il nous



faut alors des voix comme Rachel Carson [biologiste américaine, autrice de *Printemps silencieux* publié en 1962, ndlr] pour nous dire « Attention, il n’y a plus d’oiseaux ! ».

Cette atrophie sensorielle, c’est ce que Henri Lefebvre appelle « *la perte du rythme du monde* », qui correspond à cette idée que les sociétés paysannes ont un certain sens des mouvements de la vie et des fenêtres d’opportunité, où il convient d’engager tel geste, d’employer telle méthode. C’est tout cela qu’on perd alors même que cette écoute du monde est absolument décisive pour s’adapter à son milieu de vie. Au fond, il s’agit de re-rendre vital ce qui nous apparaît désormais accessoire.

**Cette réflexion a des proximités évidentes avec les philosophes qui pensent nos interdépendances avec le monde vivant, tels Baptiste Morizot et Vinciane Despret, comme avec ceux qui interrogent « l’habitabilité du monde » et notre rapport aux ressources, à la façon de Bruno Latour. Mais plus qu’« *atterrir* » comme le propose ce dernier, vous appelez de votre côté à renouer directement avec la matière, à y enfouir concrètement nos mains, pour lutter contre « *l’oubli de la matérialité qui nous fait vivre* », en puisant inspiration également du côté de plusieurs théoriciennes écoféministes. Qu’apporte, selon elles, le fait de se reconfronter ainsi à la « matérialité » des choses ?**

Outre la réflexion globale sur le renouvellement des matières, cela permet aussi de sortir d’une distinction très puissante qui organise notre société : celle qui est faite entre le travail intellectuel – le *logos* – d’un côté et le travail manuel de l’autre. C’est une division, souvent genrée, que les féministes et écoféministes ont toujours combattu de façon ardente, en expliquant qu’il n’y avait pas de petites « tâches » : toutes les personnes sont habilitées à faire ce fameux travail au contact de la matière, personne ne devrait en être détaché.

Autrement dit, se remettre les mains dans la matérialité du monde, c’est donc d’emblée avoir une démarche féministe puisqu’on ne hiérarchise pas parmi ces enjeux : il n’y a pas d’un côté la matérialité, sous-entendue « noble », du peintre et de l’autre la matérialité, bien plus laborieuse, du balai. Le peintre doit passer le balai et le balayeur doit s’emparer du pinceau. L’écoféminisme m’apparaît là-dedans comme quelque chose qui permet de tout relier : à la fois l’épuisement des ressources naturelles et la disparition des écosystèmes, mais aussi l’exploitation d’une certaine partie de la population – en l’occurrence, les femmes, mais aussi les colonisés, que l’on cantonne à certains métiers et que l’on invisibilise. C’est une intersectionnalité en actes, qui croise différentes oppressions.

**Il y a par ailleurs un parti pris sémantique très fort pour désigner ce travail manuel de la matière : vous parlez d’un travail de la « *subsistance* ».**

C’est un terme que j’emprunte notamment à deux écoféministes allemandes, Maria Mies et Veronika Bennholdt-Thomsen, qui ont publié en 1997 un livre important, *La Perspective de la subsistance*. Avec Claudia Von Werlhof, elles incarnent un courant particulier : l’école de Bielefeld. C’est aussi un groupe de recherche et d’activisme qui a renouvelé en profondeur la critique de l’économie marchande à partir de cette double dimension, à la fois écologiste et féministe. Pendant vingt ans, elles ont ainsi entrepris un long travail de réflexion et d’enquêtes en sciences sociales autour de terrains non européens : Maria Mies en Inde – où elle rencontra notamment Vandana Shiva –, Veronika Bennholdt-Thomsen au Mexique et Claudia Von Werlhof au Venezuela. Elles y étudient la façon dont la place des femmes est dégradée par l’introduction du capitalisme, la « Révolution verte » – qui n’a d’écologiste que le nom : les pesticides, l’agro-industrie, le travail sur les semences désarticulent les sociétés paysannes, en signant leur conversion accélérée à la société marchande.

**La répartition du sale boulot est une question de justice.**

La production industrielle de biens de consommation massive remplace la production locale des biens de subsistance. Les effets sont désastreux sur la condition des femmes paysannes, qui étaient traditionnellement dotées de pouvoir d’action. Certes, selon une stricte division du travail, mais ce n’est pas rien que d’avoir le pouvoir de mettre au monde, de préserver les semences, le tissage, le petit élevage, d’aller le vendre au marché, de tenir les cordons de la bourse. Cela couvre les besoins de base des sociétés ! En bref, leur rôle majeur dans la subsistance commune leur conférerait une autonomie, qu’elles perdent complètement en allant à la ville et en devenant des consommatrices, femmes d’ouvriers et d’employés. Les écoféministes allemandes ont un regard décolonial sur cette évolution du travail de femmes qui se joue entre les villes et les campagnes du Nord, puis entre les campagnes et les villes du Sud global.

Cette perspective était absente chez la plupart des féministes blanches des années 1970, qui n’interrogeaient pas nécessairement la mondialisation de la consommation et pour qui l’émancipation passait justement par le fait de se détacher du travail manuel et de la terre. La priorité, c’était que les femmes intègrent

le marché du travail – au sens salarier du terme – puis y fassent carrière. Dans ce paysage, Françoise d'Eaubonne fait exception en France, en dénonçant cette illusion et en la couplant avec l'exploitation des ressources naturelles. Mais à ma connaissance, elle n'a pas établi de liens intellectuels ou militants avec les écoféminisme de l'école de Bielefeld. Cela explique en grande partie pourquoi ce terme de « subsistance » ne s'est pas imposé en France et pourquoi ces théories féministes restent ici largement méconnues.

**Françoise d'Eaubonne** (1920-2005) est une écrivaine et militante marxiste française, à qui l'on doit le néologisme « écoféminisme ». Redécouverte depuis une dizaine d'années en France, elle est l'une des premières à établir un lien entre patriarcat et capitalisme, ce « Système mâle » par lequel les hommes ensemencent la terre comme le corps des femmes, en les surexploitant l'une et l'autre.

Autrement dit, le problème, c'est la division internationale du travail qui semble désormais s'imposer à toutes les sociétés ?

Le régime moderne de notre quotidien se fonde sur le discrédit et l'invisibilisation du labeur agricole, qui se mécanise progressivement au fur et mesure que la population agricole diminue, et devient très spécialisé – et non plus partagé, en termes de savoirs, mais aussi de rythmes de vie avec le reste de la population. Se met en place une division très nette des espaces et des temporalités sociales : il y a la sphère du travail salarié, la sphère domestique et l'espace public. Ces espaces ne communiquent pas forcément entre eux, ils sont surtout hiérarchisés et très genrés. Pour contrer ce processus, Maria Mies et Veronika Bennholdt-Thomsen développent le concept de « *sweat equity* » – l'« équité dans la sueur », littéralement – qui va beaucoup plus loin que la redistribution de la charge domestique aux hommes.

**Maria Mies**, née en 1930, est une écoféministe allemande de tradition marxiste, militante pacifiste, altermondialiste et spécialiste de l'Inde. Elle fait la connaissance de Vandana Shiva en 1988, qui milite à l'époque contre la violence et les ravages de la révolution verte en Inde. Elles cosigneront un livre ensemble, *Ecofeminism* (1993).

C'est l'idée qu'il n'y a pas d'égalité possible s'il n'y a pas de partage des tâches de transformation des matières et services vitaux – tâches qui peuvent être pénibles. Cela vaut aussi pour les métiers du soin par exemple, ou tous ces boulots en « première ligne » dont on a redécouvert la crucialité pendant le confinement. Ce travail-là est souvent très répétitif et revient aux femmes, alors qu'il est absolument partageable ! C'est ce qui m'a beaucoup intéressée dans le fonctionnement des chantiers participatifs en écoconstruction, par exemple : hors de question de spécialiser quelqu'un dans le fait d'aller chercher des bottes de paille, de faire le béton ou de taper avec le marteau pendant des heures ! Il y a une rotation des tâches car c'est justement pénible et répétitif.

La répartition du sale boulot est une question de justice. Et plus largement, c'est une critique de la logique des spécialisations professionnelles, qui sont elles-mêmes les principales vectrices des inégalités salariales, et donc elles-mêmes vectrices des inégalités sociales. Or, cela reste aujourd'hui l'un des fondements de notre organisation sociale. La redistribution est pensée au mieux en termes de compensation monétaire mais en bout de chaîne, il faut bien quelqu'un ou quelqu'une pour mettre les mains dans la terre, dans le liquide, dans les déchets.

### **Nous aurions tout simplement perdu le sens du « métier de vivre », comme vous le qualifiez ?**

Oui, vivre est un métier ! Et plus précisément, toute une chaîne de petits métiers qui nous permettent de nous alimenter, nous vêtir, nous chauffer, etc. Il ne suffit pas de naître pour savoir se débrouiller immédiatement dans l'existence, ça se saurait !

Votre choix de convoquer et de réhabiliter le terme de « subsistance » ne participe-t-il pas d'une bataille lexicale et donc culturelle plus large ? Car historiquement, toutes les grandes idéologies politiques se sont construites sur cette idée d'émancipation vis-à-vis de tout ce qui fonde la « trivialité de notre condition terrestre »...

C'est parfaitement assumé. C'est d'ailleurs pour cette raison que je nomme « triviales-locales » toutes ces femmes qui n'ont pas perdu le lien avec la subsistance. Pour elles, l'arrachement à la matérialité du monde prive d'autonomie. L'asservissement, c'est de ne plus avoir de prise sur nos propres moyens d'existence, d'être pieds et mains liés au capitalisme industriel et à tous ces gens qui nous vendent de quoi nous nourrir, nous vêtir, etc. La question se pose toujours sous un angle qui lie le Nord au Sud global : au prix de quel peuple et de quelles ressources l'émancipation des femmes du Nord se fait-elle ? Cela revient à s'intéresser aux coûts cachés de cette prétendue « émancipation » : qui doit donc, en bout de chaîne, assurer les moyens de notre subsistance ? Dès lors, l'émancipation apparaît surtout comme une histoire de récit politique, destinée à éclipser d'autres conceptions de l'autonomie.

Au fond, cela revient toujours à poser la grande question politique de l'autonomie, et on pourrait tout aussi bien parler d'autosuffisance ou de résilience. Mais ce faisant, la notion de subsistance est aussi une façon pour vous de poser ces perspectives différemment de ce que peut faire la collapsologie, par exemple. Effectivement, il ne s'agit pas de se réapproprier ses moyens d'existence pour faire face à la catastrophe, mais parce que c'est un principe élémentaire du vivre-ensemble pour toute communauté humaine ! L'autosuffisance pourrait désigner la même chose, mais il y a quelque chose de l'ordre de la bataille conceptuelle qui se joue dans la terminologie. Parler de subsistance, c'est une façon d'inviter politiquement à penser les choses différemment. Je suis toujours gênée par le mot « auto » dans « autosuffisance », « autoproduction », « autoconsommation » : comme si ce n'était fait que par soi-même, pour soi-même ! Or, le cadre de subsistance est forcément relié à une organisation sociale, cela permet d'échapper au préjugé individualiste qui prévaut parfois pour envisager les solutions.

Cela permet aussi de sortir de ce vocabulaire « *capitalo-centrique* » comme l'appelle Gibson-Graham : le fait même de parler d'« autoproduction », c'est continuer à considérer que la production industrielle reste le paradigme à partir duquel on doit penser notre alternative, c'est faire de notre système de consommation une sorte de grille écrasante pour expliquer l'intégralité des sociétés humaines, y compris contemporaines. C'est pourquoi je défends ce concept, historiquement et géographiquement marqué, de « subsistance ». Et même plus encore, je parle d'« entre-subsistance », pour éviter de laisser penser que la subsistance peut s'accomplir à l'échelle d'une seule petite famille nucléaire. Ce n'est pas possible, c'est forcément quelque chose qui se joue à une échelle plus collective : aujourd'hui, tout n'est pas trouvable dans votre jardin, il faut bien se connecter à d'autres types de matières premières, d'autres gens qui les travaillent et d'autres formes de savoir-faire.

A fortiori aujourd'hui où plus personne ne peut prétendre connaître toute cette variété de métiers que les paysans avaient intégrés depuis longtemps, eux qui savaient être sabotier, jardinier, éleveur, etc. Quand je parle de la nécessité d'une « poly-activité relocalisée », c'est une façon de renouer avec cette figure paysanne bien connue qui pratiquait la polyculture-élevage et qui est, comme son nom l'indique, polyvalente en matière de savoir-faire. C'est, à mon sens, l'une des raisons du grand succès de la permaculture – qui invite à un savoir généraliste : on s'y forme à la fois au glanage, à la connaissance des plantes sauvages, au maraîchage, à la récupération d'eau de source et à tout un tas d'arts du bricolage... cela brasse plein de savoir-faire différents qu'il faut apprendre à combiner et à distribuer. Faire un stage de permaculture, c'est une manière de s'initier en un temps record à un apprentissage qui s'incorporait autrement depuis l'enfance. La connaissance fine de son milieu de vie et des cycles de subsistance, c'est un travail d'observation de très longue haleine, avec des transmissions collectives importantes, nécessaires, qu'il est urgent de diffuser le plus largement possible.

### **Pour décrire ce cadre collectif et son échelle d'action, vous utilisez l'image de la « maisonnée ».**

C'est une façon de réintroduire l'idée de communautés paysannes, d'un lieu de cohabitation familiale entre différentes générations, avec une variété de compétences, de métiers, de rapports de genre. On peut y intégrer les animaux, les plantes, le monde vivant et y associer des voisins. Une maisonnée, c'est très peuplé, c'est un petit monde en plein brassage, là où nos cercles familiaux, aujourd'hui, deviennent de plus en plus vides. C'est à la fois une communauté de vie, on y coréside, mais c'est aussi une communauté de travail, les gens ayant des activités communes, ainsi qu'une communauté de débat et d'arbitrage.

C'est donc un lieu où l'on s'interroge par exemple sur la redistribution du travail. Il y a un potentiel d'horizontalisation et d'entraide, c'est un lieu d'interdépendances, où l'on circule dans un réseau vicinal, mais cela peut aussi mettre en lien des territoires distants géographiquement. C'est bien plus ouvert qu'un simple foyer domestique. Un quartier, par exemple, peut être considéré comme un regroupement de maisonnées : quand on dit « les quartiers se mobilisent », on parle en fait exactement de maisonnées qui s'organisent.

Ce sont des échelles politiques plus réduites, en termes d'effectifs, mais c'est cette échelle qui m'intéresse. Parce que les liens sont tangibles et ils se font à une échelle pedestre. Arpenter un même territoire en tous sens, c'est l'appréhender concrètement et ressentir sa dégradation. Rien de tel que voir une personne âgée traverser sur un passage piéton pour comprendre combien l'espace public peut être violent dans son organisation, à travers ses transports, etc. Cette évidence surgit d'autant mieux à ces échelles-là. Cela permet de relocaliser l'espace du politique, sans intermédiaire, et de réfléchir aux vraies conditions d'une démocratie directe.

### **Cette dimension collective, et donc politique, c'est ce qui constitue la nuance fondamentale entre une politique du « moindre geste » et celle des petits gestes ?**

La différence est importante, oui. La politique des petits gestes individuels n'ouvre pas vraiment de réflexion sur la mise en commun des moyens de production et sur le partage du travail, autrement dit, elle ne permet pas vraiment d'accéder à une logique plus collective de production de biens de subsistance. L'autre limite, c'est que cela reste très attaché à un cadre général de consommation. On peut recycler, avoir des toilettes sèches et être zéro déchet, sans à aucun moment questionner par ailleurs le capitalisme. Votre geste vous met en conformité avec une bonne conscience écologique, mais vous n'interrogez jamais la racine du problème. Et si vous ne percevez pas que ce geste vous connecte politiquement aux luttes de Notre-Dame-des-Landes ou de la Via Campesina, par exemple, alors cela reste un « petit » geste qui ne constitue pas une porte d'entrée pour s'engager davantage. Quand on rentre dans une logique de subsistance, on cherche une forme de cohérence de vie assez complète – par exemple, on ne peut plus vraiment continuer à prendre l'avion, ou profiter du salaire de son mari qui est dans la pétro-masculinité... cela devient difficile.

Le moindre geste et les petits gestes ne relèvent donc pas du même référentiel politique, mais pour autant, je ne veux pas monter les uns contre les autres. Dans mon enquête de terrain, je parle aussi bien de luttes « frontales » que de luttes feutrées, avec des gens ordinaires, qui restent pris dans les mailles de la société de consommation. Cela ne les empêche pas de faire de petits pas de côté en faveur du maintien de gestes de subsistance. Il y a des complémentarités à trouver dans ces modes d'action, tous ont leur intérêt. Là aussi, les écoféministes sont très utiles : elles nous rappellent qu'il n'y a pas de petites échelles, de petites approches, de petites actions !

### **Biographie**

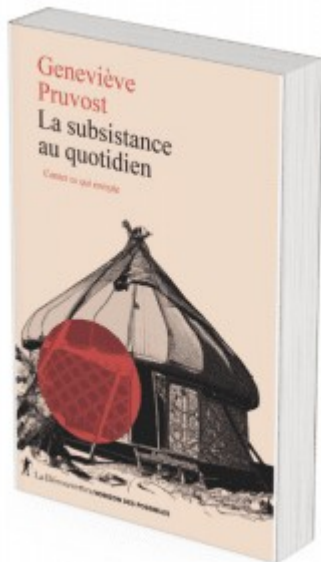
Geneviève Pruvost est sociologue du travail et du genre au Centre d'étude des mouvements sociaux de l'EHESS. Médaille de bronze du CNRS, elle a enquêté pendant une décennie sur la police, puis sur l'usage légal et illégal de la violence par les femmes, avant de s'intéresser aux communautés rurales, aux alternatives écologiques et aux fondements politiques de la vie quotidienne.

Barnabé BINCTIN , publié le 06 septembre 2022 (Socialter)

Journaliste spécialisé sur l'écologie, la politique et le sport. A travaillé pour Society, Bastamag, Le Parisien eek-end, So-Foot, Radio Nova et Reporterre.

# Vivre autrement : enquête sur les alternatives rurales

Pain, bois, ménage, livres... Dans « La subsistance au quotidien », la sociologue Geneviève Pruvost compte tout. Plongeant dans chaque détail de la vie en milieu rural pour en révéler la dimension politique, elle re-pense l'économie et le travail du point de vue de la maison. Vivre autrement serait-il le plus intense des métiers ?



À propos de *La subsistance au quotidien. Conter ce qui compte*, Geneviève Pruvost, La Découverte, collection « L'horizon des possibles », 2024.

Alors que la société de consommation-production caractéristique de la vie moderne exerce une domination écrasante, celle-ci comporte encore de rares îlots de subsistance. En France, dans certaines campagnes, les alternatives rurales néopaysannes et néoartisanes radicales forment un archipel qui dessinent des manières de vivre autrement. Une population minoritaire réussit, avec peu de moyens et beaucoup d'huile de coude, à vivre en prise directe avec son milieu de vie, au prix d'un travail de subsistance quotidien et prenant.

L'ouvrage de Geneviève Pruvost *La subsistance au quotidien. Conter ce qui compte* (La Découverte, 2024, 492 p.), nous immerge dans le monde de Myriam et Florian, et de leur petite fille Lola, un couple de paysan·nes-boulangers·es qui vit dans une yourte-ferme-fournil, enfouie quelque part dans une campagne dont le nom est tu. Un livre qui, comme les haies de l'épais bocage marécageux où il prend place, résiste à l'effort de synthèse tant il foisonne de récits, de détails, de concepts, de références et de figures humaines et non-humaines.

## Geneviève Pruvost

Sociologue du travail et du genre au Centre d'étude des mouvements sociaux (EHESS), et désormais diplômée de permaculture, G. Pruvost n'en est pas à son premier coup d'essai. Ses recherches sur les alternatives rurales ont rencontré un large écho dans les milieux scientifiques et militants. Et ce notamment auprès de celles et ceux qui ont franchi le pas de l'installation paysanne, de la vie en habitat léger, ou qui s'apprêtent à bifurquer. Un premier tome avait été publié chez le même éditeur, *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance* (2021, 394 p.).

Entièrement dédié à une enquête théorique autour d'ouvrages qui « articulent l'écologie, le féminisme et la subsistance » (2021, p. 28), issus de traditions politiques pragmatistes, anarchistes, socialistes, marxistes, écoféministes, d'écologie politique et sociale, ce livre avait posé un jalon majeur dans le réencastrement de la question de la quotidienneté dans le milieu de vie. Un nombre considérable de textes était passé « au crible des alternatives paysannes » (2021, p. 29), faisant dialoguer les travaux de Françoise d'Eaubonne, Maria Mies, Claudia von Werlhof, Veronika Bennholdt, Gibson-Graham, Vandana Shiva ou Silvia Federici avec ceux de Henry David Thoreau, Ivan Illich, Henri Lefebvre ou Murray Bookchin, pour ne citer que quelques un·es des théoricien·nes qu'elle discute. Au détour de cette colossale entreprise de relecture et d'analyse tressée autour de l'idée d'une « quotidienneté ancrée » (2021, p. 7) – c'est-à-dire « arrimée à un lieu et un temps donnés, à un milieu de vie peuplé d'êtres humains et non humains » (*ibid.*) – quelques paragraphes annonçaient l'enquête empirique sans la déflorer. Elle restait en arrière-plan, réservée pour un volume alors à paraître et qui vient justement de sortir.



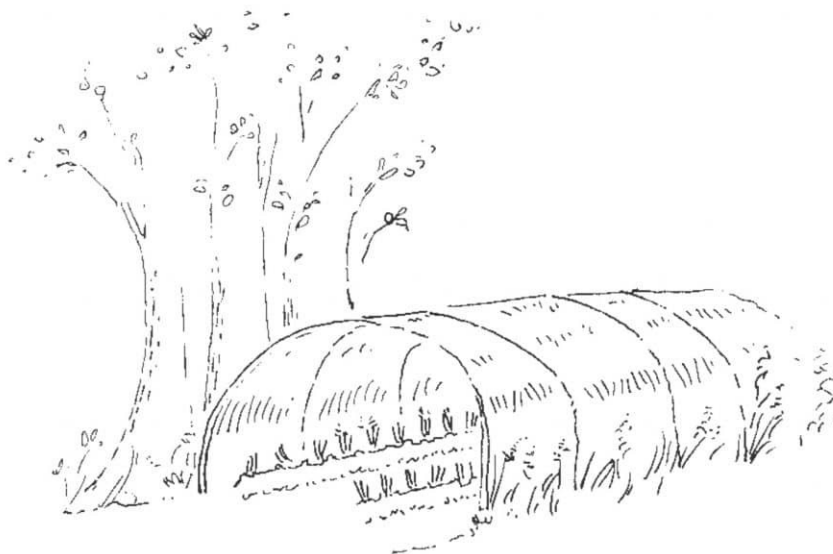
Dans ce deuxième tome, le·a lecteur·ice accède au récit de dix années d'une enquête à la fois ethnographique, ethnocomptable et sociologique. Sans en perdre une miette, on est plongé·es dans le quotidien de la vie en yourte des paysan·nes-boulangier·es : de la miche de pain sur la table au chevreau qui vient de naître, du prix de la parcelle aux kilos de farine achetés, chaque détail « compte » pour « conter ce qui compte ».

Après avoir enquêté sur les femmes dans la police, G. Pruvost a fait un « virage conceptuel, politique et pratique du côté de la ruralité » (2021, p. 17) et part en 2010 en quête d'alternatives rurales. Elle en tire une enquête multisituée et longitudinale dans différentes régions de France auprès de celles et ceux qui pratiquent des « luttes feutrées » (p. 12)<sup>1</sup>. Elles et ils s'implantent dans des régions où le foncier n'est pas cher, réduisent radicalement leurs pratiques consuméristes, accroissent leur autonomie et participent à des dynamiques d'entraide et de commerce local, sans être forcément directement impliqué·es dans les « luttes frontales » (p. 12) sujettes à la répression de l'État.

G. Pruvost en ressort avec 112 entretiens, plusieurs centaines de pages d'observation ethnographique, une soixantaine de tableaux d'ethnocomptabilité et des schémas cartographiques très éclairants. Ce kaléidoscope méthodologique rend compte de la formidable ampleur de l'entreprise empirique, de sa robustesse, mais aussi de son caractère furieusement méticuleux. C'est à cet aune-là qu'est structuré l'ouvrage : le récit ethnographique de neuf jours dans la vie des paysan·nes-boulangier·es Florian et Myriam (Première partie), les tableaux ethnocomptables de leur maisonnée (Deuxième partie) et l'analyse sociologique du réseau d'alternatifs qui gravitent autour d'eux (Troisième partie).

Immersion dans le quotidien des « baba speed »

La première partie, intitulée « Neuf jours dans la vie de boulangers-paysans du XXI<sup>e</sup> siècle », se lit presque comme un roman naturaliste du XIX<sup>e</sup> siècle : G. Pruvost promène son miroir sur les chemins de l'exploitation-lieu de vie. Avec force détails, qui témoignent d'un souci presque déraisonnable de l'exhaustivité, cette partie donne l'impression de vouloir épuiser le réel.



©Geneviève Pruvost

On passe neuf jours en compagnie de ce couple de trentenaires attachants qui se définissent eux-mêmes non pas comme des « baba cool » mais comme des « baba speed » (p. 18), tellement leur quotidien est chargé de tâches multiples et chronophages pour maintenir leur maisonnée à flot. Traite des animaux, tronçonnage du bois, préparation des repas, confection du pain, discussion au sein du couple, moments d'éducation : tant le « travail de subsistance » (p. 7) que le « parlement ménager » (p. 430) – soit le temps passé au sein du ménage à échanger et arbitrer des choix – sont restitués minute par minute, à la manière d'un scénario documentaire.

Chaque jour, G. Pruvost consigne tout depuis sa position d'enquêtrice, avec son carnet, son crayon et sa montre, dormant dans une roulotte à quelques encablures de la yourte.

Le choix du récit journalier est ancré dans la restitution du quotidien, car « c'est dans la quotidienneté que s'éprouve la crédibilité politique des alternatives »

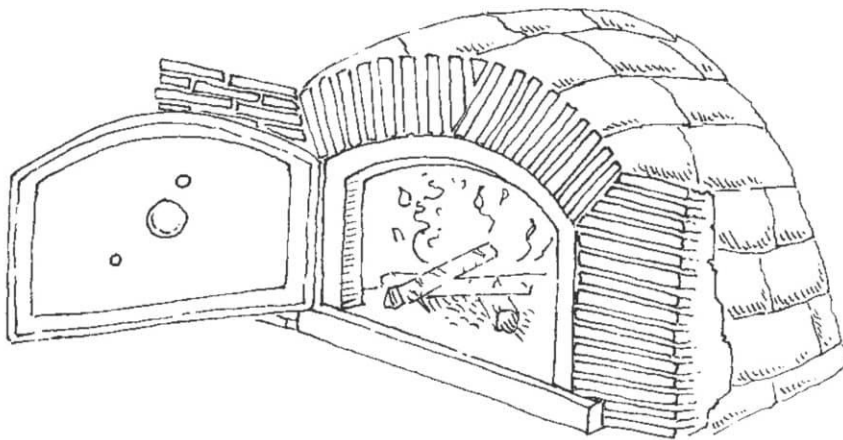
Cette minutie, attentive aux menus détails comme aux minutes passées au sein d'une maisonnée constituée de « Florian et Myriam (38 et 37 ans), deux vaches, deux chèvres, six brebis, douze ruches, une cinquantaine de poules, un panneau solaire, un vieux tracteur, une machine à coudre, des centaines d'outils, 9 hectares de friches et de bois et quatre hectares de prairie qu'on leur prête » (p. 13), est bien plus qu'une lubie d'une chercheuse en quête de totalité. Le choix de la monographie répond à une entreprise théorique : témoigner d'un mode de vie fortement ancré dans la (re)production de la subsistance qui n'est que très peu renseignée. Le choix du récit journalier est ancré dans la restitution du quotidien, car « c'est dans la quotidienneté que s'éprouve la crédibilité politique des alternatives » (p. 17). La journée a donc été choisie comme l'unité d'observation la plus ajustée pour rendre compte de l'enchevêtrement – ou plutôt de l'accumulation démentielle – des tâches.



L'accès aux enquêtés est rendu possible par la connaissance du terrain par G. Pruvost, par une « culture commune » (p. 15) et des affinités. Mais Florian et Myriam ont des exigences qui leur permettent de passer un contrat tacite avec la chercheuse, en la sommant de « mettre au jour les rouages de leur installation, sans enchantement ni misérabilisme » au prisme d'une « justice descriptive » (p. 15).

G. Pruvost leur propose de les suivre comme leur ombre, pour ne rien manquer de la multiplicité de leur micro-gestes. Elle se fait « scribe de leur labeur quotidien » (p. 17) en prenant des notes sur le vif, du lever au coucher, jusqu'à l'épuisement, plusieurs jours d'affilée : une sorte d'« ethnographie intensive » (p. 18) des alternatives néopaysannes extensives.

De l'aveu même de l'auteure, cette « expérience graphomaniacale » nous met « au ras des événements » (p. 18). Il ne s'agit pas seulement d'une observation méticuleuse consignée dans un journal d'enquête publié *in extenso*, mais d'un carnet de terrain réécrit et étoffé à plusieurs reprises : ajout de détails et de liant, restitution des émotions palpables des autres et de son intériorité...



©Geneviève Pruvost

Cette mise en récit vétilleuse happe pourtant le lecteur. Le talent de conteuse de G. Pruvost est au service des enquêtés-personnages et des lieux-décors : il nous fait partager une tranche de vie et le goût



des tranches de pain. Son art de la narration mêle un savoir-faire de diariste – l’art du journal intime – et la méthode de la « description dense »<sup>2</sup> (p. 19). Il se limite aux choses dites et vues conformément aux méthodes qu’elle a choisies au sein des sciences sociales, mais s’étoffe grâce à une plume et un style qui ont la capacité de tisser finement les mots les uns aux autres.

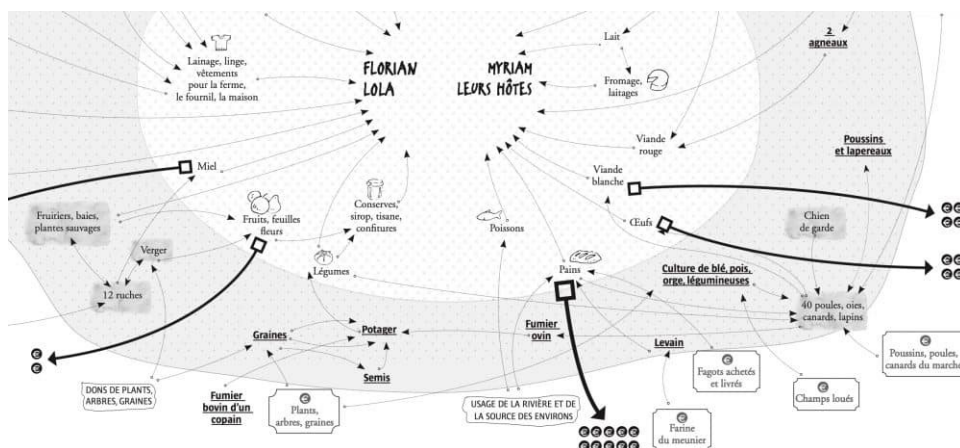
Inventorier tous les biens meubles et immeubles, les transactions financières, les circulations en nature, les temps d’activité pour rendre compte de ce que les « gens prennent en compte » et donc de ce qui compte pour eux.

On finit ces pages avec la démonstration en acte que ce type d’expérimentations déjoue les stéréotypes qui lui sont accolés : un mode de vie ancré dans le quotidien mais politique ; dans lequel la poly-activité est chronophage et nécessite de jongler entre de multiples tâches et savoir-faire ; dans lequel le bricolage, la débrouille et l’entraide relèvent plus de l’interdépendance que de l’autonomie ; et dans lequel il fait bon vivre malgré des revenus considérés par l’INSEE comme faibles.

### Des chiffres et des lettres : quantifier la vie des paysan nes-artisan es

La deuxième partie, intitulée « Kaléidoscope ethnocomptable de la maisonnée » est peut-être la plus déroutante, mais aussi la plus originale. Elle n’est constituée que de tableaux : 61 tableaux ethnocomptables font l’inventaire des ressources, des charges, des relations et des temporalités de Florian et Myriam pour l’année 2013.

Liant habilement le récit (conter) à l’ethnocomptabilité (compter), cette partie a pour finalité de « donner de la consistance scientifique et politique à des expériences méconnues à cette échelle » (p. 22) à travers des opérations de quantification. Elle utilise la passionnante méthode de l’ethnocomptabilité, forgée par l’historien et sociologue Alain Cottureau dans la lignée d’enquêtes – alors pionnières en sciences sociales et désormais accessibles en ligne<sup>3</sup> – menées dans le second XIX<sup>e</sup> siècle en France, mais aussi en Angleterre, en Sibérie et en Chine, auprès de ménages ouvriers, paysans et artisans.



©Geneviève Pruvost

Le principe est d’inventorier tous les biens meubles et immeubles, les transactions financières, les circulations en nature, les temps d’activité pour rendre compte de ce que les « gens prennent en compte »<sup>4</sup> et donc de ce qui compte pour eux. En s’intéressant à tous les types d’échanges, l’économie est réencastrée dans la sphère domestique, politique et professionnelle.

Il est intéressant de noter que cette méthode a été mise place à une époque charnière où l’économie de subsistance était progressivement remplacée par la société de consommation-production et que G. Pruvost l’utilise pour décrypter un mouvement inverse – certes minoritaire – deux siècles plus tard : l’entreprise théorique et méthodologique s’articulent de manière magistrale.

La maisonnée est définie comme « un lieu avec des habitants et habitantes pas nécessairement apparentés, ni exclusivement humains. Bâtis, animaux, végétaux, outillage, esprits des lieux en sont des membres à part entière »

C’est d’autant plus pertinent que les enquêtés, Myriam et Florian, sont constamment attentifs au sens des proportions : se positionner pour l’achat d’hectares de terres qui sont chères mais à proximité ? Avoir quelques bêtes en plus qui demandent de l’entretien mais apportent du lait et des liens ? Faire la vaisselle à l’eau chaude alors qu’elle est rationnée ? Combien de temps charger son téléphone et son ordinateur à l’unique prise connectée au panneau solaire ?

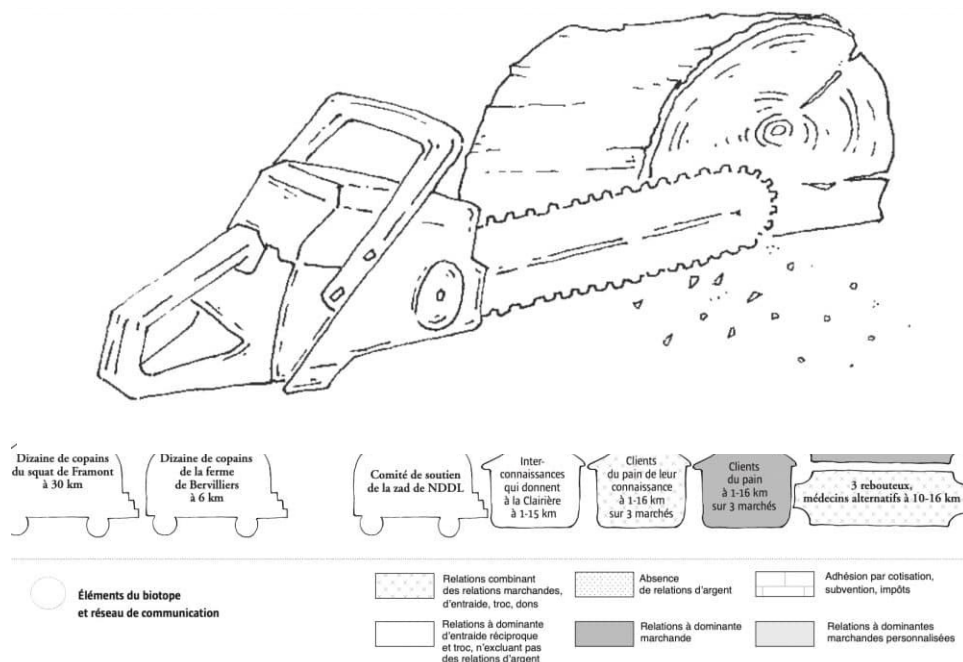
Ils se prêtent volontiers au jeu de l'ethnocomptabilité, qui demande une implication forte des enquêtées, à la fois parce qu'elles ont constamment des ordres de grandeur en tête, mais aussi parce qu'elles partagent avec leur enquêtrice une position « statactiviste »<sup>5</sup>, celle de batailler contre les chiffres fallacieux ou hors-sol par des chiffres plus ajustés et utiles.

La plongée dans les tableaux a quelque chose de vertigineux ou de « kaléidoscopique » pour reprendre le terme de G. Pruvost. Chiffres et lettres se côtoient : « contes et comptes sont les deux faces d'une même pièce » (p. 30). Parcelles, habitat, eau, gaz, électricité, chauffage, lessive, mobilier, vaisselle, appareils, vêtements, livres, outillage, matériel, machines agricoles, gains et frais de la boulangerie, du maraîchage, du poulailler et des animaux, récoltes... absolument tout est passé au crible de l'ethnocomptabilité.

C'est la « maisonnée entière » qui est mise en chiffres, définie comme « un lieu avec des habitants et habitantes qui ne sont pas nécessairement apparentés, ni exclusivement humains. Bâties, animaux, végétaux, outillage, esprits des lieux sont des membres à part entière de la maisonnée. » (p. 13). Contrairement à des tableaux chiffrés uniquement constitués d'évaluations monétaires, de nombreuses évaluations en nature – reposant par exemple sur le temps de travail – sont présentes. La charge mentale, le troc, les dons, les échanges de services et les relations sociales nécessaires pour acquérir les biens sont consignés.

©Geneviève Pruvost

Au premier abord austères, les tableaux sont émaillés de détails singuliers qui donnent au lecteur une autre manière de se familiariser avec les membres de la maisonnée. On y découvre leurs lectures, où sont surreprésentés les guides de plantes sauvages. Le nombre de mois où ils sont autonomes en bocaux et conserves (12 mois) et en légumes frais (9 mois), mais aussi ce qu'ils donnent à la famille, aux copain·es et aux voisin·es. Les kilos de miel produits par leurs ruches (107 kg), le nombre d'œufs pondus par leurs poules (2 488). Comment la cire d'abeille permet de fabriquer la pommade pour le soin des mamelles des vaches. Mais aussi la vigilance quotidienne que demande l'installation de systèmes d'irrigation au goutte à goutte dans le tunnel maraîcher. Le regret de l'absence de hangars car 800 kg de pommes de terre ont dû être jetés en une année faute de lieu de stockage.



©Geneviève Pruvost

Cette analyse ethnocomptable permet aussi à G. Pruvost de proposer une rythmanalyse des temps de Myriam et Florian, à la manière d'Henri Lefebvre<sup>6</sup>. Temps de travail, de repos, d'activités, autant que le rapport des enquêtées à ces temps (subis, appréciés, distendus, saisis, passés ensemble ou non, proches ou loin du domicile...), permettent d'évaluer le mode de vie très « speed » de ces babas qui sont loin d'avoir ralenti en ayant choisi un mode de vie alternatif, malgré une capacité à « décélérer » (p. 424) en prenant par exemple le temps d'observer un pic épeiche après avoir coupé du bois ou de jouer avec leur fille tout en s'occupant des bêtes.

### De la yourte à l'archipel, sociologie des alternatifs

La troisième partie « Le métier de vivre autrement » est dédiée à l'analyse sociologique du « réseau d'interconnaissance alternatif » (p. 349). Pour G. Pruvost, c'est la « politisation du moindre geste » (p. 349) qui rassemble les personnes enquêtées, soit la superposition, selon les théoriciennes féministes, des pratiques productives, reproductives et politiques.

Le couple de paysannes-boulangères et les alternatifs de Valondes – toponyme fictif pour désigner le village où la chercheuse réalise son enquête – qui gravitent dans cette nébuleuse écolo-libertaire penchent du côté de la réinvention de la vie quotidienne. L'auteure y raconte comment leurs pratiques participent d'une « politisation du territoire » (p. 356) caractérisée par un ancrage fort à plusieurs niveaux, depuis la maison-née jusqu'à la participation – plus faible – à des mouvements sociaux, en passant par le maillage des dynamiques locales.

L'expérience fondatrice qui a fait choisir une vie à la fois hors norme et sobre est souvent un voyage marquant loin de l'Europe, qui a permis une rencontre avec une « écologie des pauvres »

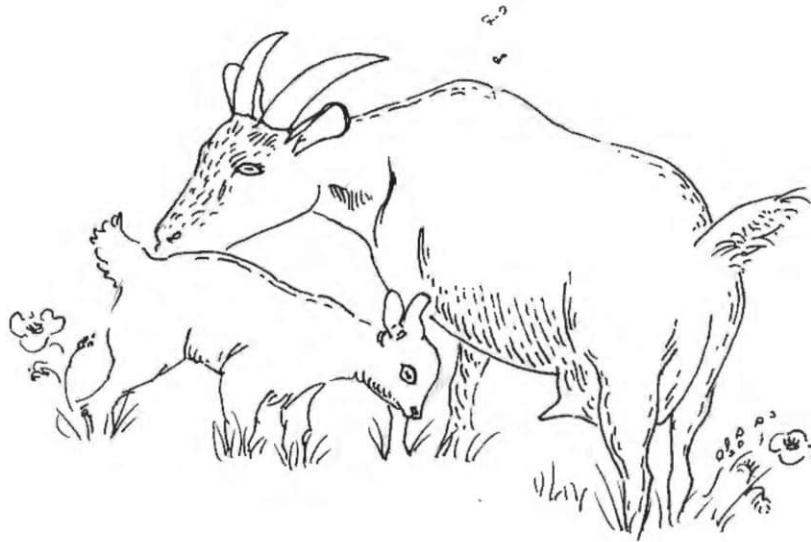
La caractérisation des alternatifs en lien avec leur socialisation antérieure et leurs bifurcations de vie permet de battre en brèche un certain nombre de clichés. Ni enfants des classes ouvrières, ni des classes moyennes éduquées et des professions intellectuelles, les alternatifs de Valondes mélangent enfants de parents ingénieurs et petits agriculteurs, enfants de parents médecins et mécaniciens.



Paul Pastor@Marie Preston

Près de la moitié ont grandi à la campagne, les autres dans des villes petites et moyennes : les Franciliens sont des exceptions. Elles et ils ne sont pas des « néos », mais plutôt des jeunes du coin qui se sont écologisés, car beaucoup ont grandi dans le département ou la région et y maintiennent des liens familiaux. Leur jeunesse a été marquée par une pratique associative et une éducation religieuse catholique de gauche, plutôt que par des manifestations et du militantisme. L'expérience fondatrice qui les a fait choisir une vie « tout à la fois hors norme et extrêmement sobre au regard de la surconsommation moderne » (p. 359) est souvent un voyage marquant loin de l'Europe, qui a permis une rencontre avec une « écologie des pauvres<sup>2</sup> ».

Leur implantation relève d'une tactique majoritaire : celle de l'achat de petites parcelles pour s'installer. S'il n'y a pas de rejet de la propriété, les usages de ces terrains ne ressemblent pas aux usages habituellement associés à la propriété privée : un « archipel de terrains privés » (p. 373) sont mis à disposition selon des arrangements reposant sur la confiance et l'interconnaissance qui distinguent droits de propriété et droits d'usage. Les terres des uns sont les jardins de celles et ceux qui n'en ont pas : la sociabilité intense de ces lieux crée des formes de propriétés privées « hospitalières » (p. 378).



©Geneviève Pruvost

L'enquête révèle ainsi une étroite complémentarité entre les « installés » (p. 379), paysans sédentaires en microfermes permacoles, et les « nomades »<sup>8</sup> qui naviguent entre plusieurs lieux. Le capital d'autochtonie d'une partie des alternatifs permet à l'ensemble du groupe de bénéficier d'une certaine tolérance.



Illustration Naïs Carton

La vie en habitat léger est aussi une caractéristique marquante du mode de vie de ces alternatifs, qui combine approches anti-tech et low-tech. Dans cette analyse, G. Pruvost articule le récit ethnographique avec les tableaux ethnocomptables et l'analyse sociologique, montrant comment la réinvention du quotidien est marquée par la multiplicité des embranchements dans la vie matérielle pour satisfaire « l'impératif d'écologisation et l'évitement de la grande distribution » (p. 389).

Si personne n'échappe à la modernité technique, chaque choix est pavé de longues discussions au sein du « parlement ménager » (p. 430) pour arbitrer. La « provenance des objets et les implications écologiques du moindre choix technique sont [...] passés au crible de l'impératif de relocalisation radicale du geste artisanal » (p. 393), ce qui explique peut-être pourquoi les dépenses vestimentaires parmi les plus onéreuses de Myriam sont des habits confectionnés par une amie couturière (tableau n° 11, p. 280).

Loin d'être autarcique, ce mode de vie est ancré dans des interdépendances fortes avec tout un réseau d'entraide familial, vicinal et amical : aller faire une machine et prendre une douche chez les parents ; stocker sa viande dans le congélateur du voisin ; aller charger son téléphone chez des copains. Il repose en re-

vanche sur beaucoup de bricolage et de débrouille, qui favorise les alternatifs sachant mettre les mains dans le cambouis (les profils formés en sciences humaines et sociales sont très minoritaires), et sur beaucoup de récup', de réparation et de réemploi, paradoxalement permis par l'abondance de biens de consommation déclassés. Au final, les alternatifs ne font pas table rase, mais pratiquent une « modernité choisie » (p. 406) péricapitaliste<sup>2</sup>.

Ces paysans-artisans travaillent à gagner un peu d'argent : contrairement aux clichés, peu bénéficiant du RSA et beaucoup gagnent leur vie grâce à la polyactivité. L'artisanat boulanger constitue réellement leur « gagne-pain » (p. 411), permettant de dégager un petit bénéfice, mais aussi de profiter de la sociabilité lors de la vente hebdomadaire du pain sur le marché de Valondes.

Si chaque « ligne de compte » (p. 411) compte pour le couple de paysans-boulangers, la réduction de leurs besoins en argent, liée à leur mode de vie, leur permet de trouver un équilibre économique reposant sur des gains en nature et des gains monétaires. Contre la spécialisation professionnelle et le principe de rentabilité, les choix d'activités sont effectués dans la perspective de la subsistance : avec des animaux, des terres en maraîchage en sus d'une activité de boulangerie.

Cet attelage permet de faire maisonnée dans une interdépendance humaine et non-humaine : les pommes de terre non collectées sont broyées pour enrichir la terre ; les invendus sont donnés aux poules dont les plumes permettront de fabriquer un édredon. La maisonnée de Myriam et Florian est ancrée dans un réseau « d'entre-substance » (p. 436) intégrant plusieurs dizaines, voire centaines, de personnes, d'organisations, de lieux marchands : un concept particulièrement fécond déjà façonné par l'auteure dans le premier tome.

La maisonnée de Myriam et Florian est ancrée dans un réseau « d'entre-substance » intégrant plusieurs dizaines, voire centaines, de personnes, d'organisations, de lieux marchands

Enfin, cette partie permet aussi de sortir d'une vision dichotomique entre une écologie domestique dépolitisée et une écologie politique connectée aux mouvements sociaux. G. Pruvost y explore les « zones de contact entre luttes feutrées et luttes frontales » (p. 442). Du côté du répertoire des luttes feutrées, l'écologie vivrière du quotidien participe à être « en mode démo » (p. 443) pour transmettre ses savoir-faire et « destituer la norme de la marchandisation du savoir » (p. 445), à commercer local, à s'investir dans les espaces publics intermédiaires comme la Confédération paysanne ou les CIVAM.

Si les alternatifs de Valondes n'ont pas expérimenté de confrontations directes avec les forces de l'ordre, et que l'État apparaît parfois lointain, ils restent surveillés. Plaintes pour constructions illicites et habitat léger, dénonciation de vente de pains sans habilitation, criminalisation de la « mauvaise mère » vivant dans un lieu estimé impropre pour élever un enfant : les alternatifs du coin ont dû faire preuve d'un « art de la persistance » (p. 459) pour traverser ces épreuves.



©Geneviève Pruvost

Quant aux liens avec les luttes frontales, notamment avec la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, ils passent par une action en réseau, car la pluriactivité paysanne est difficilement compatible avec des investissements militants nomades et mobiles. Coller des autocollants « Non à l'aéroport », placer des banderoles dans son champ, s'abonner à une liste mail ou organiser un carnaval sont autant de gestes de soutien qui montrent les liens directs et indirects de bocage à bocage.

## **Maisonnées des champs, maisonnées des villes ?**

On ressort de la lecture extrêmement enrichie de récits évocateurs, d'analyses pointues et pertinentes, et de concepts percutants qui font voir autrement la vie moderne et ses possibles bifurcations. Avec la publication de ces deux ouvrages, G. Pruvost a imposé une nouvelle manière de dire et de penser les alternatives radicales rurales contemporaines, paysannes et artisanales. Loin de séparer l'exploration théorique du geste empirique, le feuilletonage de son enquête trouve son liant dans la « théorie ancrée » (*grounded theory*) : les théories convoquées sont issues de l'enquête empirique, tandis que les alternatives servent de tamis pour sélectionner et relire le corpus de textes.

Les deux tomes, les parties et les méthodes se répondent de manière presque harmonique, à condition d'accepter de se perdre parfois dans le bruissement incessant de la quotidienneté. Si G. Pruvost sait si bien conter ce qui compte, il y a fort à parier que ses deux ouvrages seront de ceux qui compteront dans les sciences sociales.

S'il y a énormément de matière à discussions dans ce livre buissonnant, j'aimerais le discuter à partir de mon point de vue situé. Celui d'une géographe travaillant depuis dix ans sur les alternatives agri-jardinières dans les quartiers populaires des métropoles, notamment en région parisienne. Et ce afin d'engager le débat avec l'auteure autour d'une question qu'elle pose en conclusion : « Qui peut maisonner ? » (p. 471) et à laquelle j'ajouterais celle-ci : « Dans quels territoires peut-on maisonner ? ». À quelles conditions est-il possible de faire maisonnée, et pour qui ?

S'il n'est pas nécessaire d'être diplômé ou héritier, il est clair que mis à part quelques profils atypiques, les néopaysans radicaux ne sont pas racisés : « on reste loin du brassage social de certains quartiers urbains » (p. 473) reconnaît la sociologue. Il est aussi patent que l'éloignement des grandes métropoles favorise l'essor de ce réseau d'alternatifs, notamment car le foncier y reste accessible. Mais pour qui ? Si le foncier agricole y est peu cher, l'achat ou la location sont encore plus fermés aux personnes racisées qu'aux alternatifs « chevelus ». Les populations urbaines, et notamment celles racisées et populaires, peuvent-elles maisonner là où elles vivent ? Celles et ceux qui veulent ou doivent rester en ville, ou dans leur giron, sont-elles condamnées à la vie moderne de la production-consommation ?

Les métropoles, et dans une moindre mesure les villes, sont esquissées dans l'ouvrage comme des territoires peu hospitaliers pour les maisonnées et le travail de subsistance au quotidien. Premièrement parce que l'urbain est un processus de destruction des milieux de vie. Dans les villes et les régions industrialisées et tertiaisées, « être privé d'action vivrière directe sur son milieu de vie est un état structurel » (p. 475). Dans ces conditions, difficile de généraliser ou à tout le moins de massifier des habitats-ateliers-terrains en prise avec leur milieu de vie. En ce sens, la séparation entre villes et campagnes a entériné une « rupture métabolique » qui a coupé les flux de matières entre ces territoires et aliéné le rapport des urbains aux ressources<sup>10</sup>.

Deuxièmement, les maisonnées se glissent dans les interstices du marché foncier rural où il reste des friches, des parcelles et des fermettes à prix très modiques. Or les métropoles, dont les politiques urbaines reposent sur l'« attractivité », sont caractérisées par des marchés fonciers et immobiliers « tendus », élevés et concurrentiels. Dans les enquêtes que j'ai mené, les alternatives agri-jardinières sont cantonnées à des contrats de location temporaires, loin de la propriété parfois acquise dans les alternatives rurales. S'y loger, à moins d'avoir hérité ou de pratiquer le squat, requiert souvent de rester dans le salariat.

Troisièmement, le régime d'interconnaissance en zone urbaine est plus faible qu'en zone rurale, en raison d'une moindre autochtonie et d'une forte densité de population, alors qu'il est essentiel pour garantir une « entre-subsistance ».

Quatrièmement, la capacité de l'État et de ses services à exercer son contrôle est plus fort dans les métropoles, bien qu'il soit loin d'être absent dans les zones rurales. D'ailleurs l'habitat léger en ville fait les frais de ce régime de criminalisation de l'habitat non sédentaire, d'autant plus qu'il est souvent associé aux gens du voyages<sup>11</sup>.



Marie Preston, série « Four commun »

La séparation entre villes et campagnes a entériné une « rupture métabolique » qui a coupé les flux de matières entre ces territoires et aliéné le rapport des urbains aux ressources

Les métropoles sont-elles alors condamnées à abriter les luttes frontales, les luttes feutrées étant mieux à même de se déployer dans certains espaces ruraux ? Une « écologie liée » (p. 354) est-elle possible en ville, malgré la dégradation et la déconnexion du milieu de vie ? De nombreux travaux sur les alternatives agri-jardinières urbaines<sup>12</sup> montrent aussi l'existence d'un archipel de jardins, d'ateliers, de squats, de tiers-lieux qui tissent des liens d'entre-substance, politisent leurs gestes, bricolent pour se désencastrier de la vie moderne. La reconnexion avec leur milieu de vie permet d'atténuer la rupture métabolique, par exemple en rebouclant les cycles de matières en fabriquant du compost<sup>13</sup>.



©Geneviève Pruvost

Mais force est de constater qu'à part de rares lieux qui sont habités-jardinés-politisés, comme le squat ma-raîcher des Lentillères à Dijon, véritable maisonnée urbaine<sup>14</sup>, ces alternatives recouvrent des niveaux d'autonomie (agricole, alimentaire, énergétique, artefactuelle) et de désaliénation de la production-consommation éminemment plus faibles que les paysan-nes-boulangers-es de Valondes. Une autre différence majeure étant que ces alternatives urbaines sont plus rarement des lieux de vie, maintenant la séparation entre habiter et produire.

Peut-être faut-il trouver d'autres formes de « politisation du territoire » qui permettent de pousser le curseur de l'entre-substance des alternatives urbaines plus loin ? À l'échelle des quartiers et des communes,

beaucoup d'arrangements<sup>15</sup> permettent ainsi aux un·es et aux autres de cultiver des potagers en ville, de se prêter des outils et des semences, de réparer des voitures. L'entraide, la débrouille, la solidarité et la sociabilité des alternatifs ruraux sont en fait aussi typiques des habitant·es des quartiers populaires<sup>16</sup>, reconnaît G. Pruvost.

Comme je l'ai expérimenté dans mes enquêtes sur le jardinage collectif en Seine-Saint-Denis, les catégories populaires et les personnes racisées sont très actives dans les potagers de subsistance que sont les jardins ouvriers et y expriment des savoir-faire, souvent hérités de parcours migratoires depuis les espaces ruraux vers les métropoles. Les jardinier·es y cultivent des espèces appréciées au sein de leurs cultures alimentaires comme le *choy sum* pour les Chinois·es, la menthe pour les Maghrébin·es, les cristophines pour les personnes caribéennes ou les choux palmiers pour les Portugais·es. L'autoproduction leur permet d'accéder à des légumes avec peu ou pas de produits phytosanitaires, onéreux dans les circuits d'approvisionnement conventionnels.

Pour penser un quotidien politique par-delà les villes et les champs, faut-il empaysanner les métropoles qui terrassent les milieux de vie ? Banlieusardiser les campagnes encore largement fermées aux personnes racisées ? Sans forcément les détailler, plusieurs pistes tirées du livre de G. Pruvost semblent fécondes pour réfléchir à ces questions.



D'abord l'attention à l'ancrage dans le territoire proposé me paraît essentielle à la fois pour insérer les maisons et quartiers dans leur communauté biotique proche et pour les penser au sein des dynamiques locales et de mouvements sociaux plus larges. J'ajouterais l'importance de la compléter par une approche de géographie sociale qui permet de distinguer les campagnes et les villes dans toute leur diversité socio-spatiale<sup>17</sup>, par-delà des divisions parfois stériles – y compris en géographie électorale et leur importation dans le champ politique où il s'agirait de réconcilier la « France des bourgs » et la « France des tours ».

Pour penser un quotidien politique par-delà les villes et les champs, faut-il empaysanner les métropoles qui terrassent les milieux de vie ?

Ensuite, réfléchir à une « politique de la parcelle » (p. 6) qui permet de corréler le droit à la terre et à l'eau à la citoyenneté, où que l'on habite. Une conquête pour l'instant modeste faute de réforme foncière d'ampleur, mais potentiellement ambitieuse, à laquelle s'attellent les collectifs Reprises de terre<sup>18</sup> ou les Soulèvements de la terre<sup>19</sup>. Car dans les zones rurales comme urbaines les alternatifs se retrouvent avec la portion congrue des terrains : enclavés, mal localisés, pollués...

Enfin, la massification des alternatives, le démantèlement du complexe agro-industriel – et la bataille contre l'extrême droite – ne se feront pas sans les classes populaires et racisées. Des « utopies réelles<sup>20</sup> », comme celle portée par l'Association accueil agricole et artisanal (A4), un réseau d'entraide au carrefour des luttes de l'immigration, de l'antiracisme, des mouvements paysans et écologistes<sup>21</sup>, me paraissent fécondes à cet



égard. Former des alliances d'interconnaissance et d'entre-subsistance par-delà les logiques affinitaires pour prendre la clef des champs comme celle des villes.

## Notes

1. Tous les toponymes et patronymes sont anonymisés par G. Pruvost pour des raisons de préservation des enquêtés, en ces temps de répression brutale des dits « éco-terroristes ». Une version non anonymisée du récit sera reversée aux archives et pourra un jour être publiée dans son intégralité (p. 31).
2. Clifford Geertz, « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture », *Enquête*, n° 6 (1998): 73-105.
3. Voir le site <https://ouvriersdeuxmondes.huma-num.fr/>.
4. Alain Cottureau et Mokhtar Mohatar Marzok, *Une famille andalouse: Ethnocomptabilité d'une économie invisible* (Saint-Denis: Editions Bouchène, 2012).
5. Isabelle Bruno, Emmanuel Didier, et Julien Prévieux, *Statactivisme : comment lutter avec des nombres* (Paris: Zones, 2014).
6. Henri Lefebvre, *Éléments de rythmanalyse – et autres essais sur les temporalités*, Rhizome (Paris: Eterotopia France, 2019).
7. Joan Martinez-Alier, *L'écologisme des pauvres : une étude des conflits environnementaux au sud* (Les petits matins, 2014).
8. Mathis Stock, « L'hypothèse de l'habiter poly-topique: pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles. », *EspacesTemps.net*, 2006, <https://www.espacestems.net/articles/hypothese-habiter-polytopique/>.
9. Anna Tsing, *Le champignon de la fin du monde. Sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme* (Paris: La Découverte, 2017).
10. John Bellamy Foster, *Marx Écologiste*, 1<sup>re</sup> éd. (Paris: Amsterdam, 2011).
11. William Acker, *Où sont les « gens du voyage »? Inventaire critique des aires d'accueil* (Editions du commun, 2021).
12. Flaminia Paddeu, *Sous les pavés, la terre : agricultures urbaines et résistances dans les métropoles*, Anthropocène Seuil (Paris: Éditions du Seuil, 2021); Laurence Granchamp et Sandrine Glatron, *Militantismes et potagers* (Villeneuve d'Ascq: Presses universitaires du Septentrion, 2021).
13. Nathan McClintock, « Why Farm the City? Theorizing Urban Agriculture through a Lens of Metabolic Rift », *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society* 3, n° 2 (2010): 191-207.
14. Le Quartier Libre des Lentillères désigne 8 hectares de terres maraichères dans le centre de Dijon occupées, habitées et cultivées depuis 2010 par des habitant·es et militant·es opposé·es à un projet d'écoquartier porté par la municipalité. Voir Clément, Marika et Pierrick, « Aux Lentillères, occuper pour protéger les terres et faire vivre un quartier autogéré », in Collectif Asphalté, *Tenir la ville. Luttés et résistances contre le capitalisme urbain* (Ronchin ; Les Etaques, 2023).
15. Ségolène Darly et al., « Nouveaux arrangements fonciers pour citadins sans terre : émergence d'acteurs intermédiaires dans la relation propriété-usage des jardins privés de la métropole », *Géographie, économie, société* 23, n° 4 (2021): 367-86.
16. Collectif Rosa Bonheur, *La ville vue d'en bas : travail et production de l'espace populaire* (Paris: Amsterdam, 2019).
17. Pierre Pistre, *Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales*, thèse de géographie (Université Paris-Diderot, 2012) ; Greta Tommasi, *Vivre (dans) des campagnes plurielles. Mobilités et territoires dans les espaces ruraux. L'exemple du Limousin et de la Sierra de Albarracín*, thèse de géographie (Université de Limoges, 2014).
18. Collectif Reprise de Terres, éd., « Ces terres qui se défendent », *Socialter* n°15 (Paris: Socialter, 2023).
19. Les Soulèvements de la Terre, éd., *Premières secousses* (Paris: la Fabrique éditions, 2024).
20. Erik Olin Wright, *Utopies réelles, L'horizon des possibles* (Paris: la Découverte, 2017).
21. Voir le site internet d'A4 : Association d'Accueil en Agriculture et Artisanat, <https://a4asso.org/>.

Flaminia PADDEU (Terrestres)  
19 octobre 2024

# Le café zapatiste

## Café et solidarité

« Tu veux savoir qui est Marcos,  
qui se cache sous son passe-montagne ?  
Alors prend un miroir et regarde-toi,  
le visage qui s'y reflète est celui de Marcos  
Car nous sommes tous Marcos... »<sup>1</sup>



(Photo by Giles Clarke/Getty Images)

*Le commerce équitable permet aux consommateurs de contribuer à un système commercial plus juste, en soutenant des pratiques éthiques, respectueuses des travailleurs et de l'environnement. Le café zapatiste, cultivé par des communautés autochtones au Chiapas au Mexique, est l'un des exemples inspirants de cette approche. Cet article explore les principes du commerce équitable et les spécificités du café zapatiste.*

## Qu'est-ce que le commerce équitable ?

Le commerce équitable, à ce jour encore, inspire autant de confiance que de défiance. C'est un modèle commercial qui repose sur des principes économiques, sociaux et environnementaux visant à réduire les inégalités dans les échanges commerciaux mondiaux, notamment vis à vis des pays du Sud. Les produits issus de ce type de commerce sont souvent labellisés « équitables », garantissant aux consommateurs un engagement des producteurs à respecter des normes équitables de production. Une manière de conjuguer commerce et justice sociale, en permettant aux consommateurs de s'alimenter dans le respect de leur santé tout en participant à des modes de production et de rémunération respectueux de la nature et des droits humains. Comme avancé plus haut, le commerce équitable est attaché au principe de transparence, le rôle joué par les certifications et les labels est donc majeur. Ces derniers garantissent l'encadrement par la loi d'un cahier de charges ambitieux, et impliquent des contrôles, parfois même des enquêtes menées par les autorités compétentes en la matière. En ce sens, c'est un contrat de confiance émis par les acteurs et actrices d'un tel commerce vis à vis des consommateurs et des producteurs.

Sur le site de Commerce Équitable France<sup>2</sup>, nous trouvons les critères garantis par ces labels :

1. Des prix rémunérateurs pour les producteurs
2. Un partenariat commercial pluriannuel
3. Le versement d'un montant supplémentaire pour financer des projets collectifs
4. Une autonomie des producteurs grâce au renforcement de gouvernance démocratique
5. La transparence et la traçabilité des filières
6. La sensibilisation des consommateurs à des modes de production socialement et écologiquement durables
7. La valorisation des modes de production respectueux de l'environnement et de la biodiversité

Le commerce équitable, ainsi défini, est au carrefour de nombreux enjeux, et s'inscrit dans une démarche citoyenne.

## Le zapatisme et l'autonomie indigène

Le zapatisme, né en 1994 suite à l'insurrection des zapatistes au Chiapas, revendique l'autonomie et la justice sociale pour les peuples autochtones du Mexique. Le Chiapas a vu naître sur ses terres la transformation sociale la plus radicale à ce jour, une transformation aux multiples facettes et qui compte autant d'épanouissements sociaux que de tensions internes et externes. Ce soulèvement s'est fédéré autour des enjeux d'éducation, de démocratie, en faveur de la terre et de la paix. Cette dernière devant s'obtenir (souvent) par la force, les zapatistes se sont patiemment organisés pour une insurrection armée, tout en occupant des lieux-clés. Il s'agirait d'écrire tout un recueil, peut-être même deux ou trois, pour prétendre avoir balayé les tenants et aboutissants d'une telle insurrection et d'une telle expérience de l'autonomie et de la justice sociale. Nous nous focaliserons plus précisément sur le café zapatiste, issu de coopératives autogérées qui participent au développement d'une autonomie économique. Cette organisation de la production, qui repose sur la coopération, s'inscrit pleinement dans les principes brandis par le commerce équitable.



## Le café zapatiste

Les coopératives autogérées et horizontales qui ont fleuri au Chiapas nous permettent aujourd'hui de ne pas parler d'utopie zapatiste, mais de réalisation zapatiste. Leur production de café, issue donc de la rébellion des indigènes, leur permet de s'autonomiser du gouvernement en place, alors et aujourd'hui, et de garantir des espaces économiques sur lesquels ils ont la main. La commercialisation de ce café, rendue possible par le commerce équitable notamment, permet de meilleures conditions de vie des zapatistes, et la construction d'infrastructures essentielles, telles que les routes ou les hôpitaux.

Il existe différentes coopératives de ce genre, parmi lesquelles trois majeures :

« Mut-Vitz », la plus ancienne, réunit une trentaine de communautés, et des centaines d'agriculteurs. Ont suivi les coopératives « Yachil » et « Yochin et SSIT Lequil Lum », qui comptabilisent des milliers de producteurs et de productrices, et ont su s'inscrire dans une exportation aux États-Unis et en Europe. Cette exportation est une forme de résistance, dans laquelle chacun.e peut trouver son compte : les consommateurs et consommatrices soutiennent par ce biais la résistance zapatiste, agissent en faveur de leur autonomie économique, permettent un maintien de ces communautés, et participent de la diffusion d'un récit révolutionnaire historique. Pour les zapatistes, outre les conséquences déjà exprimées, la consommation de café par les Américain.es et par les européen.nes leur permet de se soustraire au cours du café fixé par les bourses mondiales, et de ne pas avoir à le vendre aux « coyotes »<sup>3</sup> qui tentent de faire main basse sur les productions zapatistes pour les revendre au prix fort.

## Autonomie et labellisation, une histoire impossible

Les communautés zapatistes entretiennent des liens étroits avec la nature, la forêt, l'environnement. Le café zapatiste est principalement cultivé en altitude, de manière biologique et respectueuse de la biodiversité locale. Les coopératives s'organisent pour transformer, conditionner et distribuer leur café dans des circuits de commerce équitable, souvent en partenariat avec des associations et des réseaux de commerce solidaire à l'international.

Nous évoquons plus haut la défiance des consommateur.ices, qui semblent devoir faire un choix entre les produits Bio et les produits équitables. Dans le stricte cas des coopératives de café zapatiste (par exemple, Terra Libra), ne pas être labellisé « Bio » est un choix mûrement réfléchi. Car entre une labellisation Bio et une trajectoire vers l'autonomie, les zapatistes ont tranché : ce sera l'autonomie. Or les certificateurs font partie des transnationales, et à ce jour les zapatistes veulent s'en tenir, à juste titre, le plus loin possible. Bien que rien ne le certifie sinon la parole des producteur.ices, le café Terra Libra pour ne citer que lui, est cultivé sans intrant chimique<sup>4</sup>.

Pour conclure cette brève, vous l'aurez compris en faveur de la solidarité internationale et en soutien aux coopératives zapatistes et à leur autonomie, acheter des produits comme le café zapatiste permet aux consommateurs riches de participer à un modèle commercial basé sur la solidarité, la justice sociale et le respect de l'environnement.

Le commerce équitable est une invitation à repenser notre rapport aux échanges, pour favoriser des relations plus justes, qui valorisent le travail de chacun.e et préservent notre planète.

J'approfondis, je soutiens :

<http://boisblancsentransition.free.fr/images/Presentation-echanges-solidaires.pdf>

<https://boutique.terralibra.fr/24-cafes>

<https://www.helloasso.com/associations/solidaires-rhone/boutiques/cafe-zapatiste-commande-2024>

Blanche LAFAURIE, 11/05/2024

<sup>1</sup> Citation de Marcos, dans Ignacio Ramonet, Marcos, *La dignité rebelle, conversations avec le sous-commandant Marcos*, Editions Galilée, 2001, p. 70

<sup>2</sup><https://www.commerceequitable.org/le-commerce-equitable/definitions/>

<sup>3</sup> nom donné aux intermédiaires par les indigènes

<sup>4</sup><https://www.terralibra.fr/nos-fournisseurs/cooperatives-zapatistes/>

<https://bioconsomacteurs.org/articles/les-bio-consomacteurs/le-cafe-zapatiste/>

---

## A69 : les dernières « écureuils » expulsées, la zad n'est plus



Il n'y a plus d'« écureuils » dans les arbres. Le 7 octobre, la gendarmerie a expulsé les derniers opposants de la zad du Verger, l'ultime bastion de résistance sur le chantier de l'A69. Quinze militants ont été interpellés.

Verfeil (Haute-Garonne)

« *Lâchez-moi, lâchez-moi !* » Accrochée à la branche de son noyer, Lisa employait ses dernières forces, lundi 7 octobre au matin, pour résister aux forces de police qui tentaient de la déloger de son arbre. Repoussés à une centaine de mètres, plusieurs photographes mitraillaient la scène avec leurs imposants objec-

tifs. Perchée dans sa cabane depuis trois semaines pour empêcher les travaux de l'autoroute A69, comme quatre autres de ses camarades surnommées les « *écureuils* », Lisa était désormais agrippée par le lieutenant-colonel Llosa et un membre du PSIG, à plusieurs mètres du sol. Les deux hommes, non sécurisés, négociaient avec Lisa, toujours harnachée dans son baudrier.

L'opposante à l'A69 a fini par descendre, acculée par la gendarmerie – elle-même bien aidée par les ouvriers du concessionnaire NGE-Atosca. Depuis vendredi 4 octobre, ces derniers construisaient, avec leurs pelleteuses, bulldozers et camions bennes, une énorme butte en terre pour arriver au niveau des cabanes, perchées à une dizaine de mètres du sol.



Les engins du concessionnaire vont pouvoir terrasser ce terrain, qui abritait il y a peu une centaine d'arbres, un riche écosystème et une maison où logeait une famille. © Antoine Berlioz / Reporterre

Lundi 7 octobre, ce monticule arrivait quasiment au niveau des *écureuils*, permettant l'intervention des gendarmes. Sur une vidéo consultée par *Reporterre*, alors que les camions bennes déversent de la terre au pied des arbres, un *écureuil* interpelle les ouvriers : « *Vous allez nous enterrer là !* », et l'un d'eux répond d'un ton cynique sous son casque de chantier : « *C'est le but.* »



La gendarmerie et NGE ont monté de la terre au pied des arbres pour demander aux activistes de descendre volontairement ou pour les interpeller. © Antoine Berlioz / Reporterre

Le soir même, les deux derniers noyers qui empêchaient la poursuite du chantier de l'autoroute A69 étaient vidés de leurs occupants, le tronçonneuse recouvert d'une imposante butte de terre. Ils seront abattus dans les prochains jours et les engins du concessionnaire pourront terrasser ce terrain, qui abritait il y a peu une centaine d'arbres, un riche écosystème et une maison où logeait une famille. Les autres opposants, qui étaient réunis depuis le 20 septembre en soutien sur un terrain attenant au « Verger », ont dû partir aussi. La zad du Verger n'est plus.

### **Des écureuils affaiblies par le manque de nourriture**

Près de la route départementale qui borde ce terrain à une vingtaine de kilomètres de Toulouse, le colonel Stéphane Dallongeville, qui dirigeait les opérations sur place, a précisé à *Reporterre* que « ces buttes de terre nous ont permis de faire descendre les écureuils, c'était une sécurité en plus ».

Un peu avant 18 heures, les cinq dernières écureuils étaient toutes descendues de leurs arbres, et deux d'entre elles étaient placées en garde à vue pour avoir refusé de donner leur identité. « On était extrêmement affaiblies », a raconté Lisa à *Reporterre* peu après sa descente. « Depuis vingt jours, on était à environ 900 kilocalories par jour, on se rationnait. » 2 100 calories sont recommandées en moyenne par jour pour les femmes. Maigre consolation : les boules de nourriture que les militants au sol arrivaient parfois à leur envoyer à l'aide de lassos (des bolas).



Les cinq dernières écureuils sont descendues. © Antoine Berlioz / Reporterre

Dans son dernier rapport, la Ligue des droits de l'Homme Midi-Pyrénées a vivement critiqué cette stratégie « d'attrition », puisque les forces de l'ordre limitaient très fortement le ravitaillement des écureuils en nourriture pour les obliger à descendre.



Un militant avec des bolas lors d'un ravitaillement organisé le mercredi 2 octobre. © Antoine Berlioz / Reporterre

Lisa et ses quatre camarades ont dû également faire face aux nombreuses interventions de la Cnamo, cette cellule de la gendarmerie spécialisée dans les opérations périlleuses, qui a échoué, malgré l'appui d'une nacelle, à faire descendre les écureuils. « *Ce qui nous a fait tenir, c'est le soutien au sol* », confiait Lisa, visiblement exténuée par ces trois semaines de siège policier.

Lundi 7 octobre, un peu avant 8 heures, une ordonnance délivrée par le tribunal administratif de Toulouse, à la demande du préfet de Haute-Garonne, a permis aux gendarmes d'expulser tous les opposants au sol. Treize d'entre eux ont été placés en garde à vue à la suite de cette opération. « *L'expulsion sollicitée présente un caractère d'urgence et d'utilité et ne se heurte à aucune contestation sérieuse* », affirme le tribunal administratif dans sa décision.

Assommée par la fatigue mais heureuse d'avoir tenté de sauver ces derniers arbres, Lisa ne savait pas encore comment allait s'articuler la lutte contre l'A69 désormais. « *On est enthousiastes pour la suite* », disait un opposant à l'autoroute. « *Il y a de nombreux procès à venir, et il y a plein de nouvelles choses à imaginer pour contrer ce projet.* »



« Tirer à vue » : des pro-A69 appellent au meurtre sur les réseaux sociaux

Justin CARRETTE et Antoine BERLIOZ (photographies)  
8 octobre 2024 (Reporterre)

# LGV Bordeaux-Toulouse/Dax : nouvelles actions sur les entreprises et bilan d'un week-end de mobilisation qui redonne foi aux habitant.e.s dans la lutte contre le projet

*Ce weekend, l'opposition aux Lignes à Grande Vitesse du Sud-Ouest – projet vieux de 30 ans – a pris un nouveau tournant. Au delà de ce qui transparait dans les médias, les 1 500 participant.e.s de Freinage d'Urgence ont su faire rayonner les multiples colorations de la coordination LGV NON MERCI au-delà des forêts de Lerm-et-Musset.*

Après les constructions de vigie, balades naturalistes ou l'irruption festive dans la gare de Bordeaux d'hier après-midi, le grand jeu contre la LGV s'est poursuivi en équipe pendant la nuit dans toute la région. Diverses entreprises liées au projet - bureau d'études, aménageurs, expropriateurs ont été ciblées par des tags, banderoles, vidages d'extincteurs remplis de peinture et autres petits désarmement facétieux. C'est le cas d'Artelia, Lafarge, Ineo, Iris conseil, Segat ou encore du projet Euratlantique... dans le même temps des messages d'amour pailletés ont été posés sur les petites gares des lignes du quotidien menacées par les LGV.

Ce dimanche matin, l'assemblée sur l'histoire et l'actualité de la lutte Anti-LGV a rassemblé sous un chapiteau plein à craquer des personnes de tous âges, collectifs engagés depuis longtemps dans la lutte ou nouveaux qui la rejoignent désormais. Après un retour sur les différentes actions menées ponctué de tonnerres d'applaudissements, les prises de paroles successives des différents collectifs anti-LGV implantés tout au long du tracé entre le pays basque, Bordeaux et Toulouse ont montré toute la richesse de la composition du mouvement. Elles ont dénoncé ensemble le coût social, financier et écologique aberrant d'un projet qui a reçu plus de 90% d'avis défavorables lors de l'enquête publique. En référence à ses attaques sur les organisateurs de la mobilisation (1), Victor Pachon, porte-parole du collectif basque CADE, a déclaré que Rousset, président de la région Nouvelle-Aquitaine était incapable d' « écouter et d'entendre » les habitant.e.s du territoire. Mais, à l'instar de la lutte voisine contre l'A69 ou de celle cousine et massive contre la LGV Lyon Turin, la résistance prend aujourd'hui un écho national.



La coalition LGV NON MERCI a aussi partagé un mot de bienveillance à l'égard de toute la population de Lerm-et-Musset majoritairement opposée au projet, qui s'est retrouvée du jour au lendemain peuplée de



forces de l'ordre. Et ce pour une manifestation non interdite sur cette commune (elle était interdite sur les communes autour de Bordeaux seulement) avec un campement situé sur une propriété privée et appelé de ses vœux par le propriétaire. Cet élu et responsable associatif dit préférer avoir « des manifestants pendant trois jours dans [son] jardin, qu'une LGV pour la vie ». Il a pu préciser dans les médias que les militant.e.s étaient « efficaces, vaillant.e.s et astucieux.se.s » face au méga-projet d'État qu'il a passé une partie de sa vie à contrer lui-même sans pour autant devenir fataliste.



Plutôt que de parler des raisons de la lutte et de la multiplicité des actions menées certains médias et politiciens ont choisi de focaliser toute leur attention sur une voiture de gendarmerie piteusement enlisée dans le sable. Ce véhicule abandonné par ses propriétaires non loin de la construction de la vigie anti-lgv s'est en effet vu vidé de son contenu par des manifestant.e.s. Ceux-ci n'avaient apparemment pas apprécié le réveil nocturne de tout le campement à 4h du matin la veille pendant 40 minutes par un hélicoptère avec lumières stroboscopiques et sirènes hurlantes, ni le racket devenu systématique par la police d'une somme absurde d'objets personnels dans les voitures s'approchant des manifestations. Afin de se faire une idée plus consistante de la mobilisation Anti-LGV, nous proposons ici un premier bilan du grand jeu menée ce week-end et des diverses manières de s'y rapporter.

Toutes ces actions sont revendiquées sur une carte de Freinage d'Urgence permettant de situer le week-end et de montrer son étendue sur trois jours, montrant que le mouvement porte un écho bien au-delà des territoires concernés par l'emprise du projet : [https://umap.openstreetmap.fr/en/map/fu\\_1125482](https://umap.openstreetmap.fr/en/map/fu_1125482)

Une vidéo VU proposant un retour sur les différents moments forts de la mobilisation et les réactions qu'elles auront suscitées sera aussi diffusée ce soir sur les réseaux sociaux de LGV Non Merci et des Soulèvements de la Terre.

Le pari de Freinage d'Urgence était de donner plus d'autonomie et de faire confiance à la créativité des personnes qui se mobilisent dans l'espoir de trouver de nouvelles manières d'avoir prise sur ce méga-projet d'État.

La réussite de ce week-end tient à la manière dont les participant.e.s ont su se saisir du Grand Jeu. Les actions menées par les militant.e.s ont de quoi redonner de la joie. Elles montrent qu'il est possible d'avoir une prise et de cibler partout les acteurs du projet avant même que leurs chantiers ne dévastent le territoire :

- Dans Bordeaux, un convoi vélo a remis la mobilité douce au centre du débat tout en visitant trois acteurs majeurs de ce projet imposé : SYSTRA, leader mondial des infrastructures et porteurs d'autres méga-projets de LGV dans le monde ; SEGAT, cabinet en charge des expropriations et de la « négociation foncière » ; et bien sûr l'Hôtel de Région qui porte ce projet par la voix de Alain Rousset – dont la politique hors sol se cantonne au « toujours plus » et toujours plus d'incohérence ;
- Le surgissement d'une fête dans la gare Saint-Jean en plein coeur de la métropole de Bordeaux a permis de contrer la communication indécente des promoteurs de la LGV pour qui le seul objectif des habitant.e.s de la région usage.r.es du train serait de rejoindre Paris à vive allure ;

- Des actions « redorer les gares » du quotidien ont également été portées par de multiples équipes pour laisser des messages positifs redonnant du sens à l'idée de liaison des territoires ;
- Trois cortèges en forêt ont permis de construire les bases défensives d'un territoire jusque là à la merci des grands groupes. La construction d'une vigie, la découverte de la Vallée du Ciron et la visibilité dystopique des ouvrages d'art pharaoniques prévus dans le cadre du projet des LGV donne tout son sens au rassemblement de ce weekend : « ce qui attache des êtres à un territoire, c'est l'usage qu'ils en font. Alors que nous avons marché longuement à travers les ravages d'une sylviculture intensive, mais aussi dans des chaleureuses forêts, traversées de cours d'eau, qui n'ont sûrement pas postulé à leur idéal de progrès. Ainsi pour nous attacher à ce territoire, et se promettre d'y revenir pour le défendre, nous avons acheminé ensemble les éléments d'une charpente de 7m de haut et déployé depuis son sommet une banderole en solidarité avec le mouvement NO TAV et les espèces vivants près du Ciron. » ;
- Des actions ciblées (peinture, banderoles, désarmements...) ont permis de dénoncer d'autres parties prenantes du projet parfois plus invisibles mais tout autant mouillées dans ce projet :



- LAFARGE, déjà ciblé par une action conjointe des collectifs membre de LGV NON MERCI en décembre dernier, est le numéro un du béton en France. Ce grand groupe profiterait du projet de LGV en ce qu'il permettrait l'approvisionnement de millions de m<sup>3</sup> de béton nécessaires aux plus de 400 ouvrages d'art (viaducs et tunnels) en projet, sans compter les infiltrations dans les nappes phréatiques prévues pour les fondations de ces ouvrages ;
- ARTELIA, qui participe aux études hydrauliques du projet des LGV Sud-Ouest affectant l'ensemble des bassins versants de la Région;
- INEO (EQUANS) et IRIS CONSEIL, qui ont fait partie des partenaires majeurs de VINCI pour la réalisation de la LGV Bordeaux – Tours ;
- SEGAT, qui permet quotidiennement l'expropriation de centaines de personnes tout au long du tracé des LGV en projet sous couvert d'une « utilité publique » décrétée malgré les résultats à 94% défavorables de l'enquête publique ;
- EURATLANTIQUE, le gigantesque projet d'aménagement consécutif à l'arrivée de la LGV Bordeaux-Paris a conduit à la gentrification des quartiers autour de la gare et poursuit aujourd'hui encore la logique de marchandisation et d'intensification du contrôle des flux en métropole.



Des Banderoles et autres slogans peints au dessus des ponts ont émergé de plusieurs tentatives improvisées pour déjouer le dispositif policier et montrer notre refus de se faire taire. Dans une quinzaine de communes du Sud-Ouest et d'ailleurs, sur le chemin retour des manifestant.e.s, des panneaux ont été posés pour faire résonner ce méga-projet au-delà de la Vallée du Ciron, dans l'esprit du mot d'ordre du collectif local : « LGV Ni Ici, Ni Ailleurs ».

#### LES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE

(1) [https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/lgv-sud-ouest-je-ne-suis-pas-sur-que-les-soulevements-de-la-terre-ecoutent-et-entendent-declare-alain-rousset-president-de-la-region-nouvelle-aquitaine\\_6834011.html](https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/lgv-sud-ouest-je-ne-suis-pas-sur-que-les-soulevements-de-la-terre-ecoutent-et-entendent-declare-alain-rousset-president-de-la-region-nouvelle-aquitaine_6834011.html)

# Levons les voiles - Sur le port de Concarneau, une vague antifasciste contre Bolloré

*Appel à construire un réseau de résistance, à rejoindre les prochaines manifestations et initiatives partout sur le territoire, à faire barrage et à désarmer l'extrême-droite.*

Plus de 100 bateaux étaient prêts à prendre la mer pour rejoindre l'île du Loch et lever les voiles sur les liaisons dangereuses entre la Bollosphère et l'ultra-droite la plus violente. Mais devant une mer levée et des rafales à 30 nœuds, c'est le port de Concarneau qui a accueilli les prises de paroles et une kermesse originale... Voici le communiqué de presse du collectif Lever les voiles.



L'appel lancé par le collectif Lever les voiles a été une réussite : avec plus d'une centaine de bateaux inscrits pour un rassemblement en mer et un rassemblement à terre, la mobilisation avait pour but de lever les voiles sur les liaisons dangereuses entre la Bollosphère et l'ultra-droite la plus violente. Par ailleurs, il semble que De Cacqueray, militant néo-nazi, ait déserté l'île du Loc'h (d'après le Télégramme).



Les conditions météo en ont décidé autrement : mer levée et rafales à 30 nœuds, nous avons préféré rejoindre l'abri le plus proche, le port de Concarneau, où se tenait un rassemblement de soutien à terre. Des centaines de personnes ont répondu à l'appel et rejoint la place Jean Jaurès pour participer à une kermesse carnavalesque, où grondait un vent de colère, lançant ainsi la campagne contre la Bollosphère.

Alors que les prises de parole se succédaient, coup de Tonnerre sur l'Hemeric : les sonneurs ont fait vibrer leurs bombardes et le vieux chalutier (véritable lien entre les ports de la Rochelle et de Concarneau), s'est soudain paré de ses plus beaux pavots dans la lumière rouge des feux à main. De la poupe à la proue, un message géant fit alors son apparition :

« Île Bolloré, néo-nazis protégés ». Et un second nous donnant rendez-vous pour une très grande armada au printemps prochain.

La foule a ensuite convergé sur les quais, pour un carnaval endiablé aux sons de la batucada locale avant d'accueillir les flibustier.es par une haie d'honneur. Ce coup d'éclat s'est fait au nez et à la barbe de la police qui filtrait pourtant la ville close avec attention.



Puis la kermesse antifasciste a continué son long cours, se terminant par une parade dans la ville sardinière. Cette journée d'action en appelle d'autres, et marque le début de la campagne d'actions décentralisées contre l'Empire Bolloré appelée par les Soulèvements de la Terre.

Nous tenons à remercier tous les musicien.nes, bénévoles, militants et organisations qui ont apporté leur concours à la réussite de cette belle journée festive et déterminée, et leur donnons rendez-vous pour la très grande Armada Intergalactique contre la Bollosphère au printemps 2025 !



Premiers signataires de l'appel du collectif « Lever les voiles » pour une mobilisation à Terre et en Mer le 5 octobre :

STAF -CNT 29, Union syndicale Solidaires 29, Union Pirate 29, syndicat SUD Marine Marchande - Solidaires Transports, syndicat le Massicot Bretagne, VISA 29, ATTAC Quimper-Cornouaille, A bâbord toute, la France Insoumise 8ème Circonscription, Morbihan, Brest Insoumise, Jeunes Insoumis Brest, Insoumis Quimper, Lanester en commun, NPA 56, Parti de Gauche Bretagne, UDB 29, Fédération UDB Bretagne, Bascule Argoat, Association PARESSE, OzACTES, Association Ingalan, Alternatiba-Actes en Cornouaille, Gwened Antifa Crew, OM bretagne, XR Brest, 89, Union citoyenne pour la liberté, APPACHE éditions, Éditions La Digitale, Éditions Divergences, Décolonial Film Festival, librairie Divergences Quimperlé, Les amis du Manguier, FORCE5 Finistère, Stop croisières BZH, BLOOM, Collectif Yacht CO2 Tracker, Association Pleine mer, Vent debout, Avis de tempête, R2R, Assemblée populaire Auxerre, Soulèvements de la Terre national et les comités locaux de Kerne-Quimperlé, Irwazh, Fougères, Lille, 74, 89, Limoges, Loire, Nord Isère, Bassines Non Merci 29 et 79...

**Mais aussi les signatures de personnalités comme :**

Thomas Le Bon NFP – Concarneau Solidaire et Durable ; Pierre-Yves Cadelen, Député du Finistère ; Emma Foureau, Députée Européenne ; Corinne Lepage Cap 21 ; Murielle Castagnola – Attac France, Mehdi Derfoufi, enseignant-chercheur ; Laurent Grizel, écrivain...

Ainsi que plus d'un millier de citoyen•nes.

LES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE

# 6 luttes décoloniales emblématiques



« L'écologie décoloniale est un cri multiséculaire de justice et d'appel de monde », écrivait Malcom Ferdinand en 2019. L'écologie décoloniale s'inscrit en effet dans l'héritage de luttes mêlant l'impératif écologique à celui de justice pour les peuples colonisés et opprimés. Des manifestations pionnières pour la justice environnementale aux États-Unis au récent procès de Tran To Nga contre les fabricants de l'agent orange, retour en images sur six de ces combats emblématiques.

## Une lutte pionnière contre le racisme environnemental



Afton en Caroline du Nord

Période : 1982

Type : Décharge de déchets toxiques

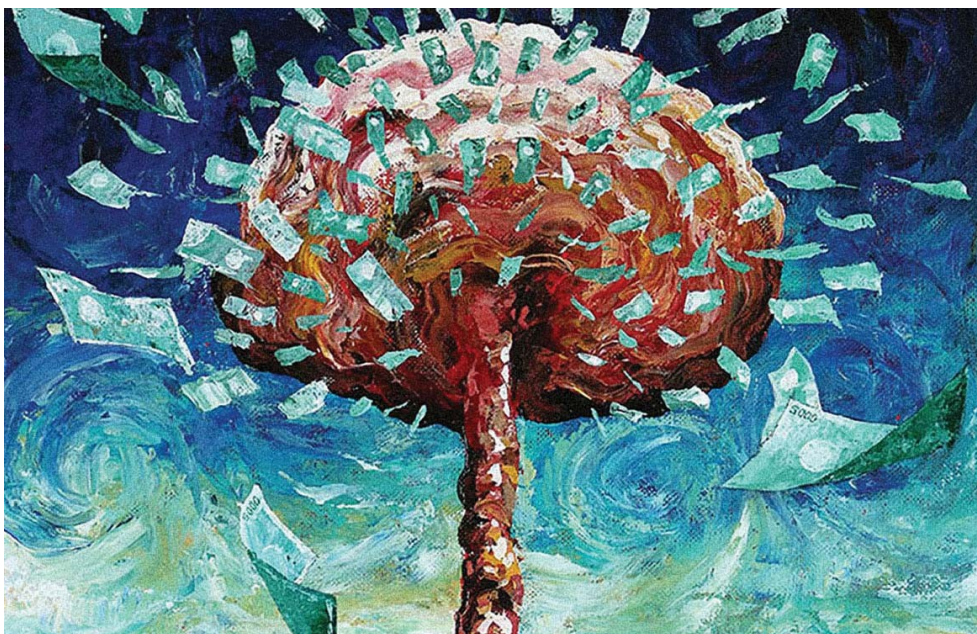
Population concernée : Minorités du comté de Warren

En 1982, une décharge de 60 000 tonnes de terres polluées aux pyralènes (PCB) prévoit d'être installée à Afton, dans le comté rural de Warren en Caroline du Nord, soit dans une localité peuplée à 84 % d'Afro-Américains, pour la plupart vivant sous le seuil de pauvreté. À l'arrivée des camions qui transportent les déchets toxiques, les manifestants s'allongent au milieu des routes pour bloquer leur passage. Car les PCB –

des huiles chimiques utilisées comme isolants dans les transformateurs électriques sous la marque d'Aroclor aux États-Unis – sont hautement toxiques pour l'organisme. Durant ces manifestations pacifiques, plus de 500 personnes sont arrêtées par la police, dont le révérend Benjamin Chavis, à la tête du mouvement. Malgré six semaines d'actions continues, les riverains perdent leur action en justice et les terres polluées seront finalement déversées sur le site. Dans les années 1980, le comté de Warren compte le pourcentage d'habitants noirs le plus élevé de Caroline du Nord. Après la mobilisation, le pasteur Benjamin Chavis lance une étude à l'échelle nationale qui confirme à sa publication la corrélation entre la localisation des déchets toxiques et la présence de minorités raciales aux États-Unis. Il sera le premier à parler de « racisme environnemental » en 1987. Ses conclusions aboutiront à l'introduction de réglementations fédérales, et à l'obligation de prendre en compte la justice environnementale au sein des activités de l'Environmental protection agency (EPA).

Si cette lutte n'a pas abouti à une victoire, elle marque la naissance du mouvement pour la « justice environnementale », qui s'inscrit dans la continuité des combats pour les droits civiques des personnes noires et des minorités aux États-Unis. Elle inspirera, par la suite, de nombreuses autres luttes dans le monde.

### **Au nom des victimes du colonialisme nucléaire**



Polynésie, Algérie  
Période : De 1960 à 1996  
Type : Essais nucléaires en territoires colonisés  
Population concernée : 400 000

Pendant près d'un demi-siècle, l'État français a maintenu que les tests effectués dans ses colonies pour développer la bombe nucléaire étaient « propres ». Des décennies de luttes locales ont permis de lever une partie du voile sur de vertigineux secrets d'État : les déchets nucléaires jetés dans l'océan Pacifique ou enterrés dans le désert saharien, les accidents passés sous silence, la contamination des populations et de l'environnement, le développement de maladies radio-induites et, au final, le fait que ces essais nucléaires ont tué. Les combats militants et judiciaires d'associations – notamment 193 et Moruroa e tatou en Polynésie – ont abouti à la déclassification des informations relatives aux essais nucléaires et à la loi Morin en 2010 qui ouvre la voie à une indemnisation des victimes. Depuis, seules 1 026 personnes ont obtenu réparation. Selon ICAN France (la campagne internationale pour abolir les armes nucléaires), le nombre de victimes s'élèverait à 400 000.

Les premières expérimentations nucléaires ont eu lieu entre 1960 et 1966 en Algérie. Après l'indépendance, elles se sont poursuivies en Polynésie jusqu'en 1996 avec 193 tests, dont 46 explosions atmosphériques correspondant à 800 fois la puissance du bombardement d'Hiroshima. De l'appropriation des terres à l'omerta organisée, ces essais nucléaires ont été imposés sur des territoires jugés comme secondaires. En Algérie colonisée comme sur l'archipel polynésien inscrite à l'ONU sur la liste des territoires à décoloniser, c'est un fait colonial.

Aujourd'hui, les militants poursuivent leur combat pour « la vérité » et la « justice » en intégrant cette perspective décoloniale à leur lutte. « *On ne peut pas guérir sans décoloniser les pensées*, explique Moruroa e



tatou devant la commission d'enquête parlementaire sur les essais nucléaires ouverte (et fermée) en 2024. *L'étape finale sera la guérison du peuple et de la Terre mère qui a été étripée, souillée et violée.»*

### **Agent orange : l'écocide passé sous silence**



Vietnam, Laos, Cambodge

Période : 1973-1976 à aujourd'hui

Type : Contamination intergénérationnelle

Population concernée : Entre 2,1 et 4,8 millions de Vietnamiens, sans compter les victimes au Laos et au Cambodge et les vétérans états-uniens

Durant l'opération Ranch Hand menée par l'armée états-unienne lors de la guerre du Vietnam de 1961 à 1971, près de 80 millions de litres de défoliants – dont le plus utilisé, l'agent orange – sont déversés sur la végétation de la partie sud du Vietnam, mais aussi au Laos et au Cambodge. L'objectif ? Détruire le couvert végétal pour débusquer les résistants vietnamiens et, par la même occasion, raser les cultures. Cette destruction massive des écosystèmes, considérée par la suite comme le premier écocide de l'Histoire, continue d'avoir des conséquences sur les populations.

Depuis les épandages, l'un des dérivés de l'agent orange, la dioxine, a contaminé les corps humains. Cette molécule tératogène (du grec *teras*, « monstre ») cause de nombreuses pathologies à la naissance. Malformations physiques, troubles de la cognition, cancers, diabète... La liste des maladies impliquées est longue. Selon une étude publiée dans la revue *Nature* en 2003, entre 2,1 et 4,8 millions de Vietnamiens ont été directement exposés à la dioxine.

Si les vétérans états-uniens ont reçu une compensation de 180 millions de dollars à se partager après avoir trouvé un accord avec les entreprises en 1984, ce n'est pas le cas des victimes vietnamiennes qui ont vu leur plainte rejetée en 2005. Un seul espoir persiste, avec le procès de la Franco-Vietnamienne Tran To Nga, journaliste pendant le conflit et en contact direct avec l'agent orange pendant la guerre. Le procès a débuté en 2014 à la cour d'Évry (Essonne) contre 26 multinationales états-uniennes qui ont produit l'agent orange – dont l'entreprise agrochimique Monsanto (rachetée depuis par le groupe allemand Bayer) et Dow Chemical. En 2021, la plainte de Tran To Nga est déboutée par le tribunal. Le 22 août 2024, la Cour d'appel de Paris a confirmé le caractère « irrecevable » de la plainte. Il reste donc une dernière étape pour Tran To Nga et ses avocats : la Cour de cassation.

### **Le combat des ogonis contre Shell**



Nigéria  
Période : 1956 à aujourd'hui  
Type : Appropriation des terres  
Population concernée : 200 000

D'un côté, il y a Shell, le puissant pétrolier britannique qui s'installe en 1956 sur le territoire ogoni dans le sud-est du Nigeria – l'une des plus grandes réserves pétrolières d'Afrique. De l'autre, un peuple de 200 000 âmes spolié de ses terres qui assiste, réduit à la misère, à l'un des plus grands désastres écologiques planétaires. Parmi eux, un militant et écrivain, Ken Saro-Wiwa est considéré comme le pionnier d'une écologie politique africaine et décoloniale. Sa pensée est notamment développée dans son livre *Genocide in Nigeria : the Ogoni Tragedy*, publié en 1992. Il est alors le leader du Mosop (Mouvement pour la survie du peuple ogoni) et dénonce « une recolonisation » du Nigeria<sup>2</sup> par les groupes pétroliers occidentaux, alliés du gouvernement fédéral, au détriment d'un peuple et de la nature.

Des mobilisations ogonies massives ont lieu en 1993 et trouvent un écho international. Elles seront réprimées dans le sang par le gouvernement nigérian. Au moins 3 000 Ogonis sont exécutés, dont l'écrivain Ken Saro-Wiwa, pendu en prison en 1995 malgré la mobilisation diplomatique pour le sauver, sous l'égide de Nelson Mandela. Ces événements conduiront Shell à suspendre ses activités en territoire ogoni en 1993. Depuis, la compagnie a été condamnée au Nigeria et aux Pays-Bas pour ses activités destructrices. Une jurisprudence de référence pour les victimes africaines de crimes environnementaux.

L'or noir ogoni aurait rapporté aux exploitants étrangers des revenus estimés à plus de 100 milliards de dollars, selon les informations de la radio RFI en 2015. Il a aussi enrichi l'élite au pouvoir qui assurait la sécurité des compagnies pétrolières. Les Ogonis, eux, n'ont jamais vu la couleur des pétrodollars mais ont subi des marées noires successives et une pollution pétrolière extrême, selon les constats de l'ONU. Un programme de dépollution a été lancé en 2016, financé à 90 % par des groupes pétroliers mais sa réalisation reste défailante et la dette pétrolière, loin d'être soldée. Les Ogonis vivent aujourd'hui dans la misère totale et un environnement hautement toxique, sans routes, sans écoles, sans hôpitaux, sans pouvoir pêcher, cultiver, respirer de l'air pur ni boire de l'eau potable.

## Convergence des luttes autochtones et environnementales



Amazonie

Période : 1984 à aujourd'hui

Type : Déforestation massive

Population concernée : 3 à 4 millions de personnes au sein des peuples autochtones

« *Le jour où les peuples autochtones disparaîtront, l'Amazonie disparaîtra également*, déclare en 2020 au média en ligne *Mongabay* Gregorio Díaz Mirabal, l'ex-coordonateur général du Congrès des organisations indigènes du bassin amazonien (COICA). Si *l'Amazonie meurt, l'humanité mourra avec elle*. » Son organisation représente trois à quatre millions de personnes en Amérique du Sud et se bat depuis 40 ans pour l'autodétermination des peuples amazoniens sur des territoires légalement délimités. L'objectif est triple : protéger les droits autochtones, la forêt amazonienne et par là, l'humanité globale en préservant un territoire régulateur du climat et réservoir de biodiversité sans lequel elle ne peut pas survivre.

Ces revendications ont abouti au lancement, à partir des années 1990, d'un travail de démarcation des terres autochtones en Amazonie, soutenu depuis 2021 par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Cette délimitation, bloquée pendant le mandat de l'ex-président Jair Bolsonaro, n'est pas encore achevée et reste peu respectée par ceux qui convoitent les richesses amazoniennes.

Plus globalement, la COICA a joué un rôle majeur au niveau mondial pour la reconnaissance de la convergence des luttes autochtones et environnementales. Depuis ses origines, elle s'oppose aux activités extractives, la construction de barrages, l'agriculture intensive ou la déforestation massive qui détruisent la plus grande forêt tropicale du monde en même temps que ses habitants. Une lutte qui s'est heurtée et se heurte encore aux industriels, aux gouvernements locaux, mais aussi aux stratégies de conservation favorables à la mise en place d'aires protégées, parfois au détriment des peuples autochtones.

La COICA soutient au contraire que la présence et les savoirs autochtones sont nécessaires à la connaissance, la conservation et la restauration des écosystèmes amazoniens. Ce qui est étayé par la science. Des travaux publiés en 2021 dans la revue *Ecology&Society* montrent par exemple que la conservation sous contrôle des peuples autochtones est près de trois fois plus protectrice pour les humains comme la nature que celle placée sous le contrôle d'États, d'ONG ou d'entreprises privées.

## Les Baka face au « colonialisme vert »



Bassin du Congo  
Période : 1935 à aujourd'hui  
Type : Conservation forteresse  
Population concernée : 40 000

En 1935, le parc national d'Odzala-Kokoua, situé au nord-ouest de la République du Congo, a été créé par l'administration coloniale française, alors que le Congo était encore une colonie. D'une centaine de milliers d'hectares à l'époque, il s'étend aujourd'hui sur près d'un million d'hectares dans les forêts du Bassin du Congo. Pour répondre à la vision des conservationnistes, désireux de créer une nature vierge dénuée de présence humaine, les peuples autochtones sont expulsés des zones nouvellement délimitées sous protection, avec le soutien financier d'organisations comme le WWF ou encore de l'Union européenne.

C'est le cas du peuple baka qui vit traditionnellement de chasse, de pêche et de cueillette et regroupe environ 40 000 personnes réparties sur plusieurs pays d'Afrique dans le Bassin du Congo. Depuis 2010, la gestion du parc est confiée à l'organisation African Parks, dont les gardes armés sont accusés de nombreux cas de violence envers les locaux qui franchissent les frontières des aires protégées. Les Baka – qui, pour la plupart, n'ont pas été consultés pour la création de ces aires protégées – chassent pour nourrir leur famille. « *Alors que les Baka vivent désormais dans des villages au bord des axes routiers, des concessions forestières et minières sont tolérées dans le parc et ses alentours. Et des lodges de luxe, situées en plein cœur du parc, accueillent des touristes fortunés chaque année* », déplore Paul Renaut, chargé de campagnes pour Survival International, une ONG qui lutte pour défendre les droits des Baka à leurs côtés et faire pression sur les organismes de conservation.

Un exemple typique de « colonialisme vert », théorisé par l'historien Guillaume Blanc, « *d'un peuple qui passe de l'autosuffisance à la misère au nom de la protection de la nature* », poursuit Paul Renaut. Car « *forcés de s'intégrer à notre société capitaliste, privés des ressources de la forêt et de leurs terres, qui constituent la base de leur identité et de leur mode de vie, ils doivent désormais travailler pour d'autres communautés et se retrouvent la plupart du temps en situation d'exploitation* ».

Floriane LOUISON , publié le 20 novembre 2024 (Socialter)  
Floriane Louison est journaliste indépendante. Elle travaille notamment sur le climat chez Médiapart.

# 7 figures de l'écologie décoloniale



Illustration : Melek Zertal

De l'Afrique à l'Amérique latine en passant par l'Asie et les quartiers populaires d'Île-de-France, l'écologie décoloniale s'affirme comme un mouvement intersectionnel et international traversé par de multiples influences. Socialter a sélectionné sept figures emblématiques – pionnières et actuelles – qui entendent réparer la fracture tenace qui sépare les luttes environnementales des luttes décoloniales et continuent, aujourd'hui, de façonner ce courant de pensée.

## Le visionnaire : Sony Labou Tansi (1947-1995)



Écrivain congolais remarqué dès son premier roman, *La Vie et demie* (Seuil, 1979), Sony Labou Tansi laisse derrière lui une critique acérée de l'imaginaire du développement. Dans *Encre, sueur, salive et sang* qui regroupe des discours et des écrits compris entre 1973 et 1995, le romancier, également auteur de théâtre et de poésie, met en garde contre les dérives d'un scientisme excessif et critique une vision utilitariste de la nature au nom du progrès : « *La science n'est ni universelle, ni neutre, ni synonyme de la vérité absolue. Tous ces vêtements lui ont été donnés pour qu'elle participe au grand projet colonial énoncé par Descartes : "dominer la nature et les natures par le biais de la connaissance".* »

Pour l'auteur de *La Parenthèse de sang* (Hatier, 1981), l'un des tournants historiques de l'exploitation massive de la nature serait l'entreprise coloniale. Pour caractériser la violence qui émerge d'une vision impérialiste, il crée le néologisme « cosmocide », qu'il emploie à plusieurs reprises pour prophétiser le chaos du monde à venir. Guerres, crise des matières premières, risque nucléaire, catastrophe écologique... « *Nous sommes les enfants du Cosmocide* », écrit-il dans les notes de *Conscience de tracteur* (1973). Tout au long de son œuvre, Sony Labou Tansi invite également à recréer des liens intimes avec le cosmos. En 1989, il écrit : « *Nous sommes arrivés au siècle où tout ce qui est fondamental à la survie de l'humanité doit être envisagé à l'échelle de la planète, dans la liberté et la solidarité, devant la conscience.* »

**Un concept :** Le « cosmocide »

**Un livre :** *Encre, sueur, salive et sang* (Seuil, 2015)

### **Le révolutionnaire : Thomas Sankara (1949-1987)**



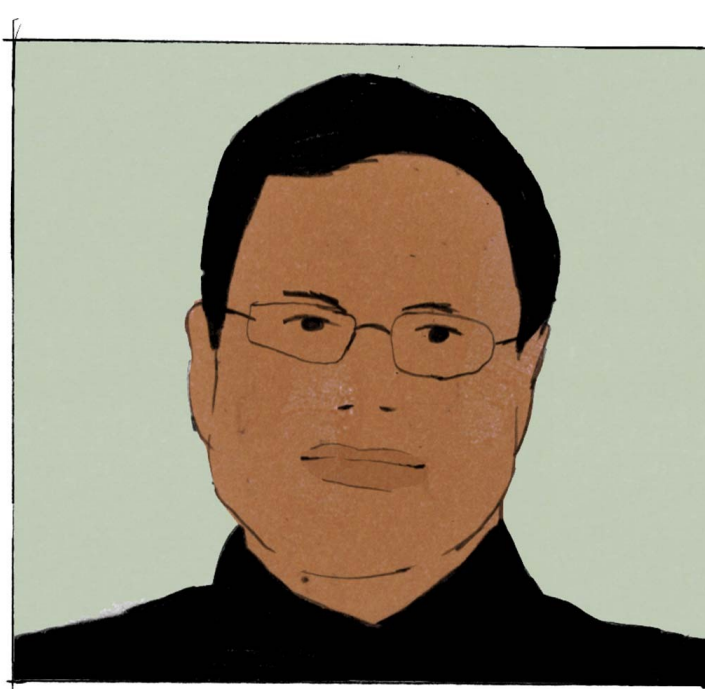
En 1986, Thomas Sankara, arrivé au pouvoir en Haute-Volta trois ans plus tôt – pays qu'il renomme le Burkina Faso, « le pays des hommes intègres » – dénonce « *le pillage colonial* » qui a décimé les forêts « *sans la moindre pensée réparatrice pour nos lendemains* », lors d'une conférence à Paris. Dès son arrivée au pouvoir, dans un projet de reforestation massive, il conditionne l'arrivée sur le territoire et les aides sociales à la plantation d'arbres et encourage les habitants à ponctuer chaque célébration par ce geste. Thomas Sankara propose également « *qu'au moins un pour cent des sommes colossales sacrifiées dans la recherche de la cohabitation avec les autres astres servent à financer de façon compensatoire, des projets de lutte pour sauver l'arbre et la vie* ».

Il crée l'un des premiers ministères de l'environnement d'Afrique et mène, dès son arrivée au pouvoir, une réforme agraire pour accroître la souveraineté alimentaire du Burkina Faso où il redistribue des terres aux paysans et plante près de dix millions d'arbres en quinze mois, jusqu'à son assassinat en 1987 à Ouagadougou. Blandine Sankara, sa petite sœur, avait 16 ans lors de la révolution burkinabé. Depuis, elle poursuit son combat pour la souveraineté alimentaire de son pays : en 2012, elle lance Yelemani – qui signifie « changement » en langue dioula –, une ferme agroécologique près de Ouagadougou. Elle y cultive des fruits et des légumes bio en utilisant des techniques traditionnelles et ambitionne de créer et pérenniser un marché intérieur.

**Un mouvement :** Le panafricanisme

**Une citation** « *Cette lutte pour l'arbre et la forêt est surtout une lutte anti-impérialiste. Car l'impérialisme est le pyromane de nos forêts et de nos savanes.* » (5 février 1986)

## L'humaniste décentré : Dipesh Chakrabarty (1948-)



Colonisation, modernité, climat, anthropocène : l'historien indien Dipesh Chakrabarty, professeur à l'Université de Chicago, a proposé de repenser ces concepts en dehors du cadre intellectuel occidental et euro-centré. Chakrabarty est né en 1948, au lendemain de l'indépendance indienne, à Calcutta, ex-joyau de l'Empire colonial britannique. Maoïste dès 1960 – on parle alors en Inde du mouvement naxalite, séduisant de nombreux étudiants issus de la bourgeoisie – il se forme auprès de l'intellectuel marxiste Ranajit Guha (1923-2023).

Ce dernier rassemble un collectif de jeunes historiens, le groupe des Subaltern studies. Ce courant historiographique a pour ambition de replacer dans un contexte historique les individus issus des marges de la société et de redonner une place à leur subjectivité politique, notamment à travers une relecture des sources et archives. Dipesh Chakrabarty en devient l'un des chefs de file et son ouvrage *Provincialiser l'Europe. Pensée postcoloniale et différence historique* (Amsterdam, 2009), une référence. Conscient de la nécessité de penser autrement l'urgence climatique, il s'intéresse au rapport entre histoire planétaire et histoire humaine. *Après le changement climatique, penser l'histoire* (Gallimard, 2023) marque son public mais pâtit d'un regard trop surplombant<sup>2</sup> – critique faite par ailleurs à d'autres penseurs de la subalternité.

Il permet cependant de placer Chakrabarty parmi les grands théoriciens post-coloniaux de son temps. Son dernier livre, *Une planète, plusieurs mondes* (CNRS éditions, 2024) questionne la place de l'humain, et les échelles spatio-temporelles des différentes « planétarités » qui composent notre système Terre.

**Un concept :** Subalternité

**Un livre :** *Provincialiser l'Europe. La pensée postcoloniale et la différence historique* (Éditions Amsterdam, 2009 - publication originale en 2000)

## L'intersectionnelle : Françoise Vergès (1952-)

Elle est de tous les rassemblements, de la place de la République aux territoires d'Outre-mer ; reconnaissable à son turban coloré, sa démarche calme et son regard bienveillant. La politologue et militante féministe Françoise Vergès est née en 1952 à Paris et a été bercée dès l'enfance par les luttes sociales et politiques menées par ses parents. C'est son adolescence passée sur l'île de La Réunion, territoire marqué par les héritages de la colonisation, qui va forger son engagement. L'année de sa terminale, ses parents l'autorisent à quitter l'île pour passer son baccalauréat en Algérie. Ses amitiés avec des enfants d'indépendantistes et d'artistes algériens la politisent davantage sur la notion de décolonisation.

Après le lycée, Françoise Vergès est de toutes les luttes, marquant déjà son intersectionnalité. Elle s'engage dans le comité Palestine, le mouvement contre l'installation d'un camp militaire au Larzac, le Groupe d'information sur les prisons ou encore le Mouvement des femmes.



S'en suivront des essais qui font date, parmi lesquels *Le Ventre des femmes* (Albin Michel, 2017) et *Un Féminisme décolonial* (La Fabrique, 2019), où elle déploie une argumentation étayée sur la manière dont les femmes et les populations colonisées subissent disproportionnellement les conséquences des crises environnementales. Ancienne présidente du Comité pour la mémoire de l'esclavage et présidente du collectif Décoloniser les arts, elle incarne la synthèse entre écologie et décolonialité. Sans jamais omettre l'importance de la mémoire et de la justice sociale dans la construction d'un avenir durable.

**Un concept :** Le féminisme décolonial

**Un livre :** *Le Ventre des femmes. Capitalisme, racialisation, féminisme* (Albin Michel, 2017)

### **L'anthropologue pluriversel : Arturo Escobar (1952-)**



Figure incontournable de la pensée décoloniale latino-américaine, l'anthropologue colombien Arturo Escobar est un universitaire activiste aussi atypique que prolifique. Il se fait d'abord connaître pour sa critique radicale des politiques de « développement » d'après-guerre. Dans son livre *Encountering Development: the Making and Unmaking of the Third World* (1994, non traduit), il dénonce la poursuite d'une vision im-



périaliste qui place les sociétés asiatiques, africaines et latino-américaines dans une position « inventée » de « sous-développement ». Un moyen pour les pays industrialisés d'imposer leur régime moderniste et capitaliste qui en réalité génère plus d'inégalités, de pauvreté et de destruction des écosystèmes.

À la fin des années 1990, il cofonde le programme Modernité / Colonialité / Décolonialité (MCD) avec d'autres intellectuels, dont Aníbal Quijano, Walter Dignolo ou encore Catherine Walsh, pour s'extraire de l'eurocentrisme et repenser l'Amérique latine depuis ses propres territoires. Escobar se distingue notamment par son travail d'articulation entre décolonialité et écologie politique. À partir de ses enquêtes sur les mouvements de résistance des peuples afro-colombiens, il montre le lien indissociable entre la défense des territoires et de la vie terrestre. Ses ouvrages *Sentir-penser avec la Terre* (Seuil, 2018) ou *Un autre possible est possible* (Zulma, 2024) montrent comment ces luttes produisent des savoirs et des modes de vie politiques pouvant faire advenir d'autres manières d'habiter la Terre. Et, contre une vision unique du monde, son appel à faire vivre une multiplicité de mondes entrelacés : le plurivers.

**Un concept** : Le post-développement

**Un livre** : *Sentir-penser avec la Terre. Une écologie au-delà de l'Occident* (Seuil, 2018)

### L'écologiste pirate : Fatima Ouassak (1976-)



En 1976, le gouvernement espagnol met fin à sa présence coloniale dans le Sahara. La même année, la fervente défenseuse de l'écologie décoloniale Fatima Ouassak arrive au monde dans la région montagneuse du Rif au Maroc. Politologue de formation, la militante antiraciste se définit avant tout par un projet politique écologiste qui s'ancre dans les quartiers populaires, où elle réside, et dans lesquels, de Bagnolet à Saint-Denis, règne encore à ses yeux un « système colonial-capitaliste ». Elle exemplifie notamment cette notion par les dégradations environnementales observées aussi bien dans les anciennes colonies que dans les quartiers populaires des métropoles. Selon elle, les logiques d'exploitation et de domination qui ont ravagé les territoires colonisés sont encore à l'œuvre dans les banlieues, contribuant entre autres à la précarisation environnementale de ces espaces urbains.

Elle critique régulièrement l'incapacité du mouvement climat en France à s'extraire d'une vision coloniale des quartiers populaires et émet l'hypothèse d'un « désancrage » des habitants vis-à-vis de leur environnement. Un phénomène qu'elle attribue non seulement à l'expérience de l'immigration, mais surtout aux politiques coloniales qui continuent de les affecter au quotidien. Pour y mettre fin, elle convoque en partie de nouveaux imaginaires, comme la figure symbolique du pirate, qui incarne l'aspiration à la liberté dans les quartiers. Son ouvrage *Pour une écologie pirate. Et nous serons libres* offre un résumé clair de la déconstruction des pouvoirs coloniaux dans l'écologie et la manière dont l'on pourrait élargir le front social écologiste français.

**Un concept** : Le système « colonial-capitaliste »

**Un livre** : *Pour une écologie pirate. Et nous serons libres* (La Découverte, 2023)

## Le penseur de la fracture : Malcom Ferdinand (1985-)



Originaire de la Martinique, Malcom Ferdinand publie en 2019 *Une écologie décoloniale* (Seuil), un essai remarqué, récompensé par le Prix du livre de la Fondation de l'écologie politique la même année, dans lequel il propose une relecture conceptuelle de l'écologie décoloniale. Docteur en philosophie politique et chercheur au CNRS, Malcom Ferdinand part du constat « *d'une double fracture coloniale et environnementale de la modernité qui sépare l'histoire coloniale et l'histoire environnementale du monde* ». Une fracture constatée sur le terrain des luttes, puisque les mouvements écologistes et antiracistes œuvrent historiquement à part.

Pour le chercheur, la cause de cette fracture découle de l'ontologie naturaliste propre à l'Occident, de laquelle résulte un « *environnementalisme* » qui ne prendrait pas en compte les injustices sociales, de genre, ou raciales. En s'inspirant de multiples mouvements, des Assaupamar en Martinique, du Mouvement paysan Papaye en Haïti ou encore de la figure des luttes d'écologie décoloniale Francia Marquez, il propose de s'appuyer sur les savoirs des Caraïbes, en partant du point de vue des populations historiquement dominées. En 2020, il cofonde l'Observatoire Terre-Monde, un centre de recherche pluridisciplinaire spécialisé dans l'étude des écologies politiques des Outre-mer français et des régions proches ainsi que la revue *Plurivers*. Son dernier ouvrage sur la pollution de la Martinique et de la Guadeloupe au chlordécone, *S'aimer la Terre. Défaire l'habiter colonial* vient de paraître aux éditions du Seuil.

**Un concept** : La double fracture de la modernité

**Un livre** : *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen* (Seuil, 2019)

Clea CHAKRAVERTY , publié le 05 novembre 2024 (Socialter)  
Clea Chakraverty est journaliste et rédactrice en chef adjointe du magazine Socialter.

# Jean-Dominique Michel entre la crise sanitaire d'hier et sa vision de demain



Parler de Jean-Dominique Michel c'est déjà assez agréable, alors imaginez le plaisir quand il s'agit de converser avec lui. Il a rédigé son second livre dédié à la crise de la Covid de manière plus complexe car le temps du descriptif est terminé, il place ici une réflexion de fond sur les rouages inimaginables, complotistes donc, qui ont présidé à l'élaboration de cette folie mondiale. En filigrane, notre anthropologue d'élite nous dessine non plus les années 2020-2023, mais bien notre avenir proche... Qu'il est peut-être encore possible d'écrire autrement. Bonne lecture.



**Dr Vincent Reliquet :** Mon cher Jean-Dominique, je devrais juste dire cher membre, merci encore pour ta participation lyonnaise à notre dernier congrès. On s'était dit qu'il fallait qu'on présente ton dernier livre à nos lecteurs, c'est chose faite ici. Tu nous avais fait suivre le déroulement de la crise de la Covid de manière froide et clinique dans l'opus précédent, c'est probablement pour ça que tu l'avais opportunément intitulé « Autopsie d'un désastre », ton travail avait été passionnant à suivre. Tu reviens avec un second ouvrage du même format, genre qu'il ne faut pas se faire tomber sur le pied un jour d'ongle incarné, c'est « La

fabrication du désastre ». Dans ce dernier ouvrage tu y démontes l'ensemble de la machinerie et c'est ce qui fait le plus mal en fait, car tu documentes que dans cette crise comparée à celle de la grippe porcine, plus rien ne fut laissé au hasard « en haut lieu ». Tu expliques par exemple qu'il a existé pendant la Covid des collusions inimaginables pour un cerveau normal, par exemple celle qui a uni le Parti Communiste Chinois et la CIA. Attention, tu pourrais te faire retirer ta carte de l'AIMSIB pour avoir imaginé un montage pareil...

**Jean-Dominique Michel :** Merci cher Vincent pour ton accueil si chaleureux et pour cette question. C'est parfois un écueil que nous reproduisons dans la résistance de ne pas oser nous adresser des questions un peu toniques ou potentiellement embarrassantes, et je crois que nous devons veiller à ne surtout pas nous en empêcher. Je serais évidemment consterné de me voir déchoir de ma qualité de membre de l'AIMSIB, mais ma défense face à ce risque sera de me protéger derrière mes sources. La question que je me suis posée à l'abord de ce nouveau livre était de comprendre ce qui avait organisé un désastre sanitaire et sociétal aussi systématique que celui de la gestion du Covid. À partir de ce constat, précisément, qu'il a été systématique ! Quand on se trompe, eh bien on se trompe une fois dans un sens, une fois dans l'autre, mais pas toujours, sur tous les sujets, dans la même direction. Il s'agissait donc pour moi, après l'inventaire du désastre, de réfléchir à ce, ou ceux, qui l'avaient organisé, essayer de comprendre si cela avait été intentionnel ou non et voir si cela avait été préparé et planifié ou s'était produit au contraire dans une espèce de bouffée délirante et destructrice spontanée, avec une dimension systémique évidente, mais sans qu'il y ait forcément d'intentionnalité. Or l'entier des mesures de contraintes anti-sanitaires que nous avons subies se révèle à l'analyse avoir été imposés en Chine au mois de janvier 2020, avant d'être reprises par l'OMS d'un côté et Anthony Fauci, avec tout le système de santé étatique américain, de l'autre. Présentées dès lors comme le « nouveau standard » adéquat de gestion des épidémies alors qu'elles contredisaient toutes les connaissances accumulées en la matière.

Les confinements, le port du masque, l'invasive intubation trachéale des patients en décompensation respiratoire, l'attaque médiatique et sur les réseaux sociaux contre le modèle suédois (qui appliquait simplement les directives prévues dans les plans pandémie – y compris celui de l'OMS datant de 2019) proviennent tous du Parti Communiste Chinois, repris et imposés ensuite dans nos différents pays. Lesquels, on le sait, ont tous été conseillés par McKinsey sur les stratégies à adopter pour faire accepter de telles absurdités aux populations. On sait par ailleurs que l'actuel directeur général de l'OMS a été nommé avec le soutien de la Chine, des États-Unis et bien sûr de Bill Gates, qui en est actuellement le principal financeur. Or, Gates et Fauci avaient conclu un pacte en l'an 2000 pour prendre le contrôle de la santé mentale et de l'OMS, sur la base du deal suivant : Gates apportait ses ressources quasi-illimitées, Fauci ouvrait les portes des agences de santé nationales et internationales, dans une véritable *joint-venture* ou association de malfaiteurs. Une opération qui assurait au passage un retour sur investissement massif pour Gates et ses fondations, acoquinées bien sûr avec l'industrie pharmaceutique, mais aussi le complexe militaro-industriel, les Big Food, Big Tech, Big Data et les médias.

Ainsi que tu le soulignes, la collusion entre la Chine communiste et l'oligarchie capitaliste occidentale peut et doit être constatée, sans que je sois à ce stade en mesure d'en décrire la nature exacte. Différentes hypothèses sont sur le tapis, sans qu'il soit encore possible d'y voir clair. Le chapitre de mon livre qui présente toutes les données à ce sujet est composé pour l'essentiel de la traduction d'une lettre envoyée au FBI en 2021 par un regroupement d'avocats, de médecins et de spécialistes du renseignement américain. Leur travail est rigoureusement sourcé et permet à chaque lecteur de vérifier élément par élément la pertinence de cette perspective.

**Dr VR :** Je me souviens d'un livre d'Ariane Bilheran que tu connais bien parce que tu l'as préfacé, qui expliquait qu'à la Libération, le monde ne s'était absolument pas séparé de l'idéologie nazie et de ses rapports aux plus faibles, tu nous parles ainsi de personnages tels qu'Anthony Fauci qui fut directeur du NIAID états-unien, le médecin réputé le plus puissant du monde et dont les expériences mortelles sur les enfants demeurent complètement oubliées des médias, c'est pourtant lui que le monde a suivi aveuglément pendant trois ans, raconte !

**JDM :** Julian Assange a payé le prix fort pour avoir révélé le travail de désinformation systématique réalisé par la presse occidentale pour cacher la réalité à l'opinion publique. Et en particulier lui faire accepter comme légitimes les innombrables guerres déclenchées par l'Occident pour des raisons fallacieuses au cours des dernières décennies. Cette désinformation et la propagande qu'elle sert sont aujourd'hui tellement systématiques que nous sommes obligés de constater que les grands récits médiatiques portant sur les questions importantes n'ont plus aucun rapport avec la réalité. Ils ne font que nous manipuler pour que nous croyions ce que ceux qui détiennent le pouvoir veulent nous faire croire au sujet de la réalité. Ce que j'indique ici a été parfaitement visible tout au long de la crise Covid. Les personnes qui ne se sont jamais

aventurées hors du cordon sanitaire de la narration médiatique « mainstream » restent persuadées aujourd'hui encore que nous avons vécu une épidémie terrifiante, qu'aucune solution ne permettait de s'en protéger ou d'en guérir, et que seul le « vaccin » salvateur nous a permis de nous sortir d'affaire. Quand on connaît la réalité des choses, ce récit est simplement surréaliste. Malcolm X, le grand militant noir américain, avait mis en garde que l'appareil médiatique arriverait à nous faire aimer nos oppresseurs et détester les opprimés.

Fauci est l'archétype du psychopathe véreux et mafieux. Il s'est élevé à une position dominante au sein de l'appareil d'État américain (son salaire était le plus élevé de toute la fonction publique, supérieur même à celui du président des États-Unis !), avec une mainmise sur l'entier du financement de la recherche publique, utilisé comme moyen de pression : les chercheurs osant le contrarier risquant d'être privés de financements et de voir leur carrière se terminer ! Fauci a de surcroît organisé un système par lequel les fonctionnaires accordant des autorisations de mise sur le marché à de nouveaux médicaments perçoivent des commissions sur la vente de ces produits année après année. Il a lui-même touché des sommes se chiffrant en dizaines de millions de dollars supplémentaires, mais c'est un écosystème composé d'une dizaine de milliers de collaborateurs des agences d'État qui a été arrosé. Le *New York Post* a ainsi révélé que 710 millions de dollars US ont été redistribués entre 2021 et 2023 à ces fonctionnaires d'État ! Fauci a réalisé comme tu l'as mentionné des expériences abominables (dénoncées notamment par la survivante de l'Holocauste et militante des droits humains Vera Sharav) sur des populations vulnérables, en Afrique ainsi que sur des enfants placés dans des orphelinats à New York. On a découvert dans cette ville des charniers contenant plus de 80 cadavres d'enfants. Les journalistes d'investigation qui ont enquêté sur cette affaire ont révélé que des enfants de 5 ans se sont vu administrer des médicaments potentiellement mortels dans le cadre d'« essais thérapeutiques » pendant les années SIDA. Lorsqu'ils refusaient de les prendre ou se débattaient, on les attachait en leur posant une sonde gastrique pour s'assurer de l'absorption desdits médicaments, le cas échéant jusqu'à ce que mort s'ensuive !

Le simple fait qu'une ordure pareille puisse avoir été présentée comme le garant vertueux de la santé des Américains et un loyal serviteur de la loi illustre, si besoin était, la puissance que détiennent aujourd'hui les politiciens et les médias véreux pour influencer l'opinion publique. Ariane Bilheran part, dans son livre sur l'internationale nazie, d'une hypothèse formulée par Hannah Arendt en 1945 : celle que les nazis auraient pu avoir choisi de sacrifier l'Allemagne pour arriver à leurs fins. Comprenant qu'il ne parviendrait pas à vaincre militairement les forces alliées, ils se seraient acharnés jusqu'au bout pour provoquer la destruction de l'Allemagne et donner ainsi l'illusion de la défaite, mais avec pour stratégie de s'infiltrer ensuite dans tous les organes de pouvoir des « vainqueurs », de sorte à pouvoir parvenir, quelques décennies plus tard, à établir la domination planétaire qui est au cœur de leur projet. Force est de constater que les « élites » nazies ont été très largement recyclées dans nos différents pays après la guerre, bien au-delà de la célèbre opération *Paperclip*. Tant l'Union européenne que l'ONU et l'OTAN ont eu à leur tête des anciens nazis...

Surtout, l'idéologie de la dérive totalitaire en cours aujourd'hui a bel et bien tous les attributs du fascisme, dont la définition, je le rappelle, est la fusion des grandes entreprises et de l'État. Je ne sais pas dans quelle mesure l'hypothèse d'Hanna Arendt est juste, mais il existe effectivement des filiations troublantes, tant sur le plan idéologique que génétique, entre les gouvernants actuels d'un projet mondialiste qui ressemble de plus en plus à une dictature et la *nomenklatura* nazie.

**Dr VR :** Un milliardaire parmi d'autres ne fait jamais parler de lui dans la presse mainstream, c'est Bill Gates le héros de Microsoft, pourquoi ? Ça ne l'intéresse pas, les vaccins ?

**JDM :** Ta question nous replonge dans la même perspective fascinante. Gates n'a aucune légitimité en dehors de l'informatique et du management de multinationales, mais c'est la personne qui – selon l'enquête des très mainstream médias *Politico* et *Die Welt* – a en réalité été en charge, à travers ses différentes fondations et hors de tout contrôle des États, de la réponse mondiale à la Covid. On connaît son obsession vaccinale, laquelle est de nature religieuse et pas du tout sanitaire, étant donné sa discréditation avec les vraies données scientifiques en la matière. Non content d'avoir phagocyté la santé mondiale, Gates a un ensemble de visions démiurgiques et a investi dans toutes sortes de domaines allant du rachat de terres agricoles aux États-Unis (il en est désormais le premier propriétaire foncier, avec une obsession pour les monocultures OGM) à des projets d'identité numérique, de régulation du climat par dispersion de particules dans la stratosphère, de production de viande synthétique, sans oublier les programmes de sexualisation des enfants dès l'école maternelle. Toutes sortes de lubies répugnantes qui, si nous avions collectivement gardé un grain de bon sens, nous feraient nous indigner devant une telle prétention à devenir le maître du monde et imposer ses délires toxiques aux populations.

Le fait que ce type soit non seulement pris au sérieux mais même monté en épingle sous un jour vertueux par la presse mainstream – certes prostituée, que Gates arrose « généreusement » – montre que nous

avons collectivement basculé dans ce qu'un groupe de penseurs (mentionnons bien sûr Jean Baudrillard, Michel Foucault, Guy Debord, Michel Maffesoli, Edgar Morin et d'autres) ont appelé des simulacres, ou hyper-réalité. Soit une narration sur le réel, fausse mais convaincante à force d'être martelée, se substituant en quelque sorte progressivement au réel dans l'opinion publique. Le fait, par exemple, qu'on ait présenté une injection génique expérimentale non immunisante comme étant un « vaccin », et traité d'« anti-vax » ceux qui refusaient de se soumettre à cette expérimentation médicale risquée, est un exemple parfait d'hyper-réalité. Présenter Gates, un prédateur global psychopathe et mégalomane, s'étant acheté un blanchiment de réputation par une fausse philanthropie qui en réalité génère des retours sur investissement massifs, comme un « bienfaiteur de l'humanité » relève d'un même degré de délire collectif.

**Dr VR :** Tu as choisi un intertitre violent, tu parles d'une « presse à l'agonie ». C'est pourtant un secteur puissant en démocratie, non ?

**JDM :** J'inscris ce terme dans la perspective heureuse décrite par Michel Maffesoli de la transition dans laquelle nous sommes désormais engagés entre deux époques. L'époque moderne et les valeurs qui l'ont fondée (le rationalisme, l'individualisme, le productivisme) s'effondrent pour laisser place à une nouvelle époque qui sera quant à elle basée sur l'intelligence sensible, les regroupements communautaires, ainsi que des modèles économiques et sociaux solidaires et durables. La grande presse a eu son heure de gloire lors de l'époque moderne : on se souviendra comment les médias ont, par le passé, joué ce rôle de contre-pouvoir, d'analyse critique, de prise de recul sur les événements et d'une certaine indépendance d'esprit qui lui avaient donné ses lettres de noblesse. Aujourd'hui ils ne sont plus, à l'instar des autres systèmes sociaux (comme le parlement, le tribunal, l'école ou l'hôpital, etc.) que la caricature de ce qu'ils ont été. Maffesoli a relevé que chaque époque finissante connaissait une bouffée délirante où elle devenait une caricature monstrueuse et toxique d'elle-même précédant son effondrement final.

Quand je dis que la presse est à l'agonie, c'est à la fois au regard de la perte totale de son intégrité et de ses valeurs (et donc en définitive de son sens et même de sa « raison d'être »), mais aussi de son influence. Tu connais comme moi la réalité de la perte de confiance de la population dans les médias mainstream : en France aujourd'hui il n'y a plus que 27 % des gens qui considèrent que l'information véhiculée par la presse est fiable ! Il y a aussi cette réalité économique que si la presse n'était pas portée à bout de bras par un gouvernement véreux détournant l'impôt des français pour nourrir cette machine à fabriquer de la désinformation et de la propagande, elle serait en faillite depuis longtemps. Les médias indépendants à l'inverse connaissent une audience phénoménale. Tu sais que j'ai moi-même lancé une Web-TV il y a un peu plus d'une année, précisément pour porter à la connaissance de ceux que cela peut intéresser un ensemble de perspectives désormais bannies des chaînes mainstream. Si nous réunissons tous les principaux médias indépendants, comme France-Soir, Tocsin, Putsch, les Incorrectibles en France, Kairospresse ou BAM en Belgique, Essentiel.news ou l'Anti-presse en Suisse et tant d'autres, nous dépassons largement aujourd'hui déjà les scores d'audience des médias mainstream.

**Dr VR :** Comment pourrais-tu expliquer aux paisibles habitants de cette planète ce que tu développes magistralement dans ton livre, à savoir que les militaires ont déjà pris le pouvoir sur nos vies ?

**JDM :** Ce que je révèle dans le livre (après d'autres, Robert Kennedy Jr, Michel Cucchi et Hélène Banoun par exemple en ont fort bien parlé), c'est que l'on a assisté depuis 25 ans à une progressive militarisation de la santé publique, mais aussi de tout l'appareil médiatique et même *in fine* de la décision politique. Cela nous a tous choqués, je crois, en ce qui concerne la France : au nom de quoi a-t-on confié à une cellule couverte par le secret-défense la gestion d'une épidémie ? ! C'est une question que la caste médiatique ou politique esquive comme chat sur braise, mais on comprend qu'il n'y a en réalité aucune justification possible à cela. Or, puisque nous avons mis en échec toutes les mesures que l'on savait devoir prendre pour faire face à une épidémie pour les remplacer par des mesures qu'on savait être inutiles et destructrices, il s'agissait pour moi de faire l'historique de ce renversement et de remonter jusqu'à son origine.

Les autorités états-uniennes ont préparé le terrain depuis plus de 20 ans en mobilisant différentes officines relevant du département militaire. Elles ont travaillé à obtenir la substitution, scientifiquement absurde, de mesures de type « réponse à une attaque bioterroriste » (pour laquelle il peut faire sens de rester terré chez soi en attendant un antidote) à une saine gestion des épidémies, dont les deux règles de base sont de laisser les médecins généralistes soigner les patients avec les remèdes disponibles et de laisser la société vivre le plus normalement possible. Le système médiatique a lui aussi été militarisé : les innombrables « répétitions générales » de réponse à une pandémie qui se sont succédé sous l'égide de l'Institut Johns-Hopkins, réunissant tous les acteurs en charge de la santé mondiale (fondations Gates, agences gouvernementales, OMS, etc.) ont insisté, depuis le fameux projet *Lockstep* de la fondation Rockefeller datant de 2010, sur la « lutte contre la désinformation ». Avec pour objectif de contrer tous ceux qui contrediraient le nar-

ratif officiel, notamment en rappelant la vraie science pour faire face à des épidémies. Toute la stratégie de dénonciation et d'étiquetage, de harcèlement en ligne, de persécution médiatique et professionnelle des dissidents, ainsi que de censure, a été soigneusement prévue et répétée à l'avance. Ces procédés sont caractéristiques de ce que l'on appelle désormais les « guerres de 5e génération ».

Contrairement aux formes précédentes de conflits, le champ de bataille se déroule désormais dans l'esprit des gens. Plutôt que d'appliquer des forces oppressives extérieures, les stratégies militaires contemporaines visent à faire du plus grand nombre possible de citoyens des alliés et des relais de la guerre en cours. C'est bien parce que tant de nos concitoyens sont tombés dans le piège des mesures faussement protectrices et ont été conditionnés à considérer comme des ennemis tous ceux qui rappelaient l'inutilité et même la dangerosité de ces mesures, que des corps de métiers entiers ont pu être instrumentalisés en ce sens, des journalistes aux enseignants en passant par les forces de l'ordre, les médecins et les pharmaciens bien sûr, mais aussi les juges, les policiers, les avocats, les parlementaires, etc.

Le professeur de sciences politiques américain, Lance deHaven Smith, avait dénoncé l'utilisation de l'étiquette de complotiste comme un écran de fumée déployé par les médias (à la demande des services de renseignements) pour camoufler des crimes d'État en cours contre la démocratie. Ce sont nos gouvernements (et les intérêts qu'ils servent), qui mènent désormais une guerre généralisée contre leurs propres populations, avec pour objectif de les priver de s'autodéterminer et donc de choisir librement leur destin.

**Dr VR :** La question centrale posée par ton livre propose finalement trois solutions possibles : tout ça parce que nos dirigeants sont totalement nuls, tout ça parce que ce fut mené par quelques criminels isolés surpuissants mais parfaitement organisés, ou enfin tout ça pour définitivement ôter le pouvoir aux peuples qui vivent en démocratie ? On leur dit dans quel sens tu pencherais aujourd'hui, ou on laisse les lecteurs travailler ?

**JDM :** Un des motifs fondamentaux de l'opération en cours est celui du « caché en pleine lumière ». L'essayiste Slobodan Despot l'a rappelé : ce qui se déroule n'est pas un complot, puisque ceux qui agissent de manière criminelle ont annoncé très clairement leurs intentions. Le projet d'imposer un gouvernement mondial, avec un pouvoir détenu par une petite élite de personnes supérieurement intelligentes (à leurs propres yeux !) et donc mieux aptes que les populations à décider de l'avenir de l'humanité, a été énoncé très clairement tant par ceux qui détiennent réellement le pouvoir à l'échelle globale que par des figures locales comme Nicolas Sarkozy en France. « Nous ne pourrions pas échapper à un gouvernement mondial ! » avait-il proclamé aussi explicitement qu'il est possible... La société totalitaire de contrôle généralisé est donc annoncée ouvertement avec, comme l'a décrit Jacques Attali, une petite caste de privilégiés disposant de tous les droits, un reste de classe moyenne précarisée, et un grand réservoir d'esclaves prêts à tout pour survivre...

Si donc il n'y a pas de complot, puisque tout est dit, il n'en reste pas moins que de nombreuses conspirations cachées ont été et sont en cours pour continuer d'endormir la conscience des populations et les instrumentaliser dans le sens souhaité.

La bonne nouvelle est que l'avenir – même s'il apparaît sombre – n'est pas fermé. Le coup d'État planétaire a en réalité déjà eu lieu. Nos pays ne sont plus ni des démocraties, ni des États de droit. Techniquement, la France n'a par exemple déjà plus de Constitution puisqu'il n'y a plus de séparation des pouvoirs et que l'indépendance de la justice n'y est plus garantie. Nous devons donc prendre acte de cet état de fait, mais aussi que dans l'hyperréalité (le « médiavers » selon le terme du philosophe Alexis Haupt, soit cette réalité parallèle, fictive, décrite par les médias), la population croit encore vivre en démocratie et dans un État de droit. Un véritable réveil et une mise en échec du plan diabolique ne se produiront que quand suffisamment de gens auront ouvert les yeux sur cette réalité et refuseront de se laisser déposséder de leurs droits fondamentaux et de ce qui garantit collectivement le bien commun, soit la justice et la liberté.

**Dr VR :** C'est le moment de ton expression libre, merci de t'être prêté à cet exercice étriqué du questions-réponses, tu peux dorénavant conclure à ta guise... Merci encore de tout ce que tu fais tous les jours pour nous, particulièrement sur ta chaîne You Tube « L'info non censurée » depuis de nombreux mois...



**JDM** : Merci Vincent ! Je vais conclure en vous remerciant avec l'AIMSIB du travail épatant que vous réalisez depuis bientôt une dizaine d'années. Vous constituez en quelque sorte les pionniers de la médecine de demain – et donc du monde de demain. À ce titre, comme c'est actuellement le cas de tous les dissidents visionnaires, vous êtes individuellement et collectivement harcelés et même persécutés par une caste de dirigeants et de fonctionnaires toxiques qui ont choisi, consciemment ou non, le camp de l'injustice et de la perversité. Nous sommes nombreux, dans différents cercles et groupes de nos sociétés, à avoir choisi le camp du refus de la dérive totalitaire en cours et à avoir osé nous opposer au mensonge. Dans ses analyses sur l'évolution de nos sociétés, Maffesoli avait mis en avant que nous quitions, avec l'époque moderne, cette prétention d'uniformisation et donc de standardisation de notre société et de ses pratiques. Le fantasme délirant de la médecine technique est lui aussi une caricature de la modernité. Avec même, cela a été sérieusement évoqué, le projet de remplacer la consultation par l'accès à des boîtes dans lesquelles se rendraient les patients pour subir un ensemble d'analyses biologiques gérées par un interface d' « intelligence artificielle », se soldant par une prescription de médicaments, sans besoin de l'intervention d'un être humain. Une telle vision devrait nous faire éclater de rire tellement elle est grotesque et elle aussi délirante ! L'avenir appartient à des tribus de personnes réunies autour d'aspirations, de valeurs et d'intentions. Je me sens pour ma part, depuis le début de cette aventure, profondément en reliance avec une grande tribu de gens « de bonne volonté et de bonne foi » dont l'AIMSIB fait évidemment partie à mes yeux. Je ne sais comment se terminera cette histoire. De toute manière, comme le proposait Alphonse Allais, « ne vous prenez pas trop au sérieux, aucun d'entre nous n'en sortira vivant ! » Je sais en revanche à quoi il me tient à cœur de consacrer toute mon énergie et mon inspiration. La célèbre anthropologue Margaret Mead avait dit un jour :

*« Ne doutez jamais qu'un petit groupe de personnes motivées ait le pouvoir de changer le monde. C'est en réalité toujours ainsi que cela s'est produit. »*

Je ne sais pas si nous parviendrons ou non à inverser la dérive mortifère en cours. Mais je ressens en revanche pleinement le bonheur de nous être trouvés les uns les autres et de pouvoir mener ensemble ce noble combat, pacifique et serein, en faveur du respect inaliénable de la dignité humaine.

Mon dernier mot sera donc simplement : MERCI !

LA RÉDACTION DE L'AIMSIB  
13/10/2024



# Quels principes pour un nouveau monde ?

Les « Foisonnantes 2024 »: avec Philippe Guillemant, Etienne Chouard, Valérie Bugault, Fabien Moine et Jean-Philippe Huber

*J'ai beaucoup aimé assister à cette table ronde. Il est temps de mettre ensemble des gens qui rassemblent les éléments d'un futur que nous souhaitons. Dommage que les médias mainstream et une bande d'« antifas » n'aient toujours que les sempiternelles étiquettes de complotistes néonazi à la bouche. C'est pas eux qui créeront l'avenir, ça on en est sûrs !*

Publié sur Essentiel News, le 17 octobre 2024



Table ronde « Les graines d'un monde nouveau »

La rencontre Les Foisonnantes qui s'est tenue les 12 et 13 octobre dernier à Sisteron avait pour titre « Les graines d'un monde nouveau ».

L'évènement donnait la parole à des intervenants issus de différents domaines : science, médecine, philosophie, droit, éducation, psychologie ou économie, dans un continuum qui s'étend du corps à la conscience et de l'individu à l'ensemble de la société.

Axée sur les éléments essentiels au développement et à l'épanouissement de la jeunesse, la thématique s'ouvrait aussi à une réflexion plus large sur les fondements d'une société nouvelle, appelée à naître de l'effondrement en cours. La table ronde consacrée à ce thème principal a permis d'articuler plusieurs idées clés.

## **Penser la société de demain**

Pour éduquer les jeunes au monde de demain, il faut avant tout rêver notre futur et créer les conditions de sa matérialisation. Le panel constitué de Philippe Guillemant, Valérie Bugault, Etienne Chouard, Fabien Moine et Jean-Philippe Huber, a réuni les personnages parmi les plus iconoclastes et les plus visionnaires de France, au cours de la dernière décennie.

Chacun de ces intervenants a développé un certain nombre d'éléments essentiels à l'avènement d'une société plus humaine et plus démocratique :

## **Reprendre le pouvoir**

Professeur de droit et d'économie, *Étienne Chouard* plaide pour l'institution d'une véritable démocratie par la mise en place d'un référendum d'initiative citoyenne et l'écriture d'une nouvelle constitution. Opposé au processus de l'élection qui consiste en un abandon de pouvoir, il considère le tirage au sort comme le

meilleur outil de la représentation démocratique.

Comment lutter contre la domination impunie ? La première chose contre laquelle il faut agir, c'est l'indifférence des dominés aux conditions de leur représentation politique.

Nous en combattons les conséquences, mais presque personne ne se soucie des causes de cette injustice générale.

Partout les constitutions mettent en place des pouvoirs sans contrôle et organisent l'impuissance populaire. Le problème, c'est que ce sont les hommes au pouvoir qui écrivent les règles du pouvoir et que les dominés ne se saisissent pas du processus.

Commune par commune, village par village, il faudrait qu'il y ait une assemblée constituante, afin que lors d'une prochaine révolution, celle-ci ne soit pas élue.



Étienne Chouard lors d'un atelier constituant aux Foisonnantes

Pour *Étienne Chouard*, 4 points paraissent essentiels à la création d'une société plus juste :

En premier lieu, le peuple doit penser par lui-même la puissance dont il a besoin pour se défendre, par exemple avec le référendum d'initiative citoyenne, des élections sans candidats ou le tirage au sort des représentants.

Ensuite, l'institution de la puissance politique doit être accompagnée d'une reprise de la création monétaire et de la mise en place de garanties pour la liberté d'information et la création d'un espace de débat citoyen.

Enfin, le tirage au sort doit être utilisé comme l'outil de référence de la démocratie au lieu de l'élection. L'école doit changer ce qu'elle enseigne à ses enfants.

Élire n'est pas décider, c'est se déposséder de son pouvoir !

### **Sortir de la sidération**

En tant qu'éditeur dans le domaine de la santé, *Fabien Moine* revient sur deux textes fondamentaux qu'il avait republiés lors de la prise de pouvoir sanitaire : *la note sur la suppression des partis politiques de la philosophe Simone Weil* – avec une préface d'Étienne Chouard – et le *discours de la servitude volontaire* d'Étienne de la Boétie.

Comment expliquer que les citoyens du monde se soient laissés enfermer et maltraiter ? Face à la sidération causée par une expérience traumatique, *Fabien Moine* rappelle qu'il est aussi impératif de développer une autonomie de santé pour retrouver sa vitalité et agir dans le monde pour faire naître une véritable démocratie.

Bien entendu, cette autonomie passe aussi par une redéfinition de la santé collective et du rôle de la santé publique.

### **Remplacer les partis par les groupements d'intérêts**

*Valérie Bugault* a pour sa part abordé la structuration de l'État, au sens de l'État nation. Elle estime, tout comme Étienne Chouard, que dès ses origines, le parlementarisme représentatif est un système qui a été instauré par le pouvoir financier et qu'il s'appuie sur 2 autres impostures: le principe de l'élection et une fausse séparation des pouvoirs. Dans nos institutions, tous les pouvoirs sont concentrés dans les partis élus et sont influencés par la suprématie de la haute finance.

Le modèle qu'elle présente dans son projet *Révoludroit* supprime les partis politiques pour les remplacer par les groupements d'intérêts.



Valérie Bugault, avocate fiscaliste à l'initiative de Révoludroit

[...]

### **La monnaie au coeur du débat**

Pour *Valérie Bugault*, la monnaie ne pose pas de problème lorsqu'elle est un instrument d'échange, seulement lorsqu'elle devient un instrument de pouvoir et de domination.

Elle estime d'ailleurs qu'une certaine concurrence au sein d'un secteur peut être stimulante et bénéfique.

La fiscaliste ajoute qu'un autre moyen de limiter les abus du système monétaire actuel serait par exemple de mettre fin à l'anonymat des capitaux et aux paradis fiscaux. Pour l'instant, l'on se trouve face à des forces anonymes qui écrivent leurs propres règles et se placent ainsi hors la loi. Elles opèrent à travers les partis politiques, sans se trouver au devant de la scène.

Il devrait être possible de travailler avec la monnaie de façon très différente, dans la mesure où chacun reprend la responsabilité de ses actes. Un tel changement de paradigme économique devrait naturellement figurer dans la constitution.

Quant à *Étienne Chouard*, il affirme s'être souvent penché sur la question d'une société sans monnaie, mais ce projet lui semble difficile à concevoir lorsqu'il s'agit d'opérer à grande échelle, en présence de biens complexes et de compétences spécialisées.

Mais, si une société fondée sur l'échange ne lui semble pas possible, il faut en revanche revoir les lois économiques qui créent la dette, l'économie de marché, les mécanismes du chômage et de l'inflation. Dans un nouveau système, la création de la monnaie doit nécessairement être proportionnelle à la création de richesse, pour éviter des mécanismes inflationnistes.

*Jean-Philippe Huber* rétorque que :

l'idée maîtresse du MOCICA n'est pas tant la suppression de la monnaie pour revenir au troc, que le fait d'engager l'ensemble d'un secteur d'activités à servir tous les autres. C'est donc la notion de solidarité qui prédomine à ses yeux.

Du côté du public, la discussion s'engage sur l'utilisation de *la June*, une monnaie numérique libre non spéculative et cocréée à parts égales. Il s'agit d'un système qui repose sur la notion de communauté des utilisateurs et où chaque personne qui le rejoint reçoit automatiquement un certain montant par jour. La June est appréciée en tant qu'alternative plus humaine qui permet déjà de développer une économie parallèle.

Différents orateurs réagissent en reconnaissant ses nombreuses qualités, mais aussi certains défauts. Philippe Guillemant trouve que son processus de création est trop lent. Et Étienne Chouard regrette que cette monnaie ne puisse pas être utilisée comme instrument politique, par exemple pour la création d'emplois ou les investissements.

De son côté, Valérie Bugault ajoute qu'il est important de garder des monnaies physiques à côté des monnaies numériques.

### **Créer avec l'énergie vitale de la conscience**

Mais créer le futur implique bien plus que la seule organisation tangible du monde. Faisant appel aux concepts qu'il a développés dans ses *ouvrages* consacrés à la physique du temps et à la rétrocausalité, le physicien du CNRS *Philippe Guillemant* rappelle que l'argent ne correspond qu'à une énergie physique et

que nous avons aussi une énergie vitale qui provient de la conscience. C'est elle qui nous permet d'agir et de prendre des décisions.

Il faut donc veiller à ce que cette énergie de la conscience ne soit pas conditionnée, utilisée par des tiers, mais à ce qu'elle soit au service de l'autonomie de l'individu et de son libre arbitre.



Philippe Guillemant

Issue de l'énergie du vide, cette conscience libre se traduit alors principalement sous trois formes : *la foi, la joie et l'intuition, qui sont les énergies créatrices du futur.*

Guillemant fait remarquer qu'un outil comme le tirage au sort trouve sa juste place dans ce processus de création du futur. Il empêche en quelque sorte le passé de déterminer le résultat du tirage et laisse au futur dessiné le soin de venir influencer le présent. Ainsi, le tirage au sort permettra fort probablement de désigner la personne qui conviendra le mieux à la réalisation de cet objectif.

Notre futur collectif, insiste-t-il, sera créé par les personnes qui exploitent leur énergie vitale authentique, celle qui leur fait imaginer et réaliser leurs rêves. La tâche essentielle consiste alors avant tout à imaginer le futur que nous désirons, afin de cocréer une nouvelle vision commune.

Voilà donc une réflexion qui ravive l'enthousiasme des porteurs de changement pour conclure une table ronde qui était déjà un bel exercice de création commune.

Senta DEPUYDT

# En Méditerranée, des pêcheurs gèrent eux-mêmes une réserve marine

Dans le Var, un collectif de pêcheurs gère collectivement une zone de la mer laissée en jachère pour que la biodiversité prospère. Un modèle bénéfique pour la vie marine et les pêcheurs artisans.

Saint-Raphaël (Var), reportage

C'est un havre profond, salé, que l'on ne peut espérer découvrir sans branchies ni compétences en plongée. Pour se le représenter, il faut se laisser porter par les souvenirs de ceux qui ont eu la chance d'y frayer, bouteilles sur le dos. « *C'est la corne d'abondance, s'enthousiasme le photographe et explorateur marin Alexis Rosenfeld. J'aurais aimé apprendre à Monet à plonger pour l'y emmener. Je pense qu'après ça, il aurait eu du mal à choisir entre la mer et son jardin.* »

Cet endroit, c'est le cantonnement de pêche du Cap Roux. Une étendue de 445 hectares d'eau, d'herbiers de posidonie et de rochers, située au pied du massif de l'Estérel (Var). La pêche y est strictement interdite. Mérours, dentis, pagres et barracudas foisonnent, voltigeant en bancs dodus entre des bouquets de gorgones écarlates, décrit Muriel Verrier, secrétaire du club de plongée voisin d'Agay et monitrice de biologie marine : « *Des poissons, il y en a beaucoup, gros, et pas farouches.* »



« Des poissons, il y en a beaucoup, gros, et pas farouches », décrit Muriel Verrier, secrétaire du club de plongée voisin d'Agay et monitrice de biologie marine, tandis que ces chercheurs de la mission Arche de Noé des profondeurs plongent pour effectuer des prélèvements. © Alexis Rosenfeld / Mission Unesco

La particularité de ce lieu : ce sont les pêcheurs eux-mêmes qui ont collectivement dé-

cidé, en 2003, d'y interdire la capture de poissons, afin de laisser la biodiversité marine prospérer. Une première dans le pays. Depuis près de vingt-et-un ans, la zone est autogérée par la vingtaine d'entre eux qui travaillent aux alentours, fédérés au sein de la prud'homie de pêche de Saint-Raphaël. « *Les pêcheurs se sont enlevé une partie de leur chiffre d'affaires pour protéger la ressource* », souligne Olivier Bardoux, pêcheur artisan et membre de la prud'homie de Saint-Raphaël.

L'initiative a été prise dans le contexte de la création des premières aires marines protégées. « *On commençait à entendre parler de projets de zones Natura 2000 en mer et de parcs régionaux marins, se souvient Christian Decugis, pêcheur professionnel et premier prud'homme de la prud'homie de Saint-Raphaël. Ils nous arrivent en général d'en haut et ne sont pas adaptés au contexte local. On s'est dit, tant qu'à faire, autant proposer nous-mêmes une zone, plutôt qu'elle nous soit imposée depuis un bureau à Paris.* »



Le Cap Roux est situé au pied du massif de l'Estérel, sur la commune de Saint-Raphaël. *Txlxt Txlxt / CC BY-SA 4.0 / Wikimedia Commons*

Le Cap Roux est rapidement apparu comme le lieu idéal. *« C'est une zone exposée au mauvais temps, donc on y allait seulement quand il faisait beau. Une zone juste devant le port nous aurait bloqué 60 ou 70 % de notre temps de travail. Mais ce n'est pas non plus une zone pourrie, un fond de golfe pollué où il n'y a jamais rien eu et où il n'y aura jamais rien ! insiste Christian Decugis. C'est une zone très belle et très riche. »*

Fatalement, le projet a entraîné quelques protestations de la part des pêcheurs fréquentant le plus ce coin de Méditerranée. *« Mais la majorité y était favorable »,* dit Christian Decugis. Ce plébiscite peut s'expliquer par l'adaptabilité et la polyvalence des petits pêcheurs méditerranéens, dont est composée la prud'homie de Saint-Raphaël.

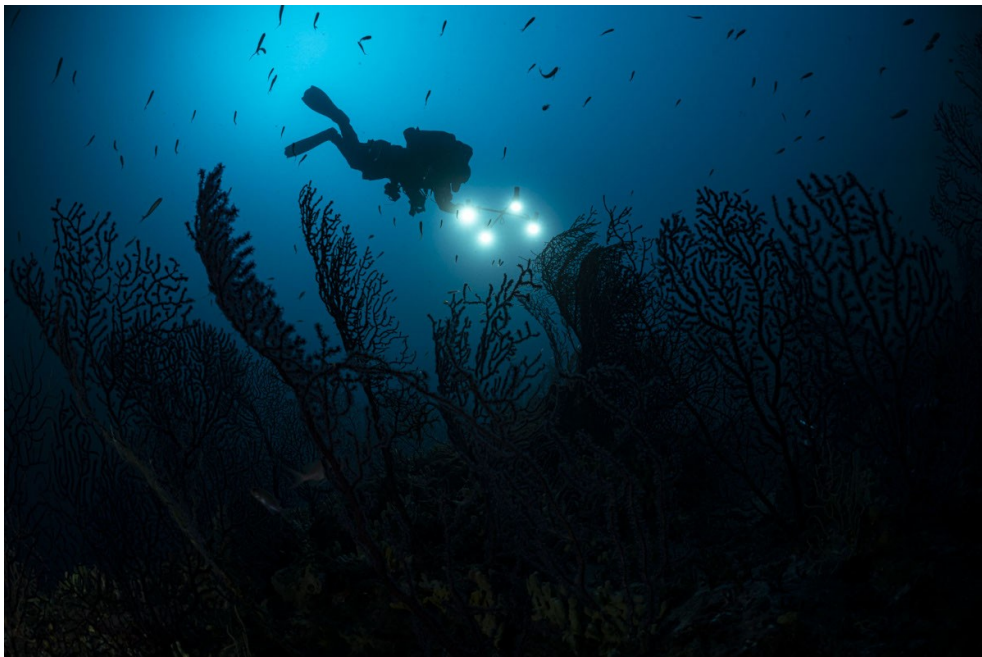
*« On s'adapte à chaque époque, on picore un peu de chaque ressource, explique Olivier Bardoux. Pour compenser la perte de chiffre d'affaires, on a pu modifier notre façon de travailler, nos techniques et nos zones de pêche. »* En Bretagne, où la pêche industrielle est davantage présente, une telle initiative pourrait rencontrer plus d'embûches, selon Maud Maury, chargée de plaider au sein de l'association de défense des océans Bloom.

Encore aujourd'hui, la plupart des membres de la prud'homie de Saint-Raphaël soutiennent l'existence du cantonnement de pêche du Cap Roux : en avril dernier, ils ont renouvelé pour dix ans l'interdiction de capturer des espèces marines dans la zone. *« Il y a toujours des voix qui aimeraient une réouverture de la réserve, constate Olivier Bardoux. Mais dans l'esprit collectif, il n'y a pas de retour en arrière possible pour le moment. »*



Lorsque les poissons sont laissés tranquilles, ils peuvent grandir et se reproduire. Cette descendance peut ensuite déborder de la zone protégée pour finir dans les filets des pêcheurs. © Alexis Rosenfeld / Mission Unesco

L'implication directe des pêcheurs fait partie des principaux avantages de ce modèle, selon Maud Maury. « Une aire marine protégée mise en place par les pêcheurs a plus de chance d'être acceptée par la filière », explique-t-elle. Cela limite le risque que les professionnels dérogent en masse aux interdictions de capture.



Les défenseurs du cantonnement de pêche promeuvent un modèle où les pêcheurs trouveraient leur compte dans la protection de tels espaces. © Alexis Rosenfeld / Mission Unesco

Les bénéfices peuvent être doubles. Pour les habitants à queue et à écailles du Cap Roux, l'absence de filets est salvatrice. « Quand il n'y a plus de mortalité par pêche dans une zone, les poissons peuvent grandir, explique Joachim Claudet, directeur de recherche au CNRS et spécialiste des aires marines protégées. Ce sont des animaux particuliers qui n'arrêtent jamais leur croissance. Plus ils grandissent, plus ils font d'œufs et de larves. Ils se reproduisent donc davantage. »

Laisser en jachère une partie de la mer peut également profiter aux pêcheurs. La littérature scientifique montre que la biomasse qui prospère dans les aires de non-capture peut déborder hors de leurs frontières. « Normalement, les pêcheurs peuvent avoir de meilleures captures autour de ces aires marines protégées », observe Joachim Claudet. De quoi réconcilier fin du monde et fin du mois ? « Il y a une vraie pédagogie à faire auprès des pêcheurs sur les bénéfices des aires marines protégées », estime Maud Maury.

Selon le pêcheur Olivier Bardoux, les cantonnements de ce type pourraient, un jour, ouvrir la porte à une « diversification » du métier : « À l'avenir, je pense que les pêcheurs seront un peu des multicharts de la mer, qu'ils tireront leurs revenus autant de la pêche que de la collaboration avec les scientifiques ».



Au large de Saint-Raphaël, en Méditerranée, ce chercheur du laboratoire LECOB-CNRS effectue des prélèvements de gorgones rouge (*Paramuricea clavata*). © Alexis Rosenfeld / Mission Unesco

Les membres de la prud'homie de Saint-Raphaël ont déjà participé à quelques campagnes de prélèvement, ainsi qu'à de courtes missions de surveillance contre rémunération. « C'est intéressant, philosophiquement et économiquement », estime Olivier Bardoux.

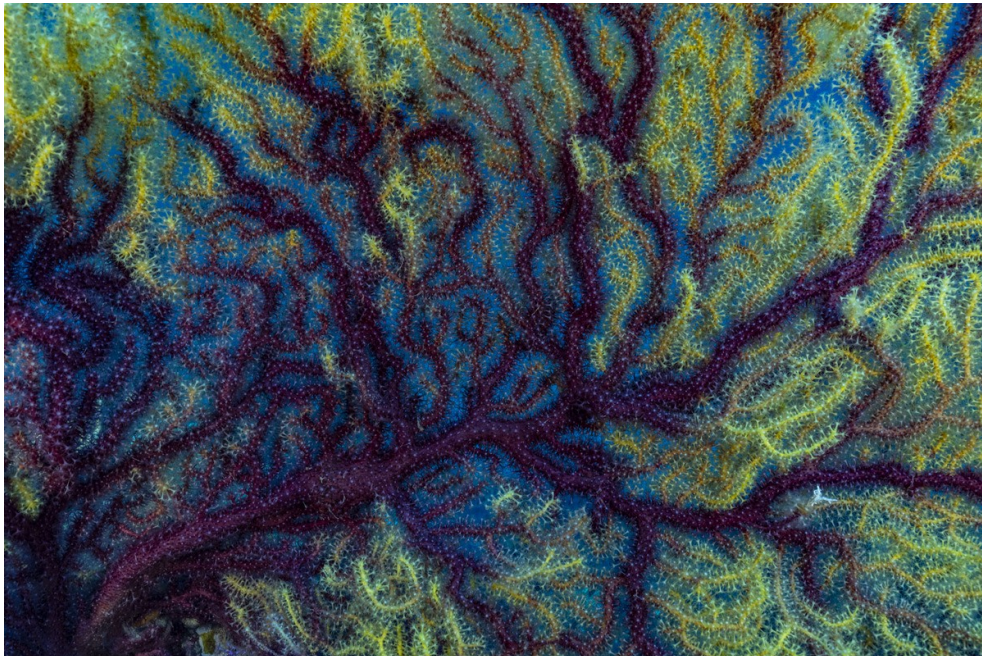
Le modèle reste cependant perfectible, selon les scientifiques. Pour qu'un cantonnement ait de réels bénéfices pour la biodiversité, il doit avoir vocation à rester fermé – et non à servir de « frigidaire » où aller se servir en poissons lorsque leur nombre augmente, dit Joachim Claudet : « Quand on les rouvre à la pêche, les effets sont immédiatement annihilés. »

Le chercheur l'a constaté en Mélanésie, où des systèmes similaires, les « rahui », existent. « Les poissons sont plus facilement capturables, parce qu'ils oublient d'avoir peur des engins de pêche. En une journée, on se retrouve exactement au même stade qu'à l'extérieur de la zone protégée. » La prud'homie de Saint-Raphaël aspire pour le moment à laisser le Cap Roux fermé. Afin qu'il soit efficace, il doit le demeurer sur le long terme, selon le chercheur.

Autre limite : le manque de budget alloué à la gestion du cantonnement, et donc à la surveillance des éventuels braconniers. En raison de son statut autogéré, le Cap Roux ne dispose de quasiment aucune subvention de l'État, contrairement au reste des aires marines protégées. « On manque de moyens, regrette Olivier Bardoux. C'est là où le bât blesse. Si on avait des subventions, on pourrait mettre en place des plans pérennes pour que les pêcheurs puissent s'investir durablement dans la réserve et la surveiller. »

Le pêcheur artisan l'a observé : par méconnaissance des règles – ou volonté délibérée de frauder –, « il y a toujours des gens qui pêchent un peu » dans la zone, notamment des plaisanciers. Quoique rares, ces captures pourraient brider l'efficacité du cantonnement, selon le chercheur italien Antonio Di Franco, qui a participé à de nombreuses études sur les aires marines protégées méditerranéennes, dont le Cap Roux. « Son potentiel est très grand, mais il ne s'est pas exprimé à 100 %, estime-t-il. Si [le cantonnement] disposait d'un budget conséquent, d'un personnel dédié, il est très probable que ses bénéfices écologiques seraient beaucoup plus marqués que maintenant. »





Détails d'une gorgone portant à la fois les couleurs pourpre et jaune. En Méditerranée, ce corail est menacé par les pressions anthropiques et climatiques. © Alexis Rosenfeld / Mission Unesco

Ce type de réserve gagnerait à essaimer ailleurs en France, selon Swann Bommier, responsable du plaidoyer chez Bloom. Mais pour qu'elles puissent « vraiment » concilier protection de l'océan et justice sociale, elles devraient s'intégrer à un réseau plus large d'aires marines protégées. « Il faut les mettre au sein de zones réservées à la pêche artisanale, pense-t-il. Ça permettrait aux pêcheurs artisans côtiers de bénéficier de l'effet de débordement, sans que cet effet soit raflé par la pêche industrielle. »

À l'échelle mondiale, explique-t-il, il est courant que les navires industriels — bien conscients des bénéfices des zones de non-capture — pêchent à leur bordure immédiate. Dans ce cas de figure, il est rare que les pêcheurs artisans soutiennent sur le long terme ces zones, puisqu'ils n'en captent aucun bénéfice.



Dans les eaux françaises comme mondiales, la quantité de surfaces maritimes réellement protégées de la pêche laisse encore très largement à désirer. © Alexis Rosenfeld / Mission Unesco

« Le gouvernement doit faire ce qu'on lui demande de faire depuis des années, c'est-à-dire mettre en place de vraies aires marines protégées », répète le spécialiste du sujet. Sur le papier, la France protège plus de 30 % de ses eaux. Une fraction seulement est cependant réellement préservée de la pêche industrielle. En Méditerranée, la réglementation de 95 % des aires marines « protégées » est identique à celle des zones qui ne le sont pas, selon une étude publiée en 2020 dans la revue scientifique *One Earth*. Seul 0,23 % des

aires marines protégées sont réservées aux techniques les moins agressives (comme le harpon ou la ligne) ou strictement interdites à la pêche, comme c'est le cas au Cap Roux.

Après cet article



Les aires marines mieux protégées en associant les communautés locales

Hortense CHAUVIN  
26 octobre 2024 (Reporterre)

# Comment transformer une usine automobile en coopérative écolo : des ouvriers montrent la voie

En lutte depuis 2021, les travailleurs d'une ancienne usine de pièces automobile veulent reprendre le site. Objectif : une reconversion qui s'inscrit dans la transition écologique. Autour du projet, un vaste mouvement de solidarité. Reportage.

« *Si ce projet n'est pas d'utilité publique, qu'est-ce qui l'est ?* » Assise sur une chaise en plastique blanc sous la tonnelle qui s'apprête à accueillir les discussions, Tiziana De Biasio désigne les alentours et les personnes en train de s'installer – ouvriers, activistes climatiques, sympathisants locaux et internationaux. Tiziana est une ancienne salariée de l'usine de composants automobile GKN qui produisait ici jusqu'il y a trois ans. Arrivée sur le site en 2012, elle y gérait des sous-traitants.

En 2021, la direction annonçait aux centaines de travailleurs du site la fermeture prochaine de l'usine. Depuis, les ouvriers de cette usine proche de Florence se battent sans relâche pour retourner au charbon. Parmi eux, une femme : Tiziana.

Mais ce week-end d'octobre, dans la zone goudronnée attenante à l'ancienne usine aujourd'hui à l'arrêt, la frustration est grande. Les anciens travailleurs de l'usine GKN (une multinationale britannique) s'apprêtent à présenter au public un plan de réindustrialisation. Le projet est fin prêt. Mais manque aux ex-ouvriers de la multinationale une chose : un lieu.

L'usine dans laquelle ils ont passé des années ne leur appartient pas. Et les pouvoirs publics, seuls à pouvoir agir, ne semblent pas disposés à le faire. « *Il suffirait juste d'un peu de courage de la part des institutions. Elles peuvent décider d'exproprier le propriétaire privé d'un bien pour des motifs d'utilité publique* », fait remarquer Tiziana De Biasio.

## Trois ans et demi d'assemblée permanente

Le public s'installe peu à peu sous la tente blanche, décorée d'une banderole « *Insorgiamo* », le nom de la société de ouvrière secours mutuel créée après l'arrêt de l'activité de GKN sur le site. Elle leur a permis de récolter des fonds pour l'entretien de l'usine par ses ex-travailleurs, et de survivre lors des longs mois sans salaires (périodes également compensées par quelques aides publiques). C'est aussi une structure indispensable pour organiser légalement ce genre d'événements.

Depuis l'annonce des licenciements, l'espace a accueilli concerts, pièces de théâtre, assemblées générales et autres événements pour maintenir la lutte en vie. Tous ont rencontré un franc succès. Ce week-end d'octobre 2024 ne fait pas exception. Plus de 700 personnes sont passées sur le site pour parler de réindustrialisation par le bas, d'actionnariat populaire et même de justice climatique.



Tiziana De Biasio. Arrivée en 2012 comme cadre dans l'usine (derrière elle sur la photo), elle a été la seule femme ex-travailleuse de GKN dans la lutte. © Emma Bougerol

« Si on m'avait dit, il y a trois ans et demi, que je serais ici à en parler avec des journalistes, je n'y aurais pas cru une seconde », s'amuse Tiziana De Biasio. Le 9 juillet 2021, l'employeur imposait un jour de congé à tous les employés. C'était un vendredi, se souviennent précisément les travailleurs. Alors que tout le monde était chez soi ou en vacances, les premières notifications de licenciement collectif sont envoyées. Le fonds d'investissement britannique Melrose, qui avait racheté l'entreprise GKN trois ans plus tôt, annonçait la fermeture du site.

Du jour au lendemain, 442 personnes se sont retrouvées sans travail. Tiziana De Biasio fait partie des premières à être arrivée devant le portail de l'usine, directement après avoir eu la nouvelle. Elle venait à peine de déménager à Prato, la ville voisine, pour se rapprocher de son travail. Elle se souvient : « *Nous sommes entrés de force dans l'usine. La colère était tellement forte.* » Cette colère, elle n'a plus quitté les anciens de GKN. Depuis ce jour, ils sont réunis en assemblée générale permanente contre la fermeture de l'usine. Travailleurs et bénévoles se relaient sur le site pour s'assurer qu'une personne est toujours présente.



Devant l'entrée, une banderole demande l'action immédiate des pouvoirs publics et le paiement des salaires des ouvriers, suspendu depuis dix mois. © Emma Bougerol

Une réalité les rattrape vite : l'activité de l'usine ne pourra pas reprendre telle quelle. Selon les syndicalistes, cités dans une enquête du site indépendant italien *IrpiMedia*, la production de pièces automobiles, en l'occurrence les arbres de transmission, que l'usine fabriquait pour Fiat (puis pour le groupe Stellantis) a été délocalisée en Europe de l'Est. S'ils veulent continuer de travailler, les ouvriers devront trouver une autre activité. C'est alors qu'ils entrent en contact avec les mouvements écologistes en lutte pour le climat. Se dessine ainsi l'idée d'une usine à la fois pensée par et pour les travailleurs, et orientée vers la transition.

Le collectif de travailleurs développe ensuite deux plans de reconversion industrielle du site. Le premier est publié à la fin de l'année 2022, et pose les bases d'une production écolo (réalisation d'électrolyseurs pour la production d'hydrogène et de panneaux solaires). Le second, différent mais dans la même lignée, a été présenté lors de ce week-end d'octobre 2024. Il est le fruit de longs mois de travail d'un « groupe réindustrialisation » dont le chercheur Leonard Mazzone fait partie. Docteur en philosophie politique à l'Université de Florence, il est spécialiste de la reconversion en coopérative des usines en crise.

L'universitaire a entendu parler du cas de GKN dans le cadre de ses recherches. Il finit par rejoindre bénévolement le groupe de chercheurs, entrepreneurs et travailleurs qui pense la manière de réinventer l'activité de l'usine. Ce deuxième plan, assure le quadragénaire en chemise au milieu des ouvriers et activistes, « *en est à sa meilleure version possible* ».

## Photovoltaïque et vélos

Il est organisé en cinq grands axes, « *indépendants les uns des autres sur le papier, mais qui seront entremêlés dans la réalité* », expose Leonard Mazzone. Les trois premiers concernent la fabrication, l'installation et la récupération en fin de vie de panneaux photovoltaïques. Ensuite vient la construction de vélos cargo, dont quelques modèles ont déjà été créés. L'un d'entre eux est déjà en action dans les rues de Florence, conduit par des livreurs de la coopérative Robin Food.



Usine en lutte depuis 2021. À l'entrée de l'ex-usine de pièces automobiles à Campi Bisenzio, près de Florence, une banderole appelle à « essayer et réessayer ». ©Emma Bougerol

Le dernier axe se concentre sur la gestion par les ex-employés de GKN d'une partie de l'usine, louée à d'autres projets industriels, puisque l'activité de confection de panneaux solaires et de vélos n'occupera pas l'intégralité de l'espace auparavant dédié aux pièces automobiles. « *Ça a été un travail de longue haleine, mais nous avons désormais un plan industriel qui peut s'adapter à n'importe quelles évolutions de la demande et de l'offre sur ces marchés, s'enthousiasme l'universitaire. Nous sommes prêts.* »

### « Du jamais vu en Italie »

La nouvelle activité industrielle dans la production de vélos et le photovoltaïque, sera coordonnée par une coopérative, nommée GFF pour « GKN for future ». Pour la financer, les travailleurs en lutte ont lancé une campagne d'actionnariat populaire. « *Un million d'euros de parts sociales qui seront appelées "parts de solidarité", lit-on sur le site d'Insorgiamo. Elles sont destinées aux citoyens, associations, mouvements, travailleurs, délégués syndicaux, militants solidaires, qui feront ainsi partie de l'assemblée de la coopérative, exerçant un contrôle social sur le processus de réindustrialisation.* »

Le week-end du 12 et 13 octobre, alors que les travailleurs et leurs soutiens se réunissaient sur le parvis de l'usine, le montant total des demandes d'acquisition de parts avait déjà atteint 1,3 million d'euros. Près d'un tiers des demandes d'achat de parts viennent des milieux écologistes et mouvements sociaux à l'étranger, principalement d'Allemagne. Et les demandes continuent d'affluer. Elles ne pourront se confirmer qu'en cas de lancement effectif de l'activité.

« *C'est une expérience unique. C'est du jamais vu en Italie, affirme, enthousiaste, le chercheur Leonard Mazzone. Aucune entreprise n'a jamais lancé en Italie un processus de redressement en coopérative après des années de lutte syndicale, de manifestations, d'occupation des espaces publics, de grèves de la faim. Aucune entreprise en redressement n'a changé aussi drastiquement son activité.* »



Leonard Mazzone. Chercheur en philosophie politique à l'Université de Florence, il est spécialiste des reprises en coopérative des usines en crise ou délocalisées. Il s'est investi bénévolement pour créer un plan de réindustrialisation de l'usine ex-GKN. Il pose ici devant des panneaux solaires installés par les ex-GKN et donnés par des activistes allemands en soutien à la lutte, lorsque l'électricité a été coupée dans l'usine. ©Emma Bougerol

Il ajoute : « *Mais ce n'est pas voué à rester une expérience unique. Si nous arrivons à redonner du travail à ces ouvriers grâce à ce plan industriel, cela deviendra un exemple, un modèle que l'on pourra reproduire sur d'autres sites, dans d'autres pays, d'autres secteurs.* »



Convergence des luttes. Une partie des ouvriers et des personnes présentes ce 12 octobre, dont l'activiste suédoise Greta Thunberg, posent devant le bâtiment vide que les travailleurs espèrent réinvestir bientôt. ©Emma Bougerol

Ce samedi 12 octobre, sous la tonnelle, les chaises sont désormais toutes occupées, et un mot revient sur toutes les lèvres : « *Convergence.* » La lutte des ex-GKN a rassemblé autour d'elle des militants de différents milieux écologistes et sociaux, et même d'autres pays d'Europe. Au micro cet après-midi-là, dans le cadre d'une discussion animée par de jeunes activistes italiens et italiennes de Fridays for Future, se succèdent des personnes qui remercient les ouvriers. « *Cette lutte a poussé tout le mouvement écolo à évoluer et penser cette "transition par le bas",* affirme Paola, une militante écologiste et chercheuse. *Elle ne nous montre pas seulement une voie possible, mais la seule voie possible.* »

## Dix mois sans salaire

Puis c'est au tour des prises de parole de travailleurs indépendants d'un syndicat britannique, de membres d'un squat transformé en centre social menacé d'expulsion, d'activistes de Dernière Génération et d'Extinction Rébellion, d'une militante d'un espace agricole autogéré de la région qui existe depuis 2012 (Mondeggi Bene Comune), d'un livreur à vélo britannique et de tant d'autres personnes venues aussi bien des villes voisines que d'Écosse ou d'Allemagne.



Discussion sur les mouvements sociaux et climatiques organisée sur le parvis de l'usine à Campi Bisenzio, près de Florence, le 12 octobre 2024. ©Emma Bougerol

Dans l'assemblée, les regards se tournent timidement vers la Suédoise Greta Thunberg, venue en solidarité après une manifestation la veille à Milan.

Les travailleurs en lutte de l'ancienne usine automobile ne se mettent pas en avant. Au fil des six heures de discussion, la seule prise de parole en leur nom est faite par Dario Salvetti, le charismatique porte-parole des ex-GKN. Il rappelle le principal souci auquel ses collègues et lui-même sont confrontés : cela fait désormais dix mois qu'ils sont sans salaire.

*« Nous allons mal, très mal, témoigne l'homme. Cette absence de salaire a créé un court-circuit dans la lutte, que ce soit pour les travailleurs ou pour leur famille. Ce manque a éclaté notre unité. Beaucoup d'ouvriers, après trois ans de lutte, ont baissé les bras. Certains sont partis, d'autres sont en train de partir, certains cherchent du travail ailleurs... Ce n'est pas une belle situation, disons-le comme ça. »*

Matteo Moretti, un autre ouvrier, a passé des années à se battre avec et pour les ouvriers de GKN. Ils sont aujourd'hui environ 120 à ne pas avoir quitté l'assemblée permanente. *« Mais certains sont chez eux, ils n'arrivent plus à venir, certains sont en dépression, affirme, sombre, l'homme au fort accent toscan. Il y a des collègues que je n'ai pas vus depuis longtemps. »*

Arrivé dans l'usine en 1997 comme manutentionnaire, Matteo Moretti est devenu représentant syndical en 2008. Encore aujourd'hui, il fait partie des voix et des visages de la lutte des ex-GKN. Épuisé par des années de combat, il n'arrive pas à répondre lorsqu'on lui demande comment il va. *« Je ne sais pas, je n'ai pas le temps de me poser la question, souffle-t-il. Ma situation personnelle, je l'examinerai quand tout sera fini. Ce sera soit une grande joie si tout se passe bien, soit une immense douleur si ce n'est pas le cas. »*

Emma BOUGEROL, 24 octobre 2024 (Basta!)

# En Espagne, l'entraide à vélo après les inondations



Nourriture, croquettes ou médicaments... Des Espagnols montent sur leur vélo pour apporter des colis aux villes touchées par les inondations, peu accessibles en voiture. L'État, lui, est absent, dénoncent-ils.

Valence (Espagne), reportage

Le jour se lève à peine à Valence, dans le sud-est de l'Espagne, que déjà des dizaines de personnes convergent vers la Rambleta. Ce centre culturel de la ville s'est transformé en quartier général pour les bénévoles. Chaque jour, ils y viennent par centaines afin d'organiser la distribution d'aides aux sinistrés des inondations, dont une partie se fera à vélo.

« Je suis un cycliste de route, mais là, je suis allé chercher mon vieux VTT pour le recycler », dit Carlos Torrealba. Avec un ami, ce quadragénaire se mobilise depuis plusieurs jours, en faisant des aller-retour quotidiens à vélo pour porter de l'aide aux sinistrés. « On va dans des endroits difficilement accessibles en voiture ou à pied en raison de la distance. Avec le vélo, on peut aller très vite et très loin, en plus de pouvoir répondre à des besoins très spécifiques », explique Carlos.



Victor Bethencourt (à g.) et son ami Juan (à d.) se préparent à aller apporter des produits de nettoyage et des médicaments à des sinistrés. © Jose Torres Ramirez / Reporterre

« Samedi, on a fait environ 100 kilomètres », dit fièrement son ami, Fernando Rodriguez. « On a apporté des médicaments, des gants, des masques. On a été plus rapides que les autorités. » Depuis plus d'une semaine, les autorités espagnoles sont sous le feu des critiques pour leur réponse apportée aux inondations



meurtrières qui ont fait au moins 219 morts et 89 disparus, la grande majorité au sud de Valence. De nombreux sinistrés déplorent n'avoir reçu que très peu d'aide, voire aucune, de la part des autorités. À la Rambleta, chacun vient avec son vélo, tant amateur que professionnel. La cargaison se fait comme on peut : sacs à dos, paniers à l'avant ou à l'arrière, sacoches, remorques de vélo pour enfants. L'une des personnes derrière cette initiative du transport à vélo est Juan Dual, que tout le monde connaît ici.



« Je veux juste me rendre utile », dit Angela Barón venue prêter main forte pour trier les dons. © Jose Torres Ramirez / Reporterre

Lorsqu'il a vu les premières images des inondations, ce coureur et cycliste professionnel a décidé dès le lendemain de porter des sandwiches aux sinistrés avec son vélo. « Je suis habitué aux terrains difficiles. Je pensais le faire seulement une journée, mais quand j'ai vu que les autorités ne prenaient pas le dessus, j'ai cherché un moyen de les aider. En regardant sur Google Maps, j'ai réalisé que les zones touchées n'étaient pas très loin à vélo. Les routes étaient bloquées, mais pas sur les côtés, ce qui est parfait pour les cyclistes. »

Les publications de ses premiers trajets sur les réseaux sociaux ont entraîné des centaines de citoyens à passer à l'action. « On est très efficaces, on peut faire 7 à 10 km en une demi-heure, déposer de l'aide, puis revenir et repartir. Pendant ce temps, les voitures sont bloquées pendant trois ou quatre heures. » Se déplacer en voiture dans les zones sinistrées est en effet toujours très compliqué. Beaucoup de routes restent encore endommagées ou jonchées de débris, alors que les autres sont prises d'assaut, provoquant des kilomètres d'embouteillages.



Le centre culturel la Rambleta de Valence, où s'organise la distribution d'aides aux sinistrés des inondations par des bénévoles. © Jose Torres Ramirez / Reporterre

« Toute cette solidarité, c'est beau, mais c'est intense. Il faut coordonner tout ça, rester concentré, pédaler et ne pas se faire heurter par une voiture, car les gens sont furieux. Ils vont devenir désespérés à force, car après une semaine, rien n'a changé », constate Juan.

## Un immense élan de solidarité

Sur la grande place devant le centre culturel, des centaines de cartons et de sacs remplis de dons s'amassent, au fur et à mesure que des bénévoles les apportent. *« J'habite à seulement 5 kilomètres des zones touchées, ç'aurait pu être moi. On est tous très choqués. À Valence, notre vie à nous est toujours la même, mais là-bas, beaucoup de gens souffrent »*, explique Angela Barón.

Sa mission ce matin est de trier les dons pour les répartir dans différentes catégories, afin qu'ils soient acheminés de la meilleure façon possible, à vélo ou à pied. *« Je veux juste me rendre utile. Je ne suis pas assez forte pour aller sur place ou aider à vélo, alors je me suis dit que venir ici aider ferait une différence »*, explique la jeune femme de 19 ans.



*« Les routes sont bloquées, mais pas sur les côtés, ce qui est parfait pour les cyclistes »*, dit Juan Dual, cycliste professionnel. © Jose Torres Ramirez / Reporterre

Au mégaphone, une bénévole met en garde le premier groupe de cyclistes de la journée qui s'apprête à partir. *« Soyez très prudent, il peut y avoir des contaminations sur place. Portez bien des masques et des protections sur vos chaussures. »* La stagnation de l'eau et des débris dans les zones touchées fait craindre un risque sanitaire.

Victor Bethencourt est sur le départ. Originaire des Canaries, la solidarité revêt un sens important pour lui. *« À La Palma, on a eu une importante éruption volcanique en 2021 avec beaucoup de dégâts, et on a pu compter sur cette forte solidarité qui est unique à l'Espagne. C'est à mon tour de redonner »*, dit-il avant de s'élancer sur son vélo avec un ami. Aujourd'hui, il va porter des produits de nettoyage et des médicaments pour des personnes isolées.

### « Je suis un peu le roi du vélo »

À côté de lui, un atelier de réparation de vélos a été improvisé sur le bord d'une fontaine. Alessandro Mercajanti ne chôme pas depuis quelques jours. *« Hier, j'ai remplacé plus d'une centaine de pneus »*, dit ce réparateur de vélo, en montrant un carton entier rempli de roues crevées. *« Je suis un peu le roi du vélo »*, a-t-il à peine le temps de dire dans un français impeccable, avant qu'un homme l'interpelle. *« Il faut changer ma roue au plus vite, je dois partir. »* Alessandro s'exécute.

Après avoir pédalé plusieurs kilomètres, Gustavo vient lui d'arriver à Paiporta, une des villes les plus touchées. Avec sa copine, ils attachent leur vélo à une barrière et déchargent leurs provisions. Du papier toilette, quelques denrées et des croquettes pour chats. *« Maintenant, je vais regarder sur Ayudaterreta [une carte en ligne qui met en relation les bénévoles et ceux qui ont besoin d'aide] pour voir où sont les besoins les plus urgents à proximité et on va s'y rendre à pied, le plus rapidement possible. »*



Alessandro Mercadanti, réparateur de vélo, en train de changer un pneu de vélo crevé. © Jose Torres Ramirez / Reporterre

D'origine mexicaine, Gustavo s'explique mal, lui aussi, le peu d'aide des autorités sur place. « *Je suis très choqué. Même au Mexique, où il y a beaucoup de corruption, de l'aide est envoyée très rapidement en cas de séisme ou de tempête. Je n'en reviens pas de ce que je vois ici en Europe.* »

### **Une colère qui ne faiblit pas**

Dans les zones sinistrées, la colère est toujours perceptible, rue après rue. « *Nous n'avons reçu aucune aide des autorités, aucune. Une chance qu'il y ait ces bénévoles, j'en ai les larmes aux yeux* », dit Pili, depuis son garage dévasté à Paiporta. Tout a pris l'eau, entraînant l'effondrement d'une partie du mur avec son voisin. « *Mon fils est allé lui-même sauver des gens quand tout ça est arrivé, il n'y avait aucun secours. Il s'est rendu dans trois maisons, mais dans la dernière, lorsqu'il a ouvert la porte, il n'y avait plus que deux corps* », raconte-t-elle les larmes aux yeux.



Pili continue de nettoyer sa maison de Paiporta, touchée par les inondations. © Jose Torres Ramirez / Reporterre

Plus loin, Tina Zahonero del Rio, 61 ans, peine encore à réaliser ce qui lui est arrivé avec sa fille. « *Quand l'alerte est arrivée, la puissance de l'eau avait déjà défoncé notre porte d'entrée et je flottais dans mon salon, accrochée à ma lampe de plafond. On est restées comme ça pendant des heures, et on entendait des gens hurler dans la rue, emportés par les eaux* », raconte-t-elle, encore traumatisée. « *J'étais en hypothermie, je sentais que je m'endormais petit à petit. Ma fille hurlait pour que je ne sombre pas. Je pensais que j'allais mourir et que ma fille allait voir ça.* »

Aujourd'hui, il ne reste plus rien dans sa maison, elle a tout perdu, y compris des photos de famille, qui lui étaient si chères. Des proches sont venus lui prêter main forte dans les derniers jours pour déblayer. « *On a dû s'organiser seul, personne des autorités n'est venu nous aider. C'est indigne, c'est une honte. Tous les politiques en Espagne sont les mêmes, je ne voterai plus jamais* », laisse éclater Tina.



Des voisins et des bénévoles s'activent pour retirer la boue de l'intérieur des maisons, à Paiporta. © Jose Torres Ramirez / Reporterre

Alors qu'elle nous montre pièce après pièce l'ampleur des dégâts dans sa maison, sa fille allume la lampe torche de son téléphone pour éclairer la salle de bain. « *Mon Dieu, mon Dieu, ce n'est pas possible, je n'y crois pas* », s'extasie Tina. Elle vient de découvrir qu'une suspension avec trois photos de famille a miraculeusement survécu aux événements. Elle l'attrape, se retourne vers sa fille, avant de l'enlacer longuement en pleurant, débordée par l'émotion. « *C'est l'un de nos seuls souvenirs de notre vie d'avant* ».



Inondations en Espagne : les lourdes erreurs de la droite au pouvoir

Romain CHAUVET et Jose Trres RAMIREZ (photographies)  
7 novembre 2024 (Reporterre)

# Inondations en Espagne : les lourdes erreurs de la droite au pouvoir



Avant, pendant et après les inondations autour de Valence, en Espagne, le gouvernement régional de droite n'a pas su gérer la crise. L'extrême droite tente de faire de la gauche le bouc émissaire.

Ils ont été accueillis par la fureur et le désespoir. Le roi Felipe VI, son épouse la reine Letizia et le Premier ministre socialiste Pedro Sánchez sont arrivés sous les cris d'« assassins » le 3 novembre à Paiporta, ville proche de Valence dévastée par les inondations qui ont fait plus de 219 morts et 89 disparus, le 29 octobre, dans le sud-est de l'Espagne.

Des habitants ont manifesté leur désarroi face aux autorités qu'ils n'estiment pas à la hauteur de la catastrophe qui a frappé la région. Pris à partie par la foule composée en partie de militants du parti d'extrême droite Vox, les deux monarques ont reçu de la boue au visage et sur leurs vêtements. Le Premier ministre a, lui, été frappé par un coup de bâton dans le dos avant d'être exfiltré.

Si les images ont fait le tour du monde, un autre politique présent sur place n'a pas retenu beaucoup l'attention. Pourtant, Carlos Mazón, le président de droite (Parti populaire) de la région de Valence, fait l'objet de vives critiques depuis une semaine. Ses erreurs, nombreuses, tiennent en trois actes : avant, pendant et après les inondations.

## Une cellule de crise supprimée

La première est l'alliance entre la droite et l'extrême droite à la direction de la région de Valence entre juin 2023 et juillet dernier. « Avant que les élus climatosceptiques de Vox ne claquent la porte de la coalition cet été, ils ont obtenu, par Carlos Mazón, la suppression de l'Unité valencienne de réponse aux urgences », explique Maria Elisa Alonso, politologue spécialiste de l'Espagne. Cette cellule de crise devait permettre de coordonner les secours en cas de canicule, d'incendie ou d'inondation, et former la population sur l'attitude à suivre.

« Cet organisme avait été créé en 2023 par la précédente coalition socialiste et écologiste. C'était la première fois qu'en Espagne une région disposait d'un tel dispositif face aux risques », précise Maria Elisa Alonso.

Sa suppression est également la première mesure qu'a prise la coalition droite-extrême droite lorsqu'elle est arrivée au pouvoir à Valence. L'organisme étant doté d'un budget de 9 millions d'euros, « les élus du PP et de Vox ont estimé que c'était de l'argent public gaspillé pour rien », selon la politologue.

## Des SMS envoyés à la population trop tard

Une fois le dispositif d'urgence supprimé, le deuxième acte est intervenu quelques heures avant le début des inondations. À 7 h 36, l'Agence nationale de météorologie (Aemet) sonnait l'alerte maximale prévenant

de pluies torrentielles dans la région et les services d'urgence postaient deux messages à 11 h 45 et 12 heures sur la crue de deux rivières. Mais Carlos Mazón assurait à la mi-journée dans un message sur X qu'à « *partir de 18 heures* » « *l'intensité* » de la tempête « *allait diminuer* », précisant que les réservoirs étaient « *bien en dessous de leur capacité et capables d'accumuler l'eau reçue sans problème* ». Son tweet a depuis été supprimé.

Il a fallu attendre 20 h 30 pour que les autorités régionales, compétentes en la matière, donnent l'alerte sur les téléphones portables de la population. À ce moment-là déjà, des milliers de personnes étaient déjà surprises par les flots.

### **Des secours lents et désorganisés**

Le chaos passé dans la matinée du 30 octobre, Carlos Mazón a semblé dépassé par les événements. Les milliers de sinistrés qui ont tout perdu, même leurs proches, attendaient l'aide des autorités au milieu de la boue, des voitures échouées et des maisons éventrées. Dans ce pays décentralisé, c'est aux communautés autonomes de gérer les catastrophes naturelles, indique le politiste Guillermo Fernández Vázquez : « *Carlos Mazón a déclaré le niveau d'alerte 2 ; la loi prévoit que ce n'est qu'à partir du niveau 3 que le gouvernement central peut diriger les opérations.* »

Il était toutefois possible pour le gouvernement de Madrid de déclencher le niveau d'alerte 3 qui correspond à l'état d'urgence et ainsi de gérer la situation. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? « *D'abord parce que la dernière fois que le gouvernement central a décrété l'état d'urgence, c'était lors du Covid-19. Vox a ensuite contesté cette décision en justice et obtenu gain de cause* », répond le politiste. La seconde raison : pour éviter un conflit institutionnel entre l'État et la région. « *L'idée n'est pas de créer un affrontement, mais de coopérer avec les acteurs régionaux sur le terrain afin d'être plus efficace. En fonction des demandes de la région, l'État fournit le personnel de secours, le matériel et les vivres* », poursuit-il.

Sauf que sur place, les secours étaient lents et désorganisés. Jusqu'à jeudi 31 octobre, le gouvernement valencien n'a demandé l'aide de l'unité militaire d'urgence que dans la zone d'Utiel-Requena. Pendant deux jours, les 1 200 effectifs mobilisés n'ont pas eu l'autorisation de se déployer au-delà de ce périmètre, ne pouvant donc se rendre dans la banlieue de Valence. Le président de la région de Valence a fini par demander – quatre jours après la catastrophe – l'aide du gouvernement national.

### **« La propagande de l'extrême droite est si forte »**

Samedi 2 novembre, Pedro Sánchez annonçait ainsi l'envoi de 5 000 soldats supplémentaires, portant le contingent total à 7 000 militaires, « *le plus grand déploiement jamais effectué en Espagne en temps de paix* ». Alors que des milliers de volontaires affluaient pour aider les sinistrés en manque de tout, « *on les a envoyé samedi nettoyer un centre commercial plutôt que des zones d'habitations* », déplore Maria Elisa Alonso.

Et d'ajouter : « *Carlos Mazón ne s'est pas remis en question, au contraire, il a jeté la faute sur l'Agence nationale de météorologie espagnole, en expliquant que l'alerte avait été donnée trop tard et que Madrid aurait dû envoyer les effectifs militaires nécessaires plus tôt.* »

Pendant ce temps, sur les réseaux sociaux, l'extrême droite de Vox tente de capitaliser sur le désarroi des sinistrés afin de faire tomber le gouvernement de Pedro Sánchez. « *La stratégie de Vox fonctionne bien, la propagande de l'extrême droite est si forte qu'une partie de la population pointe du doigt Pedro Sánchez alors que le premier politique responsable des dégâts est Carlos Mazón* », estime Guillermo Fernández Vázquez.

Jeanne CASSARD  
5 novembre 2024 (Reporterre)

# Saint-Colomban, 800 manifestant·es et paysan·nes ramènent le sable et les déchets du maraîchage industriel à la carrière GSM.

Pour un soulèvement antifasciste



Appel à construire un réseau de résistance, à rejoindre les prochaines manifestations et initiatives partout sur le territoire, à faire barrage et à désarmer l'extrême-droite.

Communiqué de paysan·nes du 44, des Soulèvements de la terre et de la Tête dans le sable.

**Ce samedi 28 septembre, environ 800 personnes et une vingtaine de tracteurs ont rejoint la mobilisation paysanne et écologiste à Saint-Colomban, au sud de Nantes, contre la destruction du bocage par l'extraction du sable et le maraîchage industriel.** C'est la première manifestation après la victoire d'étape obtenue l'an dernier : l'abandon du projet d'extension d'une des deux carrières, celle du groupe Lafarge. Mais le bocage et ses paysan·nes sont encore menacé·es par l'extension concomitante du maraîchage industriel et de la carrière GSM. Cette dernière fait en ce moment même l'objet d'une enquête publique.

*Après les prises de paroles des paysan·nes du 44, des Soulèvements de la terre, de la tête dans le sable ou de la CGT, unis contre les nuisances écologiques et l'exploitation des travailleur·euses par les industriels du secteurs, la manif démarre.*

*Une fois sur la route, l'alliance entre extraction du sable et maraîchage industriel saute immédiatement aux yeux. On passe directement d'un paysage verdoyant de prairies et de haies à des centaines d'hectares de bandes de terres nues couvertes de sable et de serres. Celles-ci sont contiguës à la carrière depuis laquelle le sable est extrait. La carrière GSM vise encore à s'agrandir sur 30ha et à favoriser ainsi l'accaparement des terres par les grands groupes du maraîchage industriel – Océane, Terrena, Nantureop, Ydeal... – au dépens des agriculteurs locaux et du bocage. Partout sur les parcelles exploitées par les sociétés d'un poignée d'agri-managers, de gros tas de sable, des déchets de bâches plastique.*



*Vinet, dont nous longeons les parcelles, est un exemple emblématique des malversations de ce secteur. Ses montages sociétaires opaques empêchent de saisir exactement à quel point il cumule terres, aides et capital. Mais à titre d'exemple, sa principale société « les trois moulins » accapare plus de 1 000 ha et 2 889 493 euros de PAC par an. Ce criminel climatique et exploiteur social, dont le chauffage des serres dépasse régulièrement les valeurs limites d'émissions, arrose le sol d'intrants chimiques et irrigue intensivement pour des productions massivement exportées de mâche et de muguet. Il contribue lourdement à l'assèchement et à l'intoxication des nappes et cours d'eaux environnants. Vinet a été condamné en 2021 pour « destruction non autorisée d'une espèce animale protégée » ou encore en 2017 pour « tromperies sur la marchandise ». À grand renfort de dérogations au droit du travail, Vinet exploite des centaines d'ouvrier-ères agricoles. Comme bien d'autres agri-managers, il leur impose des cadences infernales, les expose à des produits*



chimiques et les soumet à des règles quasi-esclavagistes. (ici le lien vers l'ensemble du dossier sur le maraîchage industriel et Vinet : <https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/9-bonnes-raisons-de-se-mobiliser-st-colomba> )

*L'objectif de la mobilisation est annoncé : retour à l'envoyeur ! Les manifestant.es rentrent dans les parcelles, se munissent de seaux, de pelles et se réunissent autour des tas de sable. Ils et elles constituent en dansant des chaînes humaines afin de remplir les remorques des paysan.nes.*



*Ils se dirigent ensuite au bord de la carrière GSM lourdement gardée – tout comme les plate-bandes des maraîchers industriels – par des centaines de policiers, des quads et blindés. Les manifestant.es se regroupent autour des tracteurs devant la grille pour remettre ce sable là d'où il n'aurait jamais du être extrait. Les études mises en œuvre par l'association La Tête Dans Le Sable le démontrent : en plus d'artificialiser le bocage et d'assurer la production climaticide de béton, l'extraction de sable impacte gravement les nappes d'eau et les zones humides environnantes. Les trous d'eau seront par la suite remplis de déchets du BTP aux conséquences nocives. (ici les liens vers les contributions sur le site de la tête dans le sable : <https://latetedanslesable.fr/enquete-publique/>)*

*Ramener le sable des parcelles jusqu'à la carrière, c'est visibiliser l'interdépendance entre extraction du sable et maraîchage industriel : 30% du sable de la carrière GSM lui est en effet destiné.*

*Une fois le sable déversé, le contenu d'une seconde benne remplie de kilomètres de bâches plastiques et de tuyaux d'irrigation ramassés sur les sites des maraîchers est utilisée pour bloquer l'entrée du site. C'est l'occasion de dénoncer les quantités astronomiques de déchets produits chaque année par l'industrie maraîchère qui est en passe de transformer le sud de la Loire en mer de plastique.*

*De retour sur le champ sur lequel est établi le campement, les tracteurs lancent une nouvelles incursion en direction de la carrière GSM à travers les parcelles de Vinet. Un pont de bottes de paille et des barrières métalliques sont posées prestement à travers le Redour. Une partie des manifestant.es passent de l'autre côté du ruisseau avant d'être repoussé.es par des tirs de gaz lacrymogènes.*

*De diverses manières, il s'agit de se familiariser collectivement avec les contours de la carrière GSM. Nous saurons y revenir et bloquer les chantiers si elle s'obstinait à vouloir s'agrandir.*

### **Par ces gestes, nous exigeons :**

- l'abandon immédiat du projet d'extension de la carrière GSM à St Colombran.
- un moratoire sur la construction et l'extension des carrières en Loire Atlantique.
- le démantèlement des géants de l'agro-industrie légumière qui accaparent, les terres, l'eau, le capital et les aides publiques ; exploitent la main d'œuvre immigrée dans une logique néo-esclavagiste ; et intoxiquent gravement le territoire et les habitant.e-s.

- la redistribution des terres accaparées par l'agro-industrie légumière - sous le contrôle des habitant.es et des paysan-nes du territoire – pour permettre de nouvelles installations paysannes en maraîchage et en polyculture élevage qui rompent avec les méthodes mortifères de l'agro-business.

Dès aujourd'hui, nous engageons les premiers travaux en ce sens, dans la lignée de nos initiatives précédentes. Si nous ne sommes pas entendus, nous multiplierons les actions et les manifestations pour mener nous-mêmes à bien les travaux nécessaires à la défense du bocage, de la terre et de l'eau dans le Pays de Retz.

Ici le lien vers la synthèse et l'ensemble des sources sur les méfaits du maraîchages industriels en Loire-Atlantique en lien vers l'extraction de sable :

<https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/9-bonnes-raisons-de-se-mobiliser-st-colomban>

**Ci-dessous, Des extraits du tract distribué lors de la manifestation pour en expliquer les gestes :**

« **RETOUR À L'ENVOYEUR !**

*Retroussons-nous les manches pour dire stop aux carrières de sable et à l'agro-industrie*

*Aujourd'hui, samedi 28 septembre, après l'abandon de la carrière Lafarge suite aux nombreuses mobilisations portées par La tête dans le sable et Les Soulèvements de la Terre, nous vous proposons un grand chantier collectif. Le principe est très simple. Il s'agit de ramener le sable à sa source.*

*Comme vous pouvez le constater, le sol est totalement artificialisé par l'ensablement récurrent des champs. Au loin, vous pouvez apercevoir la carrière GSM. C'est de cette carrière qu'est extrait le sable qui sert à bétonner la Loire-Atlantique et à alimenter la fuite en avant productiviste de l'agro-industrie légumière nantaise.*

*Régulièrement au croisement de différentes parcelles, il y a des gros tas de sable. Nous vous invitons à vous munir des seaux et des pelles que vous avez ramené et à constituer des chaînes humaines afin de remplir les remorques des paysan-nes complices qui sont avec nous dans le cortège. Puis, nous ramènerons collectivement ce sable à la source en marchant jusqu'à la carrière pour remettre ce sable dans le sol d'où jamais il n'aurait du être extrait.*

*Par ce geste, nous voulons rappeler que l'agro-industrie légumière est un vortex extractiviste. I ha de mâche, c'est jusqu'à 30 tonnes de sables par hectare chaque année ! Ainsi, pour cultiver les 4500 ha de mâche du bassin nantais, il faut extraire 135 000 tonnes de sable par an ! 30 % du sable de la carrière GSM est destiné à l'agro-industrie de l'aveu même de la direction.*

*Le coût du sable est principalement déterminé par son prix de transport. Ainsi quand une carrière de sable s'installe, les grosses sociétés de l'industrie légumière font - comme c'est le cas ici - main basse sur toutes les terres alentours. La branche légumière de l'agro-industrie et le secteur du BTP sont liées par une alliance systémique.*

*Ensabler la terre, drainer les parcelles, araser les haies, c'est – structurellement – une artificialisation massive des sols. Il faut absolument décorrélérer la production de sable de celle des légumes : l'une est renouvelable, l'autre est une ressource finie en voie d'épuisement. À l'échelle mondiale, c'est 50 milliards de tonnes de sable et de gravier qui sont extraits tous les ans - de quoi construire un mur de 35 mètres de hauteur sur 35 mètres de large le long de l'équateur. Il s'agit de la deuxième ressource la plus utilisée au monde après l'eau. Les conséquences de cette frénésie extractiviste sont non seulement écologiques mais aussi humaines et sociales, en témoignent l'explosion du trafic de sable en Inde ou encore au Maroc ou encore l'exploitation des ouvrier-ères agricoles par les « maraîchers » nantais.*

*Prendre au sérieux ce constat, c'est ralentir l'extraction de sable et cesser d'étendre les carrières. En décembre 2023, Lafarge a abandonné son projet d'extension, marquant un premier infléchissement et une victoire d'étape importante pour notre lutte ! Le combat continue. Fermer le robinet du sable, c'est la seule solution pour sérieusement développer les alternatives au béton dans la construction et pour stopper l'accaparement des terres par l'industrie légumière au détriment de l'agriculture paysanne. »*

SOULÈVEMENTS DE LA TERRE

# « Notre nature est notre seule richesse » estime la maire de Guéret devant 2 500 opposants aux « méga-usines à bois »



Les manifestants sont réunis place Bonnyaud, au coeur de Guéret. « Nous entendons nos forêts pleurer » affiche une manifestante devant la mairie.

La mobilisation « pour des forêts vivantes » et contre le projet de « méga-usine à bois » a rassemblé 2 500 personnes, ce samedi 5 octobre, à Guéret.

## L'essentiel

- Plusieurs collectifs de défense de la forêt, organisent, ce samedi 5 octobre, une mobilisation contre les « méga-usines à bois » et « pour des forêts vivantes » à Guéret (Creuse).
- Mathilde Panot, présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale, et Marie Toussaint, députée européenne écologiste, défilent avec les manifestants.
- Après des prises de paroles devant la mairie de Guéret, les manifestants se sont dispersés.

**17 heures | Ce direct est terminé, merci de l'avoir suivi.**

**16 h 25 | La tension redescend devant la mairie**

Les élus se sont réunis devant la mairie de Guéret pour prendre la parole.

Le cortège se rassemble maintenant de l'autre côté de la place Bonnyaud, devant la mairie. La tension est redescendue.



Marie-Françoise Fournier, maire de Guéret, prend parole : « Notre nature est notre seule richesse. Quarante emplois de créer par Biosyl, mais combien de perdus dans nos petites entreprises locales ? »

### 16 h 15| La préfecture sous protection

Un camion à eau est positionné devant la grille de la préfecture.

Les forces de l'ordre protègent maintenant la préfecture de la Creuse. Les manifestants ont déserté la grille désormais protégée par un camion à eau.



### 16 h 10 | Le ton monte entre manifestants et forces de l'ordre

### 16 heures|Des jets de pellets sur la préfecture de la Creuse

Arrivée du cortège place Bonnyaud.

En signe de protestation contre le projet Biosyl, les manifestants jettent des sacs de pellets sur une des grilles de la préfecture.



**15 h 50 | Ève voit déjà « des coupes rases régulièrement »**



Ève (à gauche sur la photo), en a assez des coupes rases. Ève porte une couronne de feuillage autour de la tête, pour montrer son attachement à la forêt : « J'habite en Creuse. Je me balade souvent en forêt à cheval ou à pied. Des coupes rases j'en vois déjà régulièrement. C'est triste. Si ce projet voit le jour, ça sera encore pire pour notre belle forêt et notre biodiversité en général. Je devais être là dans ce cortège. »

**15 h 30 | La manifestation se déroule dans le calme, selon l'itinéraire prévu**

Le parcours de la manifestation est ponctué d'affichages revendicatifs.

Le cortège a atteint le rond-point Arfeuillère et prend maintenant la direction de l'avenue Mendès-France.



### 15 heures | Le cortège s'est élancé

Avec près d'une heure de retard sur l'horaire prévu, les manifestants ont quitté la gare routière en direction du siège de l'Agglo du Grand Guéret.



Les manifestants se sont arrêtés devant le siège de l'Agglo du Grand Guéret. Le cortège compte désormais près de 2 500 personnes, réunies « pour des forêts vivantes » et contre les « méga-usines à bois ».

### 13 heures | Des élus tiennent une conférence de presse

Députée européenne écologiste, Marie Toussaint vient d'arriver !

Marie Toussaint, vice-présidente du groupe des Verts/Alliance libre européenne, est arrivée à Guéret pour soutenir les anti « mega-usines » #Gueret #Biosyl [pic.twitter.com/vxIjblIXHr](https://pic.twitter.com/vxIjblIXHr)

— La Montagne Creuse (@montagne\_creuse) October 5, 2024



Les élus tiennent une conférence de presse avant de rejoindre la manifestation dont le départ est prévu, à 14 heures, à la gare routière de Gueret.

### **11 h 45 | Une tour est érigée sur le rond-point d'accès au site**

Avant de retrouver leur camp de base, les manifestants, qui sont désormais près de 400, ont installé une tour sur le rond-point situé à proximité du site de Biosyl pour symboliser que leur protestation s'inscrivait dans la durée.

Action symbolique sur le rond point. Une tour est mise en place. « On surveille. Nous serons présents physiquement si la construction de l'usine commence. On ne va pas lâcher comme ça. » [pic.twitter.com/ykETLH17vu](https://pic.twitter.com/ykETLH17vu)

— La Montagne Creuse (@montagne\_creuse) October 5, 2024

### **11 h 30 | Les manifestants se préparent à quitter le site de Biosyl**

Les manifestants vont retourner sur le camp situé sur l'ancien stade Andrivet, mis à disposition par la municipalité de Guéret.

« Non à Biosyl », scande le groupe, en route pour rejoindre le camp, au stade Andrivet. #Gueret #Biosyl [pic.twitter.com/XFIA9FEVRq](https://pic.twitter.com/XFIA9FEVRq)

— La Montagne Creuse (@montagne\_creuse) October 5, 2024

### **11 h 20 | Le point de vue d'un ancien de l'ONF**

**Jacques Descargues, ancien secrétaire général de l'office national des forêts :** « Je suis venu de la Corrèze. Je lutte contre ces projets, jusque dans le pays basque. Ce massif du Limousin est riche en biodiversité. On livre nos forêts, notamment les privées, pas protégées, sur un plateau aux grosses industries. On raisonne à court terme, mais le cycle de la forêt est situé entre 100 à 200 ans. La machine arrière est pratiquement impossible. Il faut prendre conscience de tout ça. »

### **10 h 45 | Le cortège arrive sur le site de Biosyl**

Les manifestants sont arrivés devant le terrain où l'usine de Biosyl devrait sortir de terre.

Après la présentation du projet tout au long du chemin, le cortège vient d'arriver devant le terrain, où l'usine de Biosyl doit sortir de terre.



Environ 300 personnes marchent. Le cortège vient d'arriver devant le site de la futur usine de granulés bois à Guéret. « Ils faut protéger ces zones humides, Biosyl tue », peut-on lire sur les pancartes. [pic.twitter.com/uJngee3Fi8](https://pic.twitter.com/uJngee3Fi8)

— La Montagne Creuse (@montagne\_creuse) October 5, 2024

Les manifestants demandent à Biosyl de faire « marche arrière » et « s'inquiètent de l'impact environnemental d'une construction de l'usine dans une zone humide », pleine d'animaux, dont le sonneur à ventre jaune, une espèce protégée de batracien.

Et si ce petit crapaud faisait capoter le projet d'usine de granulés Biosyl en Creuse ? (30/04/2024)



10 heures | Les manifestants quittent le « camp anti-Biosyl »